

UNIVERSITÉ DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO (ULSHB)

FACULTE DES SCIENCES HUMAINES ET DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION (FSHSE)



**En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sociologie
Option « Société, Culture et Développement »**

*

THEME

**De la reconversion des acteurs du tourisme à la reconfiguration
des politiques touristiques au Mali :
Cas de Tombouctou**

Présenté par : Badia Albadia WANGARA

**Dirigé par : Marta AMICO, Ethnomusicologue, maîtresse de conférences à l'Université de
Renne 2**

Membre du Jury :

- 1. Moussa Martin TUESSOUGUE, Géographe, FHG/USSGB, Président**
- 2. Charles GREMONT, Historien, LPED, IRD/ MaCoTer, Rapporteur**

**Année universitaire
2021- 2022**



**LABORATOIRE MIXTE INTERNATIONAL
MACOTER
RECONFIGURATIONS MALIENNES
COESIONS - TERRITOIRES - DÉVELOPPEMENT**



Campus de Kabala, Bâtiment de la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Éducation, 2^e étage droite / www.lmi-macoter.net

Résumé

Ce mémoire se propose d'analyser l'impact de la crise sécuritaire sur le secteur du tourisme à Tombouctou, ville qui était l'une des destinations les plus importantes au Mali. Plus précisément, il étudie d'une part, les modes de reconversion des acteurs qui vivaient du tourisme, et d'autre part, les différentes stratégies prônées par les autorités touristiques pour faire face à la crise. Passé d'un statut de destination privilégiée à un théâtre d'opération des groupes armés islamistes, la ville de Tombouctou renvoie désormais l'image d'une ville risquée, incompatible avec toute activité touristique. Cette situation a provoqué une importante crise affectant les professionnels vivant du secteur. Dotés d'une capacité d'initiative et animés d'une volonté de prendre leurs destins en main, les professionnels du tourisme se sont lancés pour la plupart dans l'entrepreneuriat à travers le développement de projets commerciaux. Ces initiatives personnelles et volontaires varient en fonction de l'expérience de chaque acteur, et elles sont de plusieurs ordres. Dans tous les cas, les acteurs du tourisme mettent en avant leurs potentialités pour initier des projets commerciaux. La base commune de ces initiatives entrepreneuriales est qu'elles s'orientent sur la convoitise des clients locaux. La reconversion des professionnels du tourisme n'est pas la seule conséquence engendrée par la crise. Elle a aussi provoqué des reconfigurations au niveau des politiques touristiques maliennes qui se focalisent désormais sur la promotion du tourisme local. Cette nouvelle stratégie se matérialise par l'organisation des voyages citoyens vers des sites culturels et naturels. Toutefois, ces voyages qui sont organisés par les agences du tourisme en collaboration avec les associations de la société civile boudent l'ensemble des régions du nord et du centre qui sont réputées être dangereuses pour se concentrer essentiellement sur Bamako et ses environs, ce qui engendre des bouleversements importants dans l'ordre habituel du tourisme malien. A Tombouctou la stratégie des pouvoirs public passe essentiellement par un encouragement des activités culturelles initiées par des acteurs locaux dans le but de motiver l'arrivée des visiteurs nationaux. La réflexion menée au cours de ce travail vise à comprendre l'impact de la crise sécuritaire sur le secteur du tourisme tout en abordant les questions dans leur complexité.

Mot- clés : tourisme, insécurité, culture, reconversion, reconfiguration, Tombouctou.

Table des matières

Résumé.....	II
Table des matières.....	III
Liste des sigles et acronymes.....	IV
Remerciements.....	VI
Introduction	1
Chapitre I. Le tourisme sahélien et malien, émergence et déclin.....	11
1- Le tourisme, définitions et concepts	11
2- Le tourisme dans l'espace sahélo-saharien	12
3- Tourisme malien : ressort, orientation et importance	16
4- Tombouctou, l'image d'une ville légendaire.....	20
5- De l'apparition des premiers mouvements djihadistes à l'occupation du nord du Mali ..	23
6- Détérioration de la situation sécuritaire	32
Chapitre II. Les modes de reconversion des acteurs du tourisme	39
1- L'apparition des premiers prestataires privés	41
2- Le tourisme dans la tourmente	45
3- Stratégie d'adaptation des acteurs du tourisme face à la crise	48
4- De promoteur touristique à l'entrepreneuriat culturel	55
5- Augmentation des flux migratoires	57
6- Les acteurs du tourisme entre difficultés et opportunités	59
7- Appréciation de la reconversion	62
8- L'Etat, le grand absent de la reconversion	65
Chapitre III. Réorientation des politiques touristiques et émergence des nouveaux acteurs.....	70
1- Les prémices d'une nouvelle forme de tourisme	71
2- Les stratégies de développement du tourisme intérieur et ses limites	75
3- Absence du nord dans les nouvelles orientations touristiques	78
4- La festivalisation comme la panacée	80
5- Une histoire brève de ces festivals	83
6- Les caractéristiques communes de ces manifestations culturelles	92
7- Un tourisme sans les acteurs du tourisme.....	94
8- Les festivals en période d'incertitude sécuritaire.....	97
Conclusion	101
Références bibliographiques.....	VII
Annexes.....	XVI

Liste des sigles et acronymes

AIMF : Association Internationale des Maires Francophones

APTM : Agence pour la Promotion du Tourisme au Mali

AQMI : Al Qaïda au Maghreb Islamique.

CMA : Coordination des Mouvements de l’Azawad

COMANAV : Compagnie Malienne de Navigation

DNPC : Direction Nationale du Patrimoine Culturel

DNTH : Direction Nationale du Tourisme et de l’Hôtellerie

EI : Etat Islamique

EIGS : Etat Islamique au Grand Sahara

GIA : Groupe Islamique Armé

GSPC : Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat

ISESCO : Organisation du Monde Islamique pour l’Education, les Sciences et la Culture

MINUSMA : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali

MNLA : Mouvement National pour la Libération de L’Azawad

MUJAO : Mouvement Pour l’Unité et le Jihad en Afrique de l’Ouest

OMATHO : Office Malien du Tourisme et de l’Hôtellerie

OMT : Organisation Mondiale du Tourisme

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PDSEC : Programme de Développement Economique, Social et Culturel

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l’Education, la Science et la Culture

« *A mes parents* »

Remerciements

La réalisation de ce mémoire était une extraordinaire occasion pour moi d'échanger avec plusieurs personnes. Qu'il me soit permis de remercier tous ceux qui d'une manière ou d'une autre ont bien voulu contribuer à la réalisation de ce travail.

Tout d'abord je tiens à remercier ma directrice de mémoire, Dr. Marta Amico, merci pour votre disponibilité, écoute ainsi que vos conseils et encouragements. Merci pour avoir accepté de lire, corriger et discuter ce travail.

Mes remerciements vont aussi à l'endroit de tous les membres du LMI-Macoter, aux professeurs et étudiants du master Socdev. Particulièrement aux professeurs Anne Doquet, Gilles Holder, Fatoumata Coulibaly et Daouda Gary Tounkara avec lesquels j'ai eu les premiers échanges sur mon thème de recherche.

Je tiens à remercier tous ces hommes et femmes rencontrés au cours de mon déplacement sur le terrain, merci pour leur temps qu'ils m'ont accordé ainsi que les récits qu'ils m'ont livrés.

J'exprime mes remerciements à monsieur Albadia Wangara, notable à Tombouctou pour ses lectures, discussions et enseignements qui ont été d'une importance capitale.

Je remercie madame Fadimata Cissé pour avoir financé mes études et croire à mes capacités d'arriver jusqu'au bout.

Mes remerciements vont également aussi à l'endroit de monsieur Amadou Cissé et de sa femme Hawa Cissé, ainsi qu'à toute la famille Cissé pour leur accueil chaleureux pendant mes séjours à Bamako pour mes études universitaires.

En fin j'exprime mes remerciements à mes parents, amis et collaborateurs pour leur contributions, et conseils.

Introduction

Situé en Afrique occidentale avec une superficie d'1 241 238 km², le Mali dispose d'un riche patrimoine culturel, avec ses quatre sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Humanité par l'UNESCO qui sont : les anciennes villes de Djenné et de Tombouctou, les Falaises du Pays Dogon et le tombeau des Askia. Cette potentialité culturelle s'est vite transformée en atout touristique, faisant du pays la deuxième destination de l'Afrique de l'ouest après le Sénégal en termes de nombre d'arrivées touristiques en 2010, et les ressources liées au tourisme constituaient en matière d'entrée de devises les plus importantes après l'or et le coton (Doquet, 2021), avec plus de 115,5 Milliards de FCFA des retombées selon l'OMATHO & la DNTH (Keita et al.2018 : 2). C'est cette importance économique qui explique l'intérêt que les politiques publiques accordent au secteur du tourisme, elles comptaient faire de celui-ci l'un des piliers du développement économique et de la revalorisation du patrimoine culturel. Il est important de préciser qu'évoquer le tourisme sans parler de la culture dans le contexte malien demeure quasi-impossible, car ce sont avant tout les sites culturels qui centralisent l'essentiel des visites touristiques faisant du tourisme malien, un tourisme culturel, avec comme axe principal, Bandiagara-Djenné-Tombouctou appelé « triangle d'or du tourisme malien » (Keita et al., 2018 : 16). Les anthropologues Anne Doquet et Moussa Sow (2018), enquêtent sur les rapports entre les politiques culturelles et touristiques, notamment sur l'utilisation de la culture pour promouvoir le secteur touristique. En partant d'une analyse historique des politiques culturelles et touristiques, les auteurs font un panorama d'activités culturelles qui ont fait la réussite du tourisme et concluent que le tourisme s'est longtemps nourri de la culture, ainsi l'histoire de ces deux secteurs est faite de croisements constants (Doquet et Sow, 2018). Ancienne capitale culturelle et religieuse de l'Empire songhaï (XI^e et XVI^e siècle), la ville de Tombouctou était un pôle d'attraction important pour plusieurs explorateurs européens. Sa renommée mondiale fait d'elle une ville prestigieuse qui est restée présente dans l'imaginaire d'une bonne partie des voyageurs. Jonction entre l'Afrique du nord et l'Afrique du sud du Sahara, Tombouctou bénéficie d'une position géographique stratégique qui fait d'elle à la fois un carrefour pour les commerces transsahariens et une zone de transit et de départ pour le flux migratoire africain (Ouallet, 2008). Ville qui sert aujourd'hui de capitale pour la sixième région administrative du Mali, sa célébrité sera mise en avant pour faire la promotion de la destination Mali, pays où l'Etat était l'un des principaux acteurs du tourisme depuis son accession à l'indépendance

jusqu'aux années 1980 où le secteur sera libéralisé à la suite des programmes d'ajustements structurels. Ainsi le secteur voit s'accroître le nombre des opérateurs privés en son sein. La privatisation du secteur touristique et la démocratisation du système politique malien ont conduit au décollage de ce secteur en tant qu'instrument de lutte contre le chômage et la pauvreté et comme une ressource pour les collectivités locales dans un contexte de décentralisation du pouvoir politique malien. Avec ses célèbres mosquées inscrites au patrimoine mondial de l'Humanité par l'UNESCO depuis 1988, Tombouctou constituait depuis les années 1990 l'un des principaux pôles touristiques du Mali, avec environ 12000 touristes par an¹ avant la crise de 2012. Ce secteur faisait vivre plus de 70% de la population (Dicko & Loua 2018 : 148) et demeure avant les événements de 2012 la principale activité lucrative du mois d'octobre au mois de mars (Traoré, 2017 : 17). Grâce à l'importance de ses ressources les professionnels qui vivaient du tourisme ont pu constituer un levier important dans l'économie régionale. Toutefois, une insécurité grandissante s'est progressivement développée ces dernières décennies dans cette région (Bourgeot, 2011, 2017 ; Boilley, 2011). Cette insécurité est liée à plusieurs facteurs, d'abord aux différentes rebellions cycliques (1962, 1991, 2006, 2012), et aux trafics en tous genres. Ces facteurs seront aggravés par la présence des mouvements islamistes dans la bande sahélo-saharienne aux débuts des années 2000 suite à la fin de la guerre civile en Algérie. Cette présence s'est vite fait remarquer par les enlèvements des touristes européens en voyage dans le désert. En 2009 la ville de Tombouctou à l'instar de l'ensemble du nord du Mali bascule dans la « zone rouge » délimitée par les chancelleries occidentales à la suite d'une série d'enlèvements dans cette zone (Amico, 2013). La présence des mouvances islamistes compromet désormais toute activité touristique dans cette région (Lohmann, 2009). La relation entre l'insécurité et le tourisme est une thématique qui a intéressé plusieurs chercheurs (Sarrasin, 2004 ; Dehoorne, 2013 ; Doquet, 2020). Le touriste est ciblé dans des situations de conflits pour plusieurs raisons : politiques, géopolitiques, économiques...

Bruno Sarrasin (2004), dans son article intitulé « Risque politique et tourisme », indique qu'en s'attaquant au touriste, les acteurs de la violence visent les ressources de l'Etat, en ce sens que le tourisme constitue une industrie importante qui est appuyée économiquement et politiquement par les Etats surtout dans les pays du sud (Sarrasin, 2004). Olivier Dehoorne (2013), dans « Une histoire du tourisme international de la déambulation exotique à la bull sécurisée », après avoir analysé les différents attentats perpétrés depuis le début du 21 siècle

¹ Programme de Développement, Social, Economique et Culturel.

en déduit que le fait touristique ne peut pas se départir des réalités sociales, politiques et économiques des pays d'accueil et de la situation géopolitique internationale. Pour l'auteur ces événements dont sont victimes les touristes nous montrent que le fait touristique n'est pas apolitique dans la mesure où, le touriste par sa nationalité est perçu comme étant le symbole d'une nation qui peut être engagée dans un conflit, par conséquent il peut être victime de plusieurs types d'attaques (Dehoorne, 2013 : 84).

Boudée par les visiteurs étrangers depuis plus d'une décennie, la ville de Tombouctou incarne désormais l'image d'une région risquée, où les groupes djihadistes sont fréquents. Ce qui est de nature à entraver la libre circulation des touristes a fini par affecter la fréquentation de la destination Tombouctou. Non seulement les touristes mais aussi les résidents, les coopérants, et les expatriés vont recevoir des consignes de la part de leurs ambassades de ne plus fréquenter ces zones considérées comme dangereuses. La courbe de l'évolution des flux touristiques élaborée par la banque mondiale présente une baisse du nombre des visiteurs, qui est passé de 190 mille en 2008 à 160 mille touristes en 2009. Cette baisse de fréquentation est due d'une part aux menaces que faisaient planer les mouvements islamistes sur la sécurité des touristes, et d'autre part au manque de confiance des pays occidentaux émetteurs de ces colorations sur la capacité de l'Etat à assurer la sécurité des visiteurs. A Tombouctou la crise du tourisme commença déjà à se faire sentir au sein l'opinion publique en 2009-2010 avec la délocalisation pour des raisons de sécurité de la 10ème Edition du Festival au Désert de son lieu habituel dans le village d'Essakan pour être organisé proximité de la ville de Tombouctou. Ce déménagement apparaît comme la seule garantie pour assurer la sécurité de cet événement touristique qui est dépeint par les ministères des affaires étrangères européens comme une activité dangereuse déconseillée aux ressortissants européens (Amico, 2013). A l'époque la réplique contre les mises en garde des ambassades aux touristes occidentaux qui souhaitaient se rendre au Mali était justement de la part des autorités maliennes, la centralisation d'un nombre important d'activité culturelle et touristique dans la ville de Tombouctou (ibid.). Suite à l'évolution de la situation sécuritaire dans le nord du Mali en 2012, les garanties de sécurité données par les autorités maliennes deviennent difficilement convaincantes au sein de l'opinion publique. En mars 2012, le pouvoir malien est fragilisé par un coup d'Etat qui renversa le régime démocratique du président Amadou Toumani Toure par des officiers mécontents de la gestion de la crise sécuritaire. Le 1^{er} avril 2012 le nord du pays tombe aux mains de différents groupes armés à la suite d'une insurrection islamiste et politique. Cette occupation qui entraîne le Mali dans sa plus grave crise politico-sécuritaire

(Hagberg, al., 2017) tue tous les espoirs de voir le retour des touristes. Malgré la libération de la ville en janvier 2013 par les soldats maliens appuyés par l'armée française sous la résolution 2085 des Nations Unies, la stabilité si chère à la reprise de toute activité touristique (Sarrasin, 2004 ; Hounga, 2009) n'a pas pu être rétablie. Les groupes islamistes ont accentué les attaques contre le Mali et ses partenaires².

Le climat sécuritaire de notre terrain d'étude

Dans la ville de Tombouctou, il est facile de constater aujourd'hui que la situation sécuritaire est fragile, cela fait suite à la présence de multiples bandes armées. Cette recrudescence de l'insécurité donne lieu à plusieurs types d'interprétations différentes de la part des populations et des autorités, ce qui est due à la différence de lectures des acteurs. Les forces armées en présence (FAMA, et MUNISMA) n'ont pas la même priorité dans la prise en charge des questions sécuritaires que les populations. Les autorités militaires accordent plus d'importance à la « lutte contre le terrorisme » et n'apportent que des solutions essentiellement militaires au conflit. Alors que pour Charbonneau et al. (2022), le label terroriste collé à ces mouvements armés tend à nier la dimension politique de la violence et exclu d'office les options non militaires de règlement du conflit et cela rend difficile la lutte surtout quand on se rend compte que les forces en face ne sont pas des forces isolées sans base sociale, l'option exclusivement militaire contribue au contraire à donner une crédibilité active et politique aux groupes armés (Charbonneau e al., 2022 : 69). Quant aux populations interrogées la priorité doit être de lutter contre le banditisme dans la ville qui n'est pas forcément le fait d'acteurs djihadistes seulement, mais aussi très souvent des groupes criminels organisés. Notons à ce sujet que les différents enlèvements des ressortissants européens qui ont eu lieu ces dernières années dans le sahel ont été aussi l'œuvre des certains réseaux mafieux opérants dans la région qui ensuite vont leur vendre aux groupes djihadistes. Le rapt est devenu une rente pour divers groupes djihadistes et criminels (Daniel, 2012). Aujourd'hui la dégradation de la situation sécuritaire fait qu'aucun acteur n'est capable de prendre la responsabilité d'amener des touristes à Tombouctou comme nous le confirme l'ancien directeur régional du tourisme Moussa Coulibaly, « aucune personne, ni moi ou un autre professionnel du tourisme, ni même les forces de défense et de sécurité ne peuvent assumer la responsabilité d'amener des visiteurs ici à Tombouctou, parce qu'ils savent que la

² Attentats à l'hôtel Radisson Blue, à la Terrace, à l'hôtel Byblos de Sevaré ainsi que les multiples raids dont font l'objet l'armée malienne et les forces internationales.

situation sécuritaire ne le permet pas »³. Dans ces conditions, aborder la question de l'insécurité devient difficile dans la mesure où le manque de confiance, la crainte de représailles de la part des forces combattantes que ça soit les armées régulières ou les mouvements armés suscite de la réticence chez les populations.

Comme nous l'avons rappelé la ville est inscrite sur la liste de la zone rouge depuis 2009 par les chancelleries occidentales suite aux enlèvements d'occidentaux, aujourd'hui force est de constater qu'à l'intérieur même de la ville de Tombouctou il y a des secteurs qui sont plus craints que d'autres. Les quartiers périphériques sont réputés être plus dangereux par leur nombre d'incident, leur isolement, et la faible capacité des forces de sécurité à intervenir rapidement en cas de signalisation d'un incident. Le gouvernement et les ONG déconseillent ces quartiers à leurs agents et personnalités en visite à Tombouctou. Ces secteurs sont des zones où les groupes criminels peuvent s'écarter rapidement et facilement grâce aux complicités qu'ils ont créées dans ces zones. La lenteur des réponses de la part des autorités fait que ces axes sont difficilement contrôlables et sont réputés être des zones de « non droit ». Le quartier d'Abaradjou vers la sortie nord de la ville est réputé être le quartier le plus dangereux de la ville de Tombouctou. C'est justement dans ce quartier qu'avait eu lieu l'enlèvement et assassinat des touristes européens en 2011 (cf. chapitre : II). Cette réticence de la part de l'Etat malien et des ONG a encouragé leurs personnels de fréquenter ces zones, fait de celles-ci des zones rouges à l'intérieur même d'une zone qui globalement est en rouge depuis 2009. Cette situation a contribué à sonner le glas des hôtels et restaurants présents dans cette zone qui ne bénéficie plus que de quelques rares marchés existants, ce qui provoque l'agacement du président des jeunes guides touristiques :

« Ne nous leurrions pas aucune zone n'est à l'abri aujourd'hui à Tombouctou et même dans le monde entier, donc ce n'est pas la peine de nourrir de la suspicion pour discréditer des zones entières pour tuer leur économie. Il y'a une lutte politique derrière tout ça, nous critiquons les occidentaux pour la même cause et quand nous voyons notre gouvernement agir comme eux, c'est vraiment dommage ils sont entrainés de favoriser les uns contre les autres. Vous n'êtes pas sans savoir que tous ceux qui sont sur cette partie supposée être plus dangereuse souffrent de la raréfaction des clients parce qu'il y'a plusieurs centres commerciaux dans cette zone où les femmes,

³ Entretien réalisé en 2019 pendant la réalisation de notre mémoire de maîtrise.

les jeunes et même les vieilles personnes font leur commerce » (Kalil Baber, président des jeunes guides touristiques, interrogé le 02 octobre 2022 à Tombouctou).

Toutefois, il est important de noter que même chez les populations le sentiment que ces zones périphériques sont les plus dangereuses existe.

« Moi je ne fréquente pas les quartiers périphériques de la ville sauf en cas de nécessité, c'est une sorte de zone abandonnée où sont présents des groupes armés [...]. Je peux dire qu'il y'a plus d'armes que de personnes dans ces zones. Chaque fois il y a des incidents qui se font dans la périphérie de Tombouctou » (Amadou Touré, société civile, enquêté le 17 octobre 2022 à Tombouctou).

Ainsi au cours de nos enquêtes pour écarter toute méfiance et suspicion autour de notre personne sur un théâtre marqué par plusieurs types attaques (assassinats ciblés, attaques contre les positions des forces maliennes et étrangères), nous avons évité du mieux que nous pouvons, les dictaphones pour enregistrer les entretiens et même quelques fois de prendre des photos. Cependant ces dispositions n'ont pas empêché le fait que nous soyons confrontés à la réticence de certains de nos enquêtés. Par contre, d'autres acteurs du tourisme (restaurateurs, artisans) voyaient en nous une sorte de porte-voix pour que leur situation soit connue du public.

Au Mali pour faire face à la situation sécuritaire, une partie importante des ressources du pays est consacrée à la sécurité au détriment du tourisme (Keita 2017 : 251). A Tombouctou l'effondrement d'un secteur aussi important dans l'économie locale a entraîné des mutations profondes. Il a nécessité d'une part une réorientation des acteurs vivant de ce secteur, et d'autre part entraîné une reconfiguration de la part des pouvoirs publics maliens pour faire face à la crise. Cependant, ces reconversions demeurent complexes à étudier, dans la mesure où elles varient en fonction du profil de chaque acteur reconverti. Les nouvelles politiques touristiques se tournent essentiellement vers le développement du tourisme local à travers la promotion des nouvelles destinations au sud du Mali. Cette situation que nous avons présentée nous amène à poser deux problématiques majeures : Quels sont les modes de reconversion des acteurs du tourisme ? Quelles sont les stratégies mises en place par les autorités touristiques pour faire face à la crise à Tombouctou ? Pour répondre à ces questions centrales plusieurs autres questions surgissent à savoir : Quels sont les secteurs de reconversion des anciens acteurs du tourisme ? Ces reconversions sont-elles définitives ou temporaires ? Sont-elles volontaires ou involontaires ? Existe-t-il un lien entre le secteur de

reconversion et le profil de l'acteur reconverti ? Quels peuvent être les bouleversements engendrés par les nouvelles stratégies prônées par les autorités touristiques ? Ces nouvelles stratégies permettent-elles de combler le vide laissé par les touristes internationaux ?

La demarche methodologique

La demarche methodologique adoptée pour attendre nos objectifs de recherche se fonde sur une approche qualitative et ceci pour nous permettre de comprendre et d'analyser les motivations qui guident les acteurs et les autorités touristiques dans leurs strategies d'adaptation, ainsi que de determiner la perception de nos enquetés sur les bouleversements que peuvent impliquer ces strategies dans le secteur. L'exploration s'est effectuée en deux étapes, d'abord théorique et ensuite empirique, ce qui nous a permis de lire des thématiques en rapport avec notre sujet et de les comparer aux réalités de notre terrain pour dégager les convergences et les divergences entre la pratique et la théorie. La méthode qualitative nous a permis de faire le profil socio-professionnel et de retracer la trajectoire des acteurs reconvertis du tourisme. Le choix de cette méthode s'explique aussi par le fait que certains aspects de notre recherche demandent plus d'approfondissement.

Considérée comme le fondement de toute recherche scientifique, la recherche documentaire nous a permis dans un premier temps de faire une élucidation conceptuelle des mots clés utilisés dans ce mémoire. Et dans un second temps nous nous sommes intéressés à la littérature sur le tourisme, l'insécurité et le patrimoine pour mieux orienter notre étude. Pour ce faire nous avons sillonné plusieurs bibliothèques de Bamako comme, la bibliothèque de l'Institut français du Mali, la Bibliothèque nationale du Mali, de l'ex-FLASH et celle du LMI MACOTER..., mais aussi du centre d'étude islamique de Tombouctou ainsi que des bibliothèques des manuscrits privées de la ville. Ce travail nous a permis de constater la raréfaction d'écrits universitaires sur l'impact de l'insécurité sur le secteur du tourisme au Mali. Mais à travers des sites de recherches comme : Google Scholar, Cairn Infos, Open Edition... et ceux de l'UNESCO, de l'AIMAF, de la DNPC..., nous avons pu exploiter beaucoup d'écrits sur les thématiques liées à notre mémoire. Ainsi Ouvrages, revues, thèses, rapports et articles nous ont permis de mieux cerner les différents contours de notre sujet d'études.

Aux débuts de notre terrain nous avons commencé par expliquer aux personnes enquêtées le but de notre enquête, en précisant qu'il s'agit d'une recherche universitaire en vue de l'obtention d'un diplôme de master en sociologie. Cette précision est importante à faire dans la mesure où nous intervenons sur un terrain où les acteurs humanitaires interviennent fréquemment pour apporter de l'assistance aux personnes victimes de la crise. Dans une telle circonstance nos enquêtés peuvent peut-être confondre notre recherche à une recherche action et s'attendre à ce que nous leur apportons une assistance.

Nos questions de recherche sous la forme de guide d'entretien ont été adressées en premier lieu aux acteurs du tourisme reconvertis (guides touristiques, restaurateurs, artisans) et en deuxième lieu aux autorités touristiques et politiques. Parce qu'ils sont les mieux indiqués pour nous donner des informations sur leurs modes de reconversion et sur les reconfigurations du secteur. Toutefois des questions complexes comme le phénomène de l'insécurité et l'appréciation du fait touristique à Tombouctou nécessitent l'interpellation de plusieurs autres acteurs de la société civile. Ainsi chaque acteur fut interviewé en fonction de ses rapports avec les thématiques abordées au cours de ce mémoire. Pour sélectionner nos enquêtés dans ces différentes catégories d'acteurs, nous avons opté pour un mode d'échantillonnage aléatoire, pour que chaque catégorie d'acteurs interrogé puisse avoir les mêmes probabilités d'inclusion. La taille de notre échantillon est de trente personnes enquêtées.

L'un de nos premiers outils de collecte des données sur le terrain était l'observation, qui nous a permis de nous confronter directement avec la réalité du terrain. Par l'observation nous avons pu constater des paramètres de notre recherche qui n'ont pas été soulignés par nos enquêtés, comme par exemple la désertion du personnel dans les structures régionales en charges du tourisme et dans certains hôtels par manque d'activité. L'observation nous a permis aussi de soulever des nouvelles interrogations et de comprendre qu'il y'a aucune activité touristique aujourd'hui à Tombouctou. Enfin par l'observation nous avons pu confirmer ou infirmer plusieurs informations collectées sur le terrain. Pour avoir accès aux informations recherchées, nous avons procédé à une enquête par questionnaire. Sur conseil de notre directrice de recherche nous ne nous sommes pas limités aux seuls questionnaires listés, mais nous avons plutôt effectués ces entretiens comme des conversations libres avec des sujets qui vont souvent au-delà de nos questionnaires listés. La durée des entretiens varie entre 45 minutes et une heure environ. Ainsi des questionnaires spécifiques ont été adressés à chaque acteur interpellé en tenant compte de son secteur d'intervention dans le tourisme, ainsi qu'à l'intention des services techniques en charges des questions liées au tourisme. Les

entretiens ont été tenus en langue nationale songhaï et aussi en français, ensuite transcrits intégralement. A noter également que le français qui est la langue officielle du Mali n'est pas une langue inconnue pour la plupart de nos enquêtés qui l'ont appris dans le secteur du tourisme ou avant même de venir dans ce secteur pour certains. Nos enquêtes de terrain ont eu lieu du 02 octobre au 27 novembre 2022.

Né et vécu pendant un bon moment à Tombouctou, cette réalité fait que ni le terrain, ni la langue, facteur non négligeable d'intégration ne nous sont inconnus. Ce n'est pas aussi notre première fois d'investiguer dans cette localité en tant que chercheur, en effet nous avons réalisé notre mémoire de maîtrise sur ce même thème. Cette situation d'appartenance au milieu étudié nous a incité à doubler de vigilance pour être à équidistance avec le phénomène étudié afin que la neutralité et la rigueur exigées à tout chercheur soient observés dans la collecte et l'interprétation des données recueillies sur le terrain. Malgré notre connaissance du milieu étudié il demeure important de préciser dans un premier temps que, nous n'avons jamais été lié à une activité touristique, et dans un second temps que des difficultés comme les faux rendez-vous et le manque de collaboration ont été des problèmes auxquels nous avons été confrontés. La faible documentation de l'administration de la région de Tombouctou explique l'inexistence de plusieurs informations sur le tourisme. Cette situation est expliquée par l'ancien directeur régional du tourisme par le fait que « Pendant la prise de la ville par les groupes armés en 2012, le pillage et le vandalisme de la ville ont fait que nos rapports annuels, semestriels et mensuels ont été saccagés [...] je n'ai rien trouvé ici comme document quand je reprenais service en 2013 ».⁴ Au-delà du saccage des lieux pendant l'occupation, il est important de préciser qu' à Tombouctou plusieurs activités touristiques se faisaient dans l'informel. Ce qui fait que beaucoup de paramètres de ce secteur sont restés méconnus.

Notre intérêt pour la reconversion des acteurs du tourisme à Tombouctou s'explique par le fait qu'il n'a pas fait l'objet d'études universitaires. Pourtant ce secteur est l'une des plus grandes victimes de la conjoncture sécuritaire que le pays traverse. Le cas spécifique de Tombouctou s'explique par sa place dans l'échiquier touristique national avant la crise de 2012.

L'objectif principal de ce mémoire est d'analyser les bouleversements engendrés par la crise sur le secteur du tourisme à Tombouctou. De cet objectif principal découle quelques objectifs secondaires :

- ❖ Identifier les secteurs de reconversion des acteurs du tourisme.

⁴ Entretien fait en 2019 lors de notre mémoire de maîtrise.

- ❖ Etablir les rapports entre le profil de l'acteur du tourisme reconverti et son secteur de reconversion.
- ❖ Analyser les nouvelles stratégies prônées par les pouvoirs publics maliens pour faire face à la crise que le secteur touristique traverse, et déterminer dans quelle mesure ces stratégies sont mises en œuvre à Tombouctou.

Nous postulons dans un premier temps que les secteurs de reconversion des acteurs qui vivaient du tourisme varient en fonction du profit et de l'expérience de chaque acteur. Ainsi, le choix du secteur de reconversion de l'ancien acteur du tourisme ne s'opère pas de manière hasardeuse, mais s'inscrit dans le droit fil de son secteur d'activité dans le tourisme ou avant même qu'il ne rejoigne le tourisme. Et dans un second temps que les stratégies actuelles prônées par les autorités touristiques maliennes pour faire face à la crise n'intègrent pas les régions du nord. A Tombouctou la solution préconisée par les pouvoirs publics consiste à soutenir les activités culturelles pour faire la promotion du tourisme domestique.

Le présent travail est divisé en trois chapitres :

Le premier chapitre concerne la revue de la littérature. Dans ce chapitre, il est question d'essayer de définir certains concepts clés utilisés dans ce mémoire, et de faire une étude de la littérature qui traite des sujets relatifs à notre thème.

Le deuxième chapitre étudie les types de reconversion des acteurs du tourisme. Il s'agit d'analyser les profils des acteurs reconvertis du tourisme en se focalisant sur les liens qui peuvent exister entre leur secteur de reconversion et leur secteur d'activité dans le tourisme.

Le troisième chapitre analyse les nouvelles orientations des politiques touristiques maliennes et leurs défis. Il s'agit d'analyser les stratégies adoptées par les autorités touristiques et les acteurs du tourisme pour faire face à la crise et les bouleversements que celles-ci ont impliqués.

Chapitre I. Le tourisme sahélien et malien, émergence et déclin

1. Le tourisme, définitions et concepts

Tout en s'appuyant essentiellement sur la littérature scientifique, ce chapitre vise dans un premier temps à clarifier certains concepts liés à notre sujet, et faire dans un second temps l'historique du tourisme sahélien de manière générale et particulièrement son évolution dans le contexte malien. Ensuite nous aborderons les rapports entre le tourisme et l'insécurité dans le nord du Mali.

Le tourisme, exception faite à la géographie est resté pendant longtemps peu abordé par les sciences sociales (Michaux et al., 2001, Merabet, 2021), Saska Cousin (2007) explique cet état de fait par son manque de légitimité académique. Mais devant l'ampleur du phénomène touristique les sociologues et les anthropologues ont commencé à s'intéresser au terme. Cependant, ils ont pendant longtemps limité leur étude aux effets négatifs que le tourisme engendre dans les sociétés d'accueil (Michaux et al., 2001). Par la suite plusieurs aspects du tourisme ont intéressé les spécialistes des sciences sociales, comme l'interaction entre visiteur et visité, (Chabloz & Raout, 2009), le tourisme comme facteur de développement (Cousin, 2008, Gregoire, 2006, Benangai-Koayama et al., 2021), le tourisme comme instrument de revendication identitaire (Furt et al. 2006 ; Lassibille, 2009), et les rapports entre tourisme et conflit (Hertzog, 2012, Ypersele, 2013) sont autant des thématiques qui sont aujourd'hui analysées par les chercheurs.

S'agissant de la définition du terme, d'entrée de jeu il convient de préciser que les spécialistes se sont toujours déchirés sur ce qu'il est convenu d'appeler le tourisme. Pour Marc Boyer (1972), « pour qui veut écrire sur le tourisme, le plus difficile est de le définir » (Boyer, 1972 : 7). Il serait prétentieux de vouloir donner une définition succincte et consensuelle au tourisme, dans la mesure où c'est un phénomène transversal qui est abordé en sociologie en tant que « fait social total » (Cousin, 2007). Les différentes disciplines qui se sont intéressées au tourisme sont partagées quant à sa définition. Ce qui provoque du coup un « déficit sémiologique » (Boyer, 1999 : 22). Il s'agit en réalité d'un secteur qui touche plusieurs branches et acteurs, et qui est lié à une interaction entre différents aspects de la société qui sont entre autres : la restauration, l'hébergement, la culture, la stabilité, la politique, la géopolitique, le patrimoine, les transports, l'économie, etc., c'est sur la combinaison de tous ces facteurs que repose le système touristique. Néanmoins, l'une des définitions les plus

utilisées est celle adoptée par l'OMT qui conçoit le terme comme étant un « phénomène social, culturel et économique qui implique le déplacement de personnes vers des pays ou des endroits situés en dehors de leur environnement habituel à des fins personnelles ou pour des affaires » (OMT, 2022). L'OMT distingue et définit plusieurs formes de tourisme qui sont entre autres : le tourisme culturel, d'affaire, balnéaire, interne, religieux, scolaire etc.⁵ Par ailleurs, Kadri (2009) précise que le reproche fait par les chercheurs aux définitions des institutions internationales est qu'elles répondent plus aux besoins institutionnels que scientifiques. Quant à Leiper (1979), il énumère trois manières de définir le tourisme. La définition technique qui concerne surtout les organisations internationales et les gouvernements dans le but de mesurer et de maîtriser l'activité touristique. Pour beaucoup des spécialistes il ne s'agit que des recommandations que chaque pays ou organisation est libre d'adopter (Boyer, 2002 ; Urbain, 2002). L'approche économique, celle-ci nous donne des informations sur l'activité touristique en termes d'emplois, de PIB, de nombre de touristes arrivés. En fin la définition holistique, c'est une approche qui opte pour que nous définissons le tourisme comme un « tout », c'est à dire en prenant en compte les différents segments économiques et socio-culturels qui sont rattachés au tourisme. La pluralité des arguments autour de sa définition ne se constate pas seulement chez les chercheurs ou les institutions internationales, mais demeure présente aussi chez les professionnels du secteur qui ont aussi des points de vue différents en qui concerne la définition du terme. Les nuances qui se constatent chez les professionnels varient surtout en fonction du secteur d'activité et des intérêts de chacun. Par exemple l'hôtelier et l'artisan sont tous les deux des acteurs du tourisme, mais ont chacun une perception différente du terme. La proximité entre le secteur du tourisme et de la culture fait que la plupart des professionnels voient essentiellement le tourisme comme le côté économique de la culture « c'est le côté économique de la culture » comme le déclare un artisan interrogé.

2- Le tourisme dans l'espace sahélo-saharien

L'espace saharien a toujours été un espace de circulation et d'échange commercial entre les villes du nord et celles du sud du Sahara. Contrairement aux idées répandues dans le monde occidental selon lesquelles, le Sahara est une barrière géographique infranchissable, qui en plus d'être un espace inconnu qu'il faut découvrir est un obstacle à vaincre (Bisson, 2003 :

⁵Les définitions de ces différentes formes de tourisme sont disponibles dans le glossaire de l'OMT.

64), un « mythe géographique » (Sursun, 2002), Jean Luc Triaud (1973) soutient que le Sahara n'a jamais été un espace isolé. C'est d'ailleurs par le désert que l'islam a pénétré le soudan, notamment par le commerce transsaharien (Triaud, 1973). Par ailleurs, Même si, les récits des grands voyageurs européens qui ont visité l'espace saharien au début du XIX siècle avaient suscités une grande curiosité dans le monde occidental. (Brachet et al., 2015), plusieurs sources associent le début du tourisme saharien à la colonisation et à l'ouverture des premières routes touristiques dans cet espace (Brachet et al., 2015 ; Merabet, 2021 ; Copans et al., 1978). Ainsi, l'organisation du premier rallye transsaharien date de la période coloniale en 1930, reliant Alger et Gao (environs plus de 6000 km de route), il avait pour but de montrer la faisabilité en voiture des pistes sahariennes aux éventuels touristes. Considéré comme l'ancêtre du Paris-Dakar, ce rallye transsaharien marqua une étape importante dans le commencement du tourisme saharien, c'est à partir de là que plusieurs guides comme « les guides bleus », ou encore « le guide touristique, le Sahara » en 1931 qui présentent le Sahara dans sa seconde édition (1936) comme une terre d'élection du tourisme de l'automobile (Merabet, 2021 : 182) se sont intéressés à cet espace. Ces guides de voyage ont été réalisés sous l'égide de l'administration coloniale. La mission Dakar-Djibouti⁶, avait aussi permis à beaucoup des chercheurs, explorateurs et touristes de découvrir des villes sahariennes comme Tombouctou, le Pays Dogon, Djenné, Gao, Agadez etc. En ce qui concerne l'Afrique de l'ouest, Copans et al. (1978) marquèrent que le développement du tourisme a connu un retard, c'est précisément à la moitié du XX^e siècle que se développe un tourisme élitiste. Ce retard se justifie par le manque voire l'inexistence des infrastructures d'hébergements et le coût élevé des moyens de transport (Copans et al., 1978 : 15). Sébastien Boulay (2006) décrit ce tourisme comme étant un tourisme rustique adapté aux difficultés de développement que cette région connaissait. Il s'agissait de quelques groupes des voyageurs européens curieux des sites historiques et de la culture sahélienne qui se promenaient dans le désert (Boulay, 2006 : 63). L'une des plus grandes manifestations touristiques de cette époque fut le rallye Paris-Dakar qui avait été créé en 1976 par Thierry Sabine⁷. Cet événement manifestait quelques gestes de solidarité dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique etc., à travers des caravanes humanitaires dans des pays comme le Mali, le Sénégal, le Niger et la Mauritanie (Gregoire, 2006 : 107). Mais aussitôt débuté ce tourisme dans cet espace subit déjà ses premières difficultés suite aux périodes d'agitations à la suite des différentes rebellions des années 1990 dans l'espace saharien, notamment, au Mali, au Niger, et la guerre civile en

⁶ C'est une mission dirigée par Marcel Griaule de 1931 à 1933.

⁷ La première course eut lieu à partir de 1979.

Algérie, (Gregoire, 2006) avant de reprendre pendant la période d'accalmie. Au Mali cette reprise coïncide avec deux événements importants : la libéralisation du secteur suite aux programmes d'ajustement structurel des institutions financières internationales des années 1980 (Doquet & Le Menestrel, 2006), et la démocratisation du régime suite à la révolution politique en 1991 qui entraîna une ouverture accélérée du secteur. Ces deux événements ont favorisé la libéralisation du secteur avec l'arrivée des entreprises privées dans le tourisme (cf. chapitre II). Ainsi, l'adras mauritanien (Boulay, 2006), l'Aïr au Niger (Gregoire, 2006), le désert algérien (Merabet, 2021), l'axe Bandiagara -Djenné-Tombouctou au Mali deviennent des destinations importantes dans la région. L'accès à ces régions du Sahara considérées comme difficilement franchissables est souvent facilité par l'avionneur Point-Afrique qui est une association des voyageurs qui a contribué au développement du tourisme dans le Sahara en desservant des aéroports secondaires des zones difficilement accessibles par route (Brachet, 2015). En plus des Etats les organisations internationales comme Unesco vont aussi plaider pour un tourisme qui promet et promeut le développement et la lutte contre la pauvreté par une revalorisation du patrimoine culturel dans l'espace sahélien. Le lancement en 2003 par l'Unesco du projet « Sahara des cultures et des peuples »⁸ qui concerne le Mali, le Niger, la Mauritanie, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Soudan, le Tchad, la Libye et l'Egypte rentre justement dans le cadre de faire de la culture un outil de développement. Cette initiative s'était fixée comme objectif d'aider les Etats dans l'élaboration des politiques culturelles fondées sur la sauvegarde et la revalorisation du patrimoine culturel matériel, immatériel et naturel dans le but de favoriser un tourisme solidaire et respectueux des différences culturelles. Désormais le patrimoine n'est plus vu simplement comme une richesse culturelle mais également économique à travers les politiques de « *touristification* » du Sahara.

Nous pouvons tirer deux enseignements de l'utilisation du patrimoine culturel comme axe principal pour le développement du tourisme au Sahara. Premièrement, la richesse culturelle et naturelle du Sahara, c'est le plus vaste désert au monde couvrant plus de neuf millions de kilomètres carrés se limitant de l'atlantique à l'ouest à la mer rouge à l'est. Traversé par dix pays (la Mauritanie, le Maroc, le Mali, l'Algérie, le Niger, la Libye, le Tchad, le Soudan, l'Egypte et la Tunisie). Le Sahara est considéré comme la porte d'entrée de l'Afrique au sud du Sahara. Cet espace regorge plusieurs potentialités culturelles, naturelles, culturelles qui sont

⁸ <https://www.unesco.org/archives/multimedia/document-3434>

entre autres : les dunes du Sahara, le désert, les bibliothèques des érudits musulmans, les anciennes mosquées, la tradition orale etc., (Boulay, 2006, Gregoire, 2006) capables d'attirer la curiosité des visiteurs. Les Etats et les professionnels du tourisme mettent en avant cette richesse culturelle pour faire la promotion de la destination Sahara. Secondairement, cette utilisation du patrimoine culturel pour le marketing du tourisme pose ainsi, la question du lien entre tourisme et patrimoine. Plusieurs spécialistes se sont intéressés à cette relation (Morin, 2001 ; Lazzarotti, 2000 ; Gravari-Barbas et al., 2014), en analysant l'impact que la fréquentation touristique excessive peut avoir sur le patrimoine. Tout d'abord pour Morin (2001) le patrimoine et le tourisme sont deux disciplines qui entretiennent des relations étroites, complexes et complémentaires qui, tout en s'inspirant l'un de l'autre s'opposent et se combattent (Morin, 2001 : 281). Quant à Lazzarotti (2000), il établit le lien entre tourisme et patrimoine en comparant le nombre des sites inscrits au patrimoine mondial et le nombre des entrées touristiques, en effet les endroits qui ont plus de sites inscrits attirent plus de visiteurs (Lazzarotti, 2000). En traitant du rapport entre patrimoine, tourisme et développement durable sur le cas spécifique du continent africain, Gravari-Barbas et al. (2014) précisent que, le patrimoine mondial occupe une place importante pour le tourisme qui lui-même est désormais investi du rôle du développement durable et de la lutte contre la pauvreté en Afrique, pour assumer cette fonction le tourisme doit s'appuyer sur les particularités du patrimoine africain (Gravari-Barbas et al. 2014). Il existe deux genres de patrimoine, le patrimoine matériel qui regroupe tout ce qui est bien bâti, tel que : les sites historiques, archéologiques, culturels, les objets d'art, les biens usuels etc., et le patrimoine immatériel, notion qui fut introduite par l'Unesco en 1982 lors de sa conférence mondiale sur les politiques culturelles. Plus tard ce patrimoine est défini comme étant : « les pratiques, représentations, expressions, connaissances, et savoir-faire ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturelles qui leur sont associés, que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel » (Unesco, 2003). Au Mali, les premières inscriptions sur la liste du patrimoine mondial de l'Humanité datent de 1988, elles concernent les villes de Tombouctou et de Djenné, ensuite les falaises de Bandiagara en 1989, les tombeaux des Askia à Gao en 2004. En 2005 « l'espace culturel du yaaral et degal » a été inscrit sur la liste du patrimoine mondial immatériel. En 2009 sont inscrits, la charte du Mandén, proclamée à *Kouroukan Fouga*, la réfection du toit du *kaba bulon*, (case sacrée de *Kangaba*). La valeur culturelle de la société secrète de Kôrêdugaw en 2011. En 2012 les expressions culturelles du « *M'balon* », en 2013 le savoir lié à l'*Imzad* des communautés du

Mali, de l'Algérie et du Niger, en 2014 les masques et marionnettes de *Markala*, les festivités du triangle de balafon en 2017⁹.

3- Tourisme malien : ressort, orientation et importance

La promotion de la destination Mali s'appuie essentiellement sur le secteur culturel faisant du tourisme malien un tourisme culturel (Doquet, 2006 ; 2008 ; 2009). Le tourisme culturel désigne un voyage qui consiste à partir découvrir la culture de la population autochtone (Dulucq & Raout, 2009 : 7). Néanmoins, le caractère culturel du tourisme malien n'est pas un fait nouveau, il plonge ses racines depuis l'époque coloniale où des acteurs du tourisme proposent aux voyageurs des activités culturelles à partir notamment du secteur de l'artisanat. Dans des villes maliennes comme Djenné où se trouvaient à l'époque des éléments culturels comme « des bijoux d'or, d'argent, de cuivre, des armes, des coussins de cuir, de beaux tapis aux coloris éclatants et aux dessins originaux, des broderies et des poteries intéressantes » (Dulucq, 2009 : 24, 31, 32) qui sont capables d'attirer les touristes. Cette politique va se poursuivre à l'indépendance. Anne Doquet et al. (2015) précisent qu'il n'a jamais eu des distinctions claires entre les politiques culturelles et touristiques « l'histoire des politiques culturelles et touristiques est ainsi faite de croisement permanent. Il est évident que le tourisme s'est au départ largement nourri des politiques culturelles » (Doquet, Ndour et Sow, 2015 : 160). Le tourisme culturel qui concerne le patrimoine culturel, architectural, et muséologique, mais également les lieux de spectacle et de manifestation, les sites d'hébergements et restaurations (Bayle Humeau, 1992, cité par Cousin 2006 : 16) était une stratégie déterminante dans la mise en tourisme du Mali. L'importance du secteur culturel pour le tourisme au Mali s'explique par le fait que c'est un pays qui regorge d'importantes ressources culturelles. En plus des sites culturels et historiques inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, les manuels touristiques maliens promeuvent d'autres potentialités naturelles aussi bien que culturelles pour vendre sa destination, comme les monts Hombori (1155m) situé à 300 kilomètres à l'est de Mopti, est un monument qui reste une exception en Afrique de l'ouest (Walter, 2007 : 254). Mais aussi dans le domaine musical, considéré comme « le berceau musical de l'Afrique de l'ouest », la mise en patrimoine des musiques du Mali résulte justement de cette volonté politique de montrer et de démontrer l'existence de la nation malienne au lendemain des indépendances (Pourrouquet, 2015). L'orchestre national et l'ensemble instrumental furent créés en 1959, le premier dans le but d'unir les musiciens des « orchestres modernes » et pour le second il s'agit d'unir les

⁹ www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=fr&pg=00011#tabs

musiciens griots (*ibid*). Les danses traditionnelles Dogon sont aussi très recherchées par les touristes (Walter, 2007). Le tourisme s'était appuyé sur cette ressource culturelle disponible comme toute économie s'appuie sur les ressources disponibles sur son champ. Bien que les autorités touristiques tentent de promouvoir d'autres types de tourisme (naturel, scolaire), le couple tourisme et culture qui relève d'ailleurs aujourd'hui du même ministère continue leur aventure, dans la mesure où, la multiplication des activités culturelles pour susciter la curiosité des visiteurs internes démontre que c'est la culture qui vient au secours du tourisme en difficulté, faisant de la culture un secteur stratégique de repli pour les activités touristiques (cf. chapitre III). Cependant, le tourisme culturel est loin d'être une exception malienne, apparu dans les années 1970 dans les institutions internationales. L'Unesco, concepteur de la « doctrine du tourisme culturel » (Cousin, 2007) la présente comme un tourisme qui fait moins de dégâts sur les sites visités. Saska Cousin (2007) nous dresse le tableau que les institutions internationales (l'UNESCO, l'ICOMOS, l'OMT, l'UE) font de ce tourisme. En effet le tourisme culturel est présenté comme un bon tourisme, respectueux de la culture des Hommes, favorise le dialogue interculturel, et revalorise la culture. (Cousin, 2007), cette description semble minimiser les dégâts que la fréquentation excessive peut causer sur les sites. Dans les années 2000 les Etats, les institutions internationales et les partenaires internationaux au développement convergent sur la nécessité de la mise en place du tourisme culturel au service du développement et de la lutte contre la pauvreté. Au Mali le cadre stratégique de la réduction de la pauvreté fait du tourisme un des piliers du développement du pays. L'Unesco à travers des initiatives comme le projet « Sahara des cultures et des peuples » que nous avons précédemment cité, compte faire de la culture à travers sa mise en tourisme un secteur de développement. A ce titre les sites culturels sont les premiers sites Africains à être inscrits sur la liste du patrimoine mondial (Jacquot, 2014). Dans les années 1990, avec la démocratisation du régime, le Mali entame une réorganisation administrative avec la politique de la décentralisation. Exigence des rebellions des années 1990, la décentralisation avait pour objectif d'associer les communautés locales dans la gestion des affaires politiques en transférant une partie du pouvoir de l'Etat aux collectivités territoriales déconcentrées, qui seront désormais chargées de l'élaboration des stratégies de développement socio-économique et culturel de leurs localités. Cette politique fut effective avec les premières élections locales en 1999. La stratégie des nouvelles collectivités consiste à puiser leurs ressources dans les potentialités locales. Ainsi le patrimoine culturel sera au centre du développement économique dans des localités déjà connues pour leurs richesses culturelles comme Tombouctou, Gao ou le Pays Dogon. Le rôle de l'autorité centrale se limite désormais à

veiller sur la légalité des décisions prises au niveau local, elle intervient à travers ses services techniques déconcentrés (D.R.T., M.C, OMATHO). L'un des grands défis de la décentralisation est de rapprocher les institutions culturelles des populations locales qui ont depuis toujours perçu ces institutions comme une émanation du pouvoir central. Dans cette nouvelle dynamique de décentralisation, l'organisation des manifestations culturelles qui se centralisait à Bamako, symbole de la centralisation du pouvoir malien depuis les indépendances sera reconfigurée et délocalisée dans les régions pour soutenir l'autonomie économique et culturelle régionale (Djebbari, 2015). L'implication des acteurs locaux dans la gestion du patrimoine culturel grâce à la privatisation du secteur et au système de la décentralisation a permis d'une part, de mettre la lumière sur les divergences d'interprétations du patrimoine entre acteurs locaux et autorités nationales chargées de la gestion des sites culturels. Anne Ouallet (2000) dans son article intitulé « Emergence patrimoniale et conflits en Afrique subsaharienne. L'exemple du Mali » évoque les conflits liés aux stratégies de mise en valeur et de gestion du patrimoine à travers les exemples de Tombouctou et de Djenné, l'auteure insiste notamment sur l'écart d'interprétations entre les différentes échelles impliquées, (internationales, nationales et locales) dans cette gestion. Cette divergence est essentiellement due à la différence des représentations et d'intérêts des différents acteurs auxquels s'ajoutent des enjeux de pouvoir. L'auteure illustre cette divergence par l'influence qu'exerce les pays du nord sur les politiques de patrimonialisation élaborées par les pays du sud et les institutions internationales. Ces politiques qui s'appuient essentiellement sur la monumentalisation du patrimoine se veulent universelle, et transporte tout un système de valeurs occidentales qui servent de référence à l'échelle internationale. Or les populations associent toute une pratique rituelle, gestuelle et festive au patrimoine bâti, ces pratiques très importantes aux yeux des populations n'ont pas été prises en compte dans le classement du patrimoine mondial (Ouallet, 2000). D'autre part la privatisation du secteur touristique et la démocratisation du système politique malien (cf. chapitre II) ont conforté le processus de décentralisation, et ont conduit au décollage du secteur touristique en tant d'instrument de lutte contre le chômage et la pauvreté, et comme une ressource pour les collectivités décentralisées. Néanmoins, l'intensification des activités touristiques dans un contexte de décentralisation à Tombouctou a contribué à une exacerbation des revendications identitaires au niveau des populations locales. Par le biais de la culture et des mises en scène folkloriques et théâtrales les populations se font de plus en plus apparaître dans un « label ethniciste » (M'bokolo & Amselle, 1985). Cet état de fait peut s'expliquer par le fait que leur identité culturelle est une des motivations de visite et constitue donc une ressource touristique. Il

s'agit d'une valorisation de la tradition à des fins touristiques. Ainsi, la manière de danser, de chanter, de se vêtir, de cuisiner, et la division sociale du travail sont des éléments qui permettent de reconnaître chaque ethnie à Tombouctou. Ce scénario avait été remarqué ailleurs au Mali par d'autres analystes, notamment dans la région de Mopti. Jacquot (2014) fait le même constat dans les manifestations populaires peules du « *yaaral* » et du « *degal* ». Ces manifestations contribuent par le biais d'une mise en scène folklorique à la formalisation de l'ethnie peule, la jeune fille vêtue de boubou blanc (*turki*) n'as pas seulement le sentiment de se mettre en spectacle de manière folklorique, mais revendique son apparence à la communauté peule (jacquot, 2014). Même si l'avènement de la démocratie a favorisé la prolifération des associations à caractère ethnique au Mali, Anne Doquet (2013), dans la « tragédie malienne » précise que l'Etat fut singulièrement attentif au caractère ethnique que peut prendre les manifestations culturelles, c'est ainsi dans les appellations des festivals, le programme de soutien aux initiatives culturelles a toujours pris garde de ne pas ethniciser ces manifestations. Ainsi se déroule à Segou un festival du fleuve et non bambara, ou dans le nord un festival au désert et non Touareg (Doquet, 2013 : 171-172). Au Niger, l'analyse de Lassibille (2009) abouti à la même conclusion que derrière les danses des peuls « *woDaaBe* » se cachent des fonctions identitaires importantes, les mises en scène culturelles montrent en réalité l'affirmation d'une appartenance identitaire aux yeux des étrangers « mettre en scène sa culture conduit à définir et affirmer ce qu'est son identité » (Lassibille, 2009 : 274). Ces différentes situations interrogent la complexité des questions identitaires en rapport aux activités touristiques. Ce sujet est abordé par Grégoire & Scholze (2014) dans « Identité, imaginaire et tourisme en pays touareg au Niger », les auteurs observent des transformations identitaires engendrées par le tourisme chez les acteurs locaux, et démontrent comment les acteurs du tourisme ont su entremêler de manière assez habile, la modernité que peut leur procurer leur activité dans le tourisme et leur manière de vie traditionnelle de nomade. Ce processus d'appropriation de la modernité adapté à l'identité traditionnelle a abouti à la création d'une « *sous-culture* » au sein des acteurs du tourisme qui, tout en ayant de l'admiration pour leur métier dans le tourisme affirment avec fierté leur appartenance au mode de vie traditionnel. Ainsi les auteurs démontrent que, le travail et le mode de vie des opérateurs touristiques Touaregs du Niger sont marqués par une combinaison d'éléments traditionnels et modernes, laquelle combinaison est basée sur un processus d'appropriation culturelle dans lequel les éléments étrangers sont incorporés dans la culture traditionnelle à travers une réinterprétation qui accorde à ces éléments un sens et une valeur locale (Grégoire & Scholze, 2014).

4- Tombouctou, l'image d'une ville légendaire

Considérée comme « la plus grande bibliothèque de l'Afrique » (Aime P47 cité par Elina caroli 541), avec plus de 200.000 manuscrits anciens et livres écrits en langue arabe dont une partie est conservée à l'institut des hautes études et de recherches islamiques et l'autre au niveau des bibliothèques familiales. Tombouctou fut la capitale culturelle, intellectuelle et religieuse de l'empire Songhaï (Ouallet, 2002 ; 2008), la ville accueillait plus de 25000 étudiants qui venaient des quatre coins du monde pour fréquenter ces manuscrits anciens à l'université de *Sankoré* au 15^e siècle (Traore, 2017). Considérée comme la ville la plus populaire du Mali, Tombouctou est connue sous plusieurs appellations la « *cité mystique* », « *la mystérieuse* » (Dubois, 1897), la « *ville des 333 saints* », « *la perle du désert* ». Ses trois mosquées (Sankore, de Djingareyber, et Sidi Yehia) et ses seize mausolées sont inscrits au patrimoine mondial de l'Humanité par l'Unesco depuis 1988. Visité par plusieurs explorateurs européens, Rene Caillé, Heinrich Barth, Gorden Laing, Leon l'africain, Mungo Park, etc. Les maisons où ont habité ces voyageurs sont aujourd'hui identifiables, transformées en des musées, elles font l'objet de visites touristiques et font partie de l'offre proposée pour susciter la curiosité des visiteurs. Tombouctou était à la fois un lieu d'attraction de tous les grands voyageurs européens et une destination héroïque, parvenir à Tombouctou pour les explorateurs européens était synonyme de vaincre les obstacles du Sahara et devient le désir des voyageurs. L'explorateur français René Caillé, présenté comme le premier européen à arriver à Tombouctou exprimait son désir d'atteindre Tombouctou en ces termes « [...] la ville de Tombouctou devient l'objet continuel de toutes mes pensées, le but de tous mes efforts ; ma résolution fut prise de l'atteindre ou de périr » (René caillé cité par Sursun, 2002). Par contre, si la ville était célébrée par les grands voyageurs arabes (Kati, 1593 cité par Ouallet, 2002), le sentiment de déception après l'avoir visité était pourtant une constante chez plusieurs voyageurs européens (Sursun, 2002 ; Aime, 2009). Rene Caillé dans son livre « récit d'un voyage » exprimait sa déception en ces termes :

« Je ne la trouvai ni aussi grande ni aussi peuplée que je m'y étais attendu ; son commerce est bien moins considérable que ne le publie la renommée ; on n'y voit pas, comme à Jenné, ce grand concours d'étrangers venant de toutes les parties du Soudan. Je ne rencontrais dans les rues de Tombouctou que les

chameaux qui arrivaient de Cabra, chargés des marchandises apportées par la flotille [...]. En un mot tout respirait la plus grande tristesse. J'étais surpris du peu d'activité, je dirais même de l'inertie qui régnait dans la ville. Quelques marchands de noix de colats criaient leur marchandise comme à Jenné » (Rene Caillé, cité par Aime : 2009 :443).

Sursun (2002) en confrontant les récits de quatre grands voyageurs européens (Rene Caillé, Heinrich Barth, Gordin Laing et Felix Dubois) ayant visités Tombouctou estime que le sentiment de déception était partagé par tous ces voyageurs. Cette situation est peut-être due au fait que Tombouctou a beaucoup fait rêver les touristes (Dulucq, 2009). Et ceci grâce aux descriptions d'une ville riche économiquement et culturellement narrées dans les récits historiques sur Tombouctou. Ces descriptions ont construit un imaginaire presque parfait de la ville chez le lecteur qui entreprend de s'y rendre. L'importance de l'imaginaire sur l'activité touristique avait été évoquée par Jean Paul Collyn et Frédérique Devillez (2009) qui expliquent dans leur chronique filmographique sur le tourisme que, l'imagerie touristique façonne la demande et l'offre touristique, en évoquant de manière sensationnelle et pittoresque les lieux et les peuples qu'elles présentent à la consommation, les images et les idées reçues modèlent les goûts et les attentes des touristes (Collyn et Devillez, 2009 : 504). Secteur de développement de premier plan (Benangai-Koayama et al., 2021 : 1), le tourisme fait appel à une double réalité, il est à la fois une activité dans l'économie de marché et un phénomène socio-culturel lié aux enjeux de développement (Jacquot, 2014). Le tourisme a permis des investissements de la part de l'Etat dans le développement de la ville de Tombouctou, en termes d'infrastructures, l'aéroport de Tombouctou construit, le 15 avril 1961 est le deuxième aéroport moderne du Mali après celui de Bamako¹⁰, il a été construit pour lutter contre le désenclavement de la région, et pour assurer la promotion du tourisme dans la ville. La construction des hôtels capables d'assurer dans les meilleures conditions les séjours des visiteurs. La construction d'un centre hospitalier de deuxième référence depuis les années 1990, l'installation des appareils électrogènes capables d'assurer la fourniture de l'électricité sans rupture permanente sont entre autres le bilan que l'Etat présente pour justifier les efforts consentis pour assurer les conditions d'accueil des visiteurs. Ce secteur générerait directement et indirectement des emplois pour toutes les catégories sociales, les jeunes dans la guidage et l'Hôtellerie, les femmes dans la restauration et la gastronomie, les personnes âgées

¹⁰ <https://www.facebook.com/ortmofficiel/videos/1054911515061829/?app=fbl>

dans la culture, et l'artisanat pour les couches défavorisées socialement comme les forgerons qui sont considérés dans beaucoup de sociétés comme des Hommes au « statut méprisé » (Gregoire, 2006). Par ailleurs la richesse culturelle de la ville qui est le levier de son tourisme se heurte à plusieurs types de difficultés. Aussitôt inscrits sur la liste du patrimoine mondial, les difficultés de sauvegarde des sites de Tombouctou ne vont pas tarder, en 1989 environ un an après leurs inscriptions, ces sites seront inscrits sur la liste du patrimoine mondial en péril suite au phénomène de l'ensablement¹¹, qui vient ainsi s'ajouter aux différentes agressions de la part de la population dont le patrimoine fait l'objet. Le Mali qui compte sur son patrimoine culturel pour propulser son tourisme va dès les années 1990 entreprendre des initiatives de sauvegarde de ce patrimoine, gage de la bonne santé de son tourisme. Dans ce registre des efforts seront consentis dans le cadre de la protection, de la réglementation et de la lutte contre les trafics des matières culturelles du patrimoine national¹². Les missions culturelles sont depuis 1993 chargées de la sauvegarde, de la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel (Cisse, 1995). Après les efforts consentis par le régime démocratique de Alpha Oumar Konaré en 1996, le Mali avec l'appui financier de l'Unesco entreprend un projet de sortie de cette situation périlleuse (Traoré, 2018). A Tombouctou l'identité culturelle sert d'argument pour convaincre les populations de respecter les normes prescrites en matière de respect des sites touristiques. Ces normes sont entre autres : l'interdiction de construire des maisons en béton dans le tissu ancien de la ville, ou encore l'interdiction d'occuper anarchiquement les devantures des sites inscrits sur la liste du patrimoine national et mondial. Un activiste culturel que nous avons interrogé justifie ces mesures par le fait « qu' il s'agit de protéger notre identité ». Par ailleurs ces normes se heurtent aux résistances des populations. Cette résistance est due à la pauvreté et au manque d'intégration des populations locales dans les initiatives de sauvegarde (Ouallet, 2002). Cette non prise en compte des réalités locales dans les initiatives de sauvegarde amène les populations à percevoir la classification comme un instrument de dépossession des biens patrimoniaux au profit des promoteurs du patrimoine (ibid. : 90). L'année 2006, l'ISESCO fait de Tombouctou la « capitale mondiale de la culture islamique », cet évènement appelé « Tombouctou 2006 » a vu l'arrivée de plusieurs chefs

¹¹ La quatorzième session du comité du patrimoine mondial s'est prononcé en faveur d'une inscription sur la liste du patrimoine en péril des trois mosquées de Tombouctou suite à l'avancée du désert.

¹² La création en 1981 du Musée national du Mali, et aussi la loi n 85-40/AN-RM du 26 juillet 1985 concernant la protection et la promotion du patrimoine culturel national, décret n 275/PG-RM du 4 novembre 1985 portant sur la réglementation des fouilles archéologique, loi n 86-61/AN-RM du 26 juillet 1986 portant sur la profession de négociant en biens culturels, décret n 999/PG-RM du 19 juillet 1986 portant sur la commercialisation des biens culturels.

d'état à Tombouctou à l'occasion de la célébration du Mawlid. Pour Holder et al. (2014), cet événement devait permettre de faire revivre « Tombouctou comme capitale culturelle et intellectuelle mais aussi comme foyer de rayonnement de l'islam », mais aussi d'entreprendre des solutions pour un développement approprié (Holder et al., 2014 : 288). Selon les données de la direction régionale du tourisme et de l'hôtellerie de Tombouctou, la ville accueillait plus de 12000 visiteurs chaque année et le tourisme faisait vivre plus de 70 % de la population (Dicko et al., 2018 : 148), avant la crise. Il est la première ressource économique locale, et la principale activité pendant le mois d'octobre qui correspond à la rentrée touristique et de février qui correspond à la fin de la saison touristique. Sur le plan national le tourisme occupait une place importante dans l'économie malienne, en 2008 l'OMATHO estimait les retombées liées au tourisme à environ 115,5 Milliards de FCFA (Keita et al., 2018 : 2). Le Mali, deuxième destination de l'Afrique de l'ouest après le Sénégal en 2010, les ressources liées au tourisme sont les plus importantes en termes d'entrée de devise après l'or et le coton (Doquet, 2021).

5- De l'apparition des premiers mouvements djihadistes à l'occupation du nord du Mali

Au Mali, l'activité touristique a toujours cohabité avec les différentes crises qu'elles soient sécuritaires (rébellions touareg 1962, 1990, 2006, 2012), alimentaires (sécheresses 1972, 1980), et politiques (coups d'états 1968, 1991, 2012, 2020) qui sévissent dans le pays. Ces crises seront aggravées par l'installation des groupes djihadistes dans le sahel au début des années 2000 dont certains sont des démembrements des mouvements islamistes qui sont déjà en conflit contre les puissances occidentales sur d'autres théâtres comme le moyen orient. L'apparition des premiers mouvements islamistes fait suite à la fin de la guerre civile en Algérie où, les groupes islamistes défaits vont se réorganiser depuis le nord du Mali sous l'appellation du GSPC (groupe salafiste pour la prédication et le combat) dans le but est de mener des opérations terroristes contre les Etats de la région. En 2003, le GSPC organise l'enlèvement d'une trentaine des touristes occidentaux dans le sud de l'Algérie¹³ pour rejoindre le nord du Mali. Même si ces types d'opérations ne sont pas nouvelles dans l'espace saharien¹⁴, elles sont une première dans cette région précise et n'avaient jamais auparavant

¹³ Le 22 février 2003, 16 allemands, 10 autrichiens, 4 suisses, 1 néerlandais et 1 suédois sont enlevés par le GSPC.

¹⁴ L'anthropologue Françoise claustre avait été séquestrée par des groupes armés au Tchad en 1975.

concernées les touristes. Vu comme étant le symbole d'une nation qui peut être engagée dans une guerre (Dehoorme, 2013 : 84), la neutralité du touriste est désormais compromise dans cette région. Philippe Bourdeau (2012) souligne que le développement d'un anti tourisme s'est banalisé depuis les années 1990, allant d'un simple collectif anti touriste à la prise d'otages ou d'attentats meurtrier, le touriste perd son innocence et se trouve piégé dans le syndrome de la haine de l'occident (Bourdeau, 2012 : 36). En 2007, le GSPC devenu AQMI procède à l'assassinat quatre touristes français à Aleg en Mauritanie¹⁵ ces faits auront pour conséquence le transfert en Amérique du sud du rallye Paris-Dakar en 2008 (Feliu, 2010 : 295, Bourgeot & Gregoire, 2011). Le Sahel commence à s'isoler avec l'arrêt de cet événement touristique important qui en plus de favoriser des projets de développement faisait de cette région une route pour atteindre les rives de l'atlantique. La présence d'AQMI dans la région compromet désormais le développement de tout activité touristique dans le Sahara (Lohmann, 2009 : 11), et devient un défi pour les Etats (Feliu, 2010 : 304) qui voient dans les activités touristiques une ressource économique importante pour cette région. En 2008, un couple italien est enlevé dans le sud-est de la Mauritanie, ensuite le 22 janvier 2009 Quatre touristes européens sont enlevés en territoire Nigérien¹⁶, dont un tué.¹⁷ En novembre de la même année trois humanitaires espagnols seront enlevés en Mauritanie. Le premier enlèvement sur le territoire malien s'effectua en 2009¹⁸. Les alertes des chancelleries occidentales vont se multiplier à l'endroit des voyageurs à destination sahel. Avec l'enlèvement de Pierre Camatte les ministères des affaires étrangères des pays occidentaux colorent en rouge la partie nord du Mali qui inclue la ville de Tombouctou. Mais ce n'est qu'en 2011, que la ville enregistre son premier cas d'enlèvement, avec le rapt de trois touristes par un commando d'AQMI, un quatrième de nationalité allemande fut tué par les ravisseurs (cf. chapitre II). La ville sombre dans l'isolement avec ces événements qui met à mal tous les arguments du gouvernement allant dans le sens de rassurer les touristes dans cette région. Les médias occidentaux commencent à alerter sur la dangerosité de la région avec la présence d'une branche d'Al-Qaïda. À propos des médias Michel Klen, (2015) en traitant de la problématique de la prise d'otages pense que, la grande importance que la presse accorde aux affaires de prise d'otages constitue une publicité pour les ravisseurs et sert à monter les enchères lors des négociations, particulièrement les montants des rançons pour obtenir la

¹⁵ Le 24 décembre 2007 Assassinat de quatre touristes d'une même famille française à Aleg en Mauritanie. Il s'agit de Didier et Gerard TAULER, Jean CELESS et Albert ALSEN.

¹⁶ Deux Suisses, un Allemand et un Britannique.

¹⁷ Le britannique Edwine EDYER est tué en Mai de la même année.

¹⁸ Le 25 Novembre 2009 enlèvement de Pierre CAMATTE.

libération des otages (Klen, 2015 : 36). Quant à Sarassin (2004) il souligne que le rôle des médias demeure important dans la construction de l'imaginaire touristique, la stabilité si chère au tourisme résulte d'une perception dont les médias sont les principaux vecteurs (Sarassin, 2004 : 13). Les prises d'otages viennent ainsi s'ajouter aux autres types de crises que connaît déjà cette région. Plusieurs raisons expliquent l'intérêt que les groupes terroristes ont pour l'enlèvement et l'assassinat des ressortissants occidentaux. Premièrement, l'importance de la manne financière que procure les enlèvements, en effet la réponse à tous les enlèvements d'otages était le paiement de rançon comme contrepartie pour obtenir la libération des otages, ce qui fait de l'enlèvement des occidentaux une industrie (Daniel, 2011). La politique d'enlèvement d'otage et la demande de rançon est l'activité la plus rentable financièrement pour les groupes terroristes (Pellerin et al., 2010 : 47 ; Alary, 2017). Malgré le grand mutisme qui est autour des montants payés pour obtenir la libération des otages occidentaux, des chiffres circulent dans les médias après chaque libération. Par exemple pour la libération de quatre otages d'Areva enlevés à Arlit (Niger) en 2010, l'émission Envoyer Spécial « otage au sahel » avait fait état de trente millions d'euro de rançon versée à AQMI. Selon la même source le montant total des rançons payées par les pays occidentaux entre 2008 et 2013 pour obtenir la libération de leur otage est estimé à plus de 120 millions d'euros, et la France vient en première position des pays payeurs de rançon avec plus de 55 millions d'Euros versés pour obtenir la libération de ses ressortissants des mains des groupes djihadistes. Cependant, si cette politique de paiement de rançon pour obtenir la libération des otages est une particularité occidentale, il n'est pas exclu que le Mali ait payé pour obtenir la libération de ses otages¹⁹. Secondairement, l'enlèvement permet aux djihadistes de libérer leur combattant détenus dans les prisons des Etats engagés dans la lutte contre le terrorisme. En 2020 pour obtenir la libération de quatre prisonniers détenus par les djihadistes dont Soumaila Cissé (homme politique malien) la presse fait état de plus deux cent djihadistes libérés dans les prisons maliennes. Troisièmement, l'enlèvement des ressortissants des pays engagés dans la lutte contre le terrorisme permet aux djihadistes de porter certaines revendications à l'endroit des Etats. A titre d'exemple, en 2012, AQMI avait revendiqué l'arrêt de l'opération *serval* en contrepartie de la libération des otages français qui avaient été enlevé au Niger et détenus dans le nord du Mali. Même si les Etats n'ont jamais cédé à ce troisième type de revendication qui avait pourtant été exigé dans toutes les négociations pour obtenir la libération des otages y compris sur le terrain Irako-syrien, elle peut être source de

¹⁹ Pendant la libération de Soumaila Cissé en 2020, la rumeur avait couru qu'une rançon était versée aux ravisseurs.

retournement des opinions publiques dans pays engagés dans la lutte contre le terrorisme contre les opérations extérieures, notamment chez les proches des otages. En dernier lieu, nous pouvons dire que l'intérêt que les groupes djihadistes et autres bandes organisées ont à enlever ou à tuer un touriste est aussi de porter atteinte à sa nation. Car comme le rappelle Dehoorme (2013), le touriste incarne le symbole de son pays.

Par ailleurs, cette politique de libération d'otage qui n'a jamais été officiellement assumée par la France traduit une grande incohérence dans la politique officielle de lutte contre le terrorisme prônée par ce pays, qui refuse toute négociation avec les groupes qualifiés de terroriste ou de djihadiste. L'enlèvement des touristes européens dans le sahel est une stratégie pour les djihadistes de faire disparaître toute présence occidentale dans cette région, ce qui leur permet de montrer qu'ils sont « les maîtres du Sahara » (Lohmann, 2011). Cette pratique a joué un rôle important dans l'effondrement du tourisme, car en plus de porter atteinte à l'intégrité physique des voyageurs elle est l'origine des premières colorations en rouge de la région.

Fortement contestés par les autorités et la presse malienne, pour Amico (2013), les « conseils » aux voyageurs en plus d'être des outils de protection pour les citoyens français sont des instruments de contrôle de l'économie nationale du Mali qui le rendent plus tributaire des pays puissants (Amico, 2013 : 55). Les pays occidentaux et ceux de la région sahélienne ont pendant longtemps accusé le Mali d'être tolérant vis-à-vis des mouvements djihadistes qui opèrent dans le nord de son territoire. Le système d'alerte aux voyageurs était d'ailleurs un moyen de pression utilisé par les pays occidentaux contre les autorités maliennes pour les inciter à s'engager davantage dans la lutte contre le terrorisme (Lohmann, 2011). Cette tolérance du Mali vis-à-vis des groupes djihadistes tant décriée par les pays occidentaux est expliquée par les autorités maliennes par le fait que, le Mali n'était pas directement concerné par les menaces que faisaient peser AQMI. Ainsi en 2010 après la libération de Pierre Camatte, le président malien Amadou Toumani Touré déclare en conférence de presse avec le président français Nicolas Sarkozy venu spécialement pour l'occasion.

« [...] je voudrais d'abord expliquer et faire savoir à qui veut l'entendre que le Mali est aussi victime et otage de cette situation. Voilà une histoire qui ne nous regarde pas, voilà des salafistes qui ne sont pas maliens, toutes les menaces qui ont fleuri dans la bande sahélo-sahélienne, sont des menaces transfrontalières et qui viennent d'ailleurs et aucune n'est née au Mali et aucune n'est destinée pour le Mali, nous sommes otages

». (Amadou Toumani Toure président du Mali (2002-2012) en conférence de presse, le 24 février 2010 à Bamako).

Par ailleurs au-delà de cette déclaration plusieurs autres raisons peuvent être avancées pour expliquer la « grande tolérance » dont jouissait Al-Qaïda, dans le sahel malien, parmi lesquelles le manque de moyen pour lutter contre le terrorisme, l'impréparation de l'armée malienne pour mener la lutte contre le terrorisme ou la faible présence de l'Etat malien dans sa partie sahélienne qui fait que cette zone est considérée comme une zone de « *non droit* » (Notin, 2014 : 22 ; Bourgeot, 2011 ; 2019). En 2011, deux nouveaux événements viennent se greffer à cette situation sécuritaire qui était déjà fragile : il s'agit d'abord de la décision de l'OTAN (organisation du traité de l'atlantique nord) d'intervenir militairement en Libye²⁰, à la suite d'un vaste soulèvement populaire qui traversait l'Afrique du nord et le moyen orient. Et ensuite la création en octobre 2011 du MNLA (mouvement national de libération de l'Azawad), un mouvement sécessionniste touareg qui réclame l'indépendance du nord du Mali, c'est la cinquième rébellion que le pays connaît. L'intervention en Libye est importante à mentionner parce que plusieurs dirigeants²¹ du sahel accusent cette intervention d'être à l'origine de l'aggravation de la situation sécuritaire au sahel en permettant aux mouvements djihadistes et sécessionnistes de s'approvisionner dans les magasins d'armes libyens. Le rôle central joué par l'intervention militaire de l'OTAN en Libye dans la déstabilisation du sahel est précisé par André Bourgeot (2013), selon lui, l'intervention en Libye avait permis aux groupes armés d'acheminer des armes sophistiquées dans le nord du Mali qui était en réalité le maillot faible de la sous-région, (Bourgeot, 2013 : 120). Déclenché le 17 janvier 2012 dans un contexte de délitement de l'Etat malien qui n'est présent que de nom dans les régions de Tombouctou Gao et Kidal, les trois principales villes du nord (Bourgeot, 2019). La cinquième rébellion du Mali connaît une avancée fulgurante, alors qu'un groupe de militaire sous la direction du capitaine Amadou Sanogo mécontents de la gestion de la crise sécuritaire renversa le président Amadou Toumani Touré, le 22 mars 2012. L'ensemble du nord du Mali tomba aux mains des différents groupes islamistes et sécessionnistes le 1 avril 2012²², c'est une situation inédite. Cette occupation du nord du Mali plonge le pays dans sa plus grave crise de son histoire (Hagberg, al., 2017). A Tombouctou les groupes djihadistes d'AQMI prennent

²⁰ Sous la résolution 1973 du conseil de sécurité qui prévoyait la création d'une zone d'exclusion aérienne autour de la ville de Bengazi (fief de la révolution).

²¹ Il s'agit principalement des présidents du Mali, du Tchad et du Niger.

²² Je reviendrai sur les règles imposées par les djihadistes à Tombouctou dans le chapitre IV.

rapidement le déçu sur les mouvements sécessionnistes et contrôlent la ville. Ils prônent l'installation de la *charia* (loi islamique) alors que les mouvements sécessionnistes proclament le 6 avril de façon unilatérale l'indépendance de l'Azawad comme une république laïque, et met en place un gouvernement provisoire. Ainsi malgré leur alliance pour combattre l'armée malienne (Bourgeot, 2011), il subsiste des désaccords entre les différents groupes armés qui sévissent dans nord du Mali. Les indépendantistes Touaregs du MNLA envisagent de bâtir une république laïque dans le nord du Mali, alors que les groupes islamistes ambitionnent d'instaurer un émirat islamique dans cette partie. Le 26 juin 2012 à la faveur de la 36e session du comité du patrimoine mondial à Saint-Petersbourg, les sites de Tombouctou et le Tombeau des Askia à Gao sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial en péril²³. Quelques jours après, le 1 juillet 2012, les groupes islamistes procèdent à la mise à feu d'une partie des anciens manuscrits conservés au sein de l'université islamique de Tombouctou (photo n°1).



Photo 1 : Cendre des manuscrits brûlés par les djihadistes pendant l'occupation de 2012, source : DNPC

²³ Mali, Tombouctou et Gao (décision 36COM7B.106), mise à jour du patrimoine mondiale en péril (P.228).

Les djihadistes d'AQMI et ANÇARDINE se lancèrent aussi dans la destruction systématique des mausolées des érudits musulmans de Tombouctou (carte n° 2).



Photo 2 : Mausolée détruit par les djihadistes pendant l'occupation de 2012, source : France infos.

Le monument *Alfourouk* qui représente dans la mémoire collective l'ange protecteur de la ville avait été aussi détruit par les occupants (photo n°3).

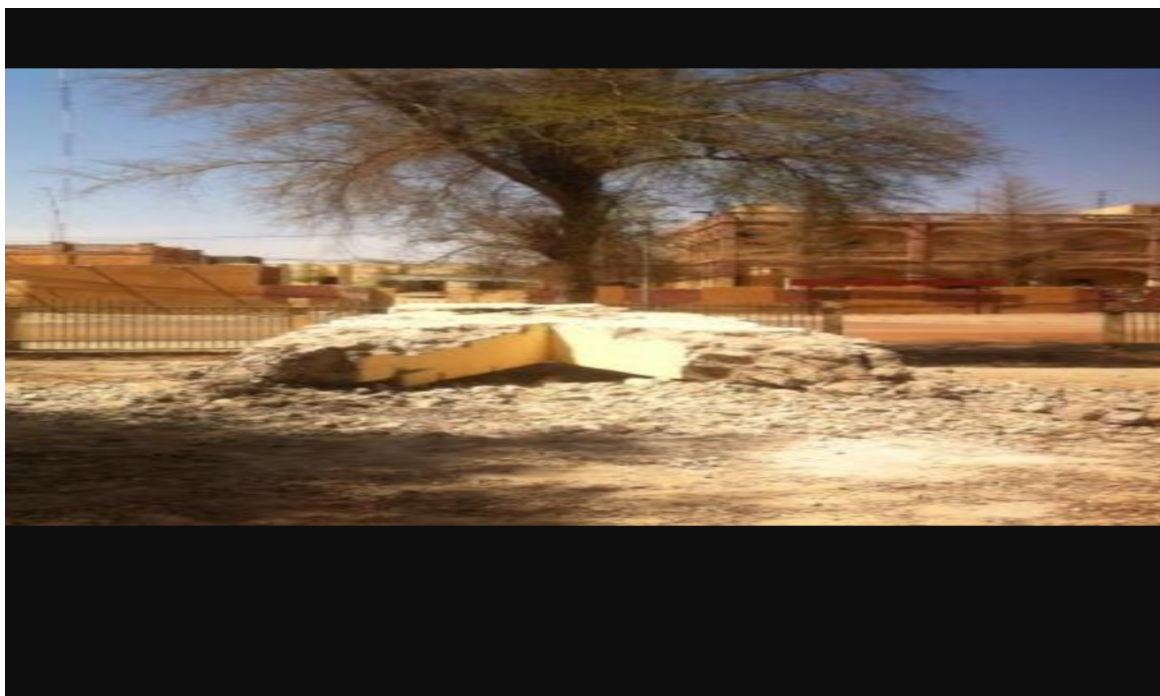


Photo. 3 : Monument Al-Farouk, détruit par les djihadistes pendant l'occupation de 2012, source : RFI

Le porte-parole d'ANÇARDINE a d'ailleurs expliqué cette destruction comme la conséquence de leurs inscriptions sur la liste du patrimoine mondial en péril (Al-Karjousli et al., 2014 : 310). Mais, en réalité si nous essayons d'approfondir l'analyse, la destruction de ces sites va au delà de leurs inscriptions sur la liste du patrimoine mondial en péril, comme le laissait entendre le porte parole du groupe djihadiste ANÇADINE. A l'origine de cette destruction se trouve un désaccord fondamental entre deux conceptions de l'islam. Il s'agit d'un affrontement entre deux visions de la religion musulmane, d'un côté des rigoristes se réclamant d'un islam « *authentique* », et de l'autre côté un islam qui se veut tolérant de rite *malikite* dans le quel est imbriqué des pratiques locales, ce dernier est majoritaire à Tombouctou. Le premier islam s'inspire des valeurs importées et se démarque des pratiques locales par des pratiques basées sur des normes internationales (Al-Karjousli et al., 2014). Cet islam qui a commencé à se développer au Mali dans les années 1950 (Amselle, 1985) interdit toute élévation ou statuette au dessus d'une tombe, ainsi que les vénération faites aux personnalités religieuses, c'est un islam hostile à toute influence occidentale et à la modernité. Pour les adeptes de cet islam importé les sites culturels et cultuels de Tombouctou relèvent de l'idolatrie. Ainsi la destruction des mausolées de Tombouctou vise à imposer par la force les normes d'un islam politique basé sur des références importées (Al-Karjousli et al., 2014). Par ailleurs, cette idéologie d'un islam « *pure* » n'est pas portée seulement par des djihadistes combattants, mais souvent aussi par des acteurs de la société civile malienne. Ces destructions qui ont provoqué une grande indignation au niveau national et international avaient permis à la cour pénale internationale d'engager des poursuites contre les auteurs. Ces poursuites ont conduit à l'arrestation, au jugement et à la condamnation de Ahmad Al Faqi Al Mahdi, un des responsables d'Ansardine, chef de la brigade des mœurs pendant l'occupation pour crime perpétré à l'encontre du patrimoine culturel de l'Humanité. A noter que c'est la première fois que la CPI juge des crimes commis contre un patrimoine culturel. Il importe de préciser que les atteintes portées aux biens culturels de la part des mouvements islamistes ne sont pas une première. En effet la destruction des biens culturels est devenue une arme de guerre pour les groupes islamistes (Nicolas, 2016). En Syrie le groupe Etat Islamique a démoli en Août 2015 les temples de Baalshamin à Palmyre classé au patrimoine mondial de l'Humanité, en Afghanistan ce sont les Talibans qui se sont livrés à la destruction des statues des bouddhas. Ces destructions sont à chaque fois suivies d'une grande indignation au niveau international. Pour Aime (2009), l'Humanité accorde plus d'importance aux statues qu'aux hommes, « les statues semblent en effet être dotées d'un prix et d'une valeur historique qui nous touche davantage que les hommes eux-mêmes » (Aime, 2009 : 446). L'auteure démontre

comment la destruction des statues des bouddhas en Afghanistan pendant l'occupation des talibans à causer une indignation planétaire, alors cette organisation se prêtait avant à plusieurs violations des droits de l'Homme, mais l'Humanité et les médias furent davantage émus par la destruction des biens culturels qu'aux violations des droits de l'Homme. Aime explique cet attachement particulier de l'Homme à l'art par le fait que c'est « l'art qui nous unit quand l'Humanité nous rend différents voire hostiles » (ibid). La même situation peut se constater à Tombouctou qui était occupée trois mois avant que les djihadistes affiliés à AQMI et alliés ne se livrent à la destruction des biens culturels. Les réactions de l'intérieur comme de l'extérieur montrent bien que l'intérêt qui est accordé aux biens culturels était plus important que ce qu'on accorde aux Hommes, dans la mesure où le coup de tonnerre que ces destructions ont provoqué n'avait pas été remarqué pendant les exactions, les exodes massifs des populations et le traitement drastique imposé aux femmes par les occupants. A noter que les biens culturels de Tombouctou ont bénéficié d'un programme spécial de restauration et d'indemnisation des victimes sous l'égide de l'Unesco. Le 11 janvier 2013 après neuf mois d'occupation djihadiste, le président français d'alors annonce l'intervention de l'armée française au Mali, c'est l'Opération *Serval*. A la demande des autorités de la transition malienne, cette opération avait pour objectif dans un premier temps de stopper l'avancée des groupes djihadistes alors qu'ils envisageaient d'envahir le sud du Mali, et dans un second temps d'aider le Mali à recouvrir sa souveraineté et son intégrité territoriale. En avril 2013, le conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 2100 qui autorise l'intervention des casques bleus au Mali pour aider à la stabilisation du pays sous l'appellation de la MINUSMA (Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali). Bien que l'opération française Serval avait permis de libérer les principales villes du nord des griffes des mouvements islamistes et s'était élargie sous l'appellation Barkhane aux cinq pays du sahel frappés par la menace islamiste, plusieurs observateurs font le constat d'une dégradation de la situation sécuritaire qui a continué à se métastaser et a fini par contaminer tout le pays et au-delà (Charbonneau, 2019. ISS²⁴, 2018 ; ONU, 2018, 2019, 2020). Les groupes radicaux violents ont certes été chassés des grandes villes qu'ils occupaient, mais se sont dispersés dans toute la région sahélienne et ont adopté des nouvelles formes de violence. Il s'agit des actions asymétriques, ainsi des zones qui n'étaient pas auparavant concernées par la violence ont fini par subir des attaques. Les groupes radicaux violents adoptent plusieurs

²⁴ Institut d'étude de sécurité.

types d'attaques contre les forces nationales et internationales (tirs d'obus, attentats kamikazes, attaques à main armée etc..).

6- Détérioration de la situation sécuritaire

Face à l'opération de l'armée française au Mali, les groupes radicaux violents ont vite montré leur grande capacité d'adaptation en se dispersant et en s'organisant pour multiplier les attaques contre les forces nationales et étrangères présentes au Mali. Ainsi on dénote plusieurs victimes civiles au nord et au centre du pays, mais aussi dans la capitale malienne qui a enregistré des multiples attentats comme l'attaque de l'hôtel Radisson, le 20 novembre 2015 qui a fait une vingtaine de morts, ou de l'attentat de la Terrace, un restaurant fréquenté par les occidentaux, le 07 mars de la même année, et plus récemment le 20 novembre 2022 l'enlèvement d'un prêtre allemand du nom de Hans-Joachim Lohre au cœur de Bamako (enlèvement non revendiqué). Ces différents événements qui ne sont que des exemples d'une longue liste montrent clairement la dégradation de la situation sécuritaire au Mali. Tous les observateurs font le constat d'une expansion des groupes radicaux violents. Les différents rapports du secrétaire général des Nations Unies ne cessent d'alerter sur la détérioration de la situation sécuritaire au Mali depuis 2016, on compte plus de cinquante soldats français morts au Mali, et 159²⁵ soldats de l'ONU, faisant de la MINUSMA la mission onusienne la plus dangereuse au monde. Cette recrudescence de l'insécurité au Mali est aussi largement partagée dans le milieu académique qui la justifie par plusieurs aspects, notamment la non prise en compte de certaines réalités dans les stratégies de lutte contre le terrorisme, ou encore l'impréparation des armées africaines à lutter contre le terrorisme. Dans un rapport publié en 2021, l'institut d'étude de sécurité (ISS) en examinant les stratégies utilisées par les Etats sahéliens et leurs partenaires dans la lutte contre le terrorisme pointe du doigt leur inefficacité. Selon cette étude ces stratégies qui consacrent l'essentiel des ressources à l'aspect militaire négligent les rapports étroits qui existent entre sécurité, gouvernance et développement, ces trois dimensions doivent être intégrées dans une approche holistique pour prendre en compte les préoccupations non militaires de cette crise (ISS, 2021).

Les colorations en rouge du ministère français des affaires étrangères initialement centrées sur les régions du nord du Mali ne cessent de progresser depuis 2012 et décrivent la situation sécuritaire au Mali comme suit :

²⁵ Chiffre consulté le 18 mars 2023.

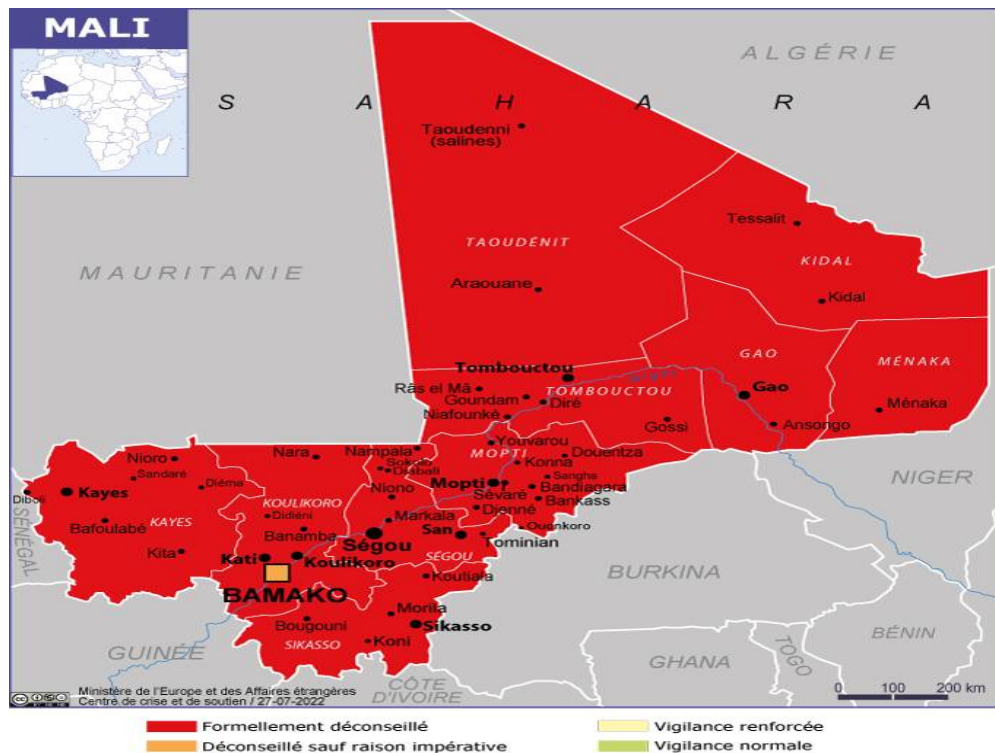
« Les attaques terroristes sont fréquentes et susceptibles d’être conduites sur tout le territoire malien, notamment contre les forces de sécurité maliennes ou les symboles de la présence occidentale. A Bamako, le risque d’attentat ou d’action violente visant des lieux publics fréquentés par les occidentaux est, dans un tel contexte, élevé.

La période récente a été marquée par une série d’attaques (notamment contre le poste de contrôle de Zantiguila le 16 juillet 2022 et du camp militaire de Kati, à proximité immédiate de Bamako, le 22 juillet), à la suite desquelles les autorités maliennes ont instauré une alerte maximum sur l’ensemble du territoire, renforcé le contrôle sur les principaux axes de la capitale et aux abords des bâtiments public.

En outre plusieurs enlèvements de ressortissants occidentaux ont eu lieu ces dernières années. Le risque est particulièrement important dans le centre et le nord du pays. Cette menace existe également à Bamako et dans ses alentours.

Compte tenu du risque d’attentats et d’enlèvements, l’ensemble du territoire malien est formellement déconseillé, à l’exception de la ville de Bamako qui est déconseillée sauf raison impérative ».

La consigne sécuritaire que nous avons consultée le 02 août 2022 colore l’ensemble du territoire malien comme une zone à risque pour les ressortissants français (carte n° 1).



Carte 1 : Carte de la « zone rouge » au Mali, Source : Ministère des Affaires Étrangères français, Aout 2022.

La nouveauté dans cette carte est que des localités comme les régions de Kayes dans l’ouest du Mali, et Sikasso dans l’extrême sud du pays qui jusqu’ à une période récente n’étaient pas concernées par la « zone rouge » ont intégré ces colorations. Suite aux différentes attaques et enlèvements perpétrés dans ces régions. Ainsi la « zone rouge » concerne désormais l’ensemble du territoire malien à l’exception de la ville de Bamako qui est aussi déconseillée sauf raison impérative. Les colorations nuisent gravement à la réputation des pays concernés, plombent les économies locales et remettent en doute la capacité des Etats à contrôler leurs territoires. Ce qui explique la forte contestation des autorités et de la presse malienne en 2012 quand le ministère français des affaires étrangères dépeint le Festival au Désert comme une activité dangereuse et par conséquent déconseillée aux ressortissants français (Amico, 2013). Par ailleurs, le Mali n’est pas le seul pays concerné par les conseils aux voyageurs concernant la bande sahélienne les conseils aux voyageurs indiquent que :

« La menace terroriste au sahel demeure élevée. Dans ce contexte, le risque d’attentat et d’enlèvement visant des occidentaux est important dans la zone sahélienne (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) mais aussi dans

les pays limitrophes. Aucune zone ne peut être considérée comme totalement sûre. Il est tout particulièrement recommandé de faire preuve d'une extrême vigilance, et de se référer aux indications figurant dans les conseils aux voyageurs propres à chacun des pays [...].

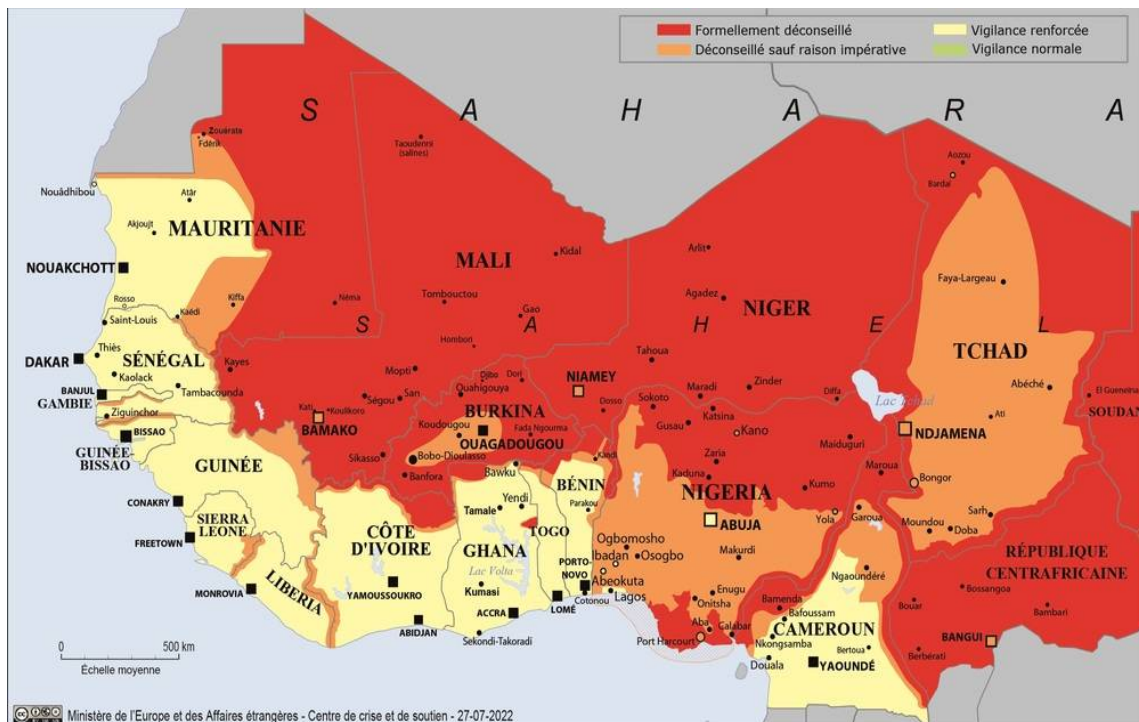
Pour rappel, l'intégralité des territoires du Mali, du Tchad, du Niger et du Burkina Faso, ainsi que la majorité du territoire de la Mauritanie sont « formellement déconseillées » ou « déconseillées sauf raison impérative » [...].

Tout déplacement dans les zones formellement déconseillées est à exclure. Les ressortissants français qui s'y trouveraient sont invités à le quitter.

Dans les zones déconseillées sauf raison impérative, il convient si le déplacement ou le séjour s'avère indispensable, de prendre des mesures de sécurité renforcées, en particulier pour ce qui concerne les trajets et les hébergements.

Les ressortissants français qui se trouveraient dans ces zones doivent savoir que leur sécurité et leur vie sont explicitement et directement menacées. Les risques avérés dans ces zones sont incompatibles avec le tourisme ».

Ainsi une bonne partie de de la zone sahélienne est considérée comme une zone à risque (carte n° 2).



Carte 2 : Carte de la « zone rouge » au Sahel, source : Ministère des Affaires Étrangères français.

Ainsi, à l'instar du Mali, l'intégralité des territoires des pays qui sont considérés comme le sahel central qui sont : le Burkina Fasso, le Tchad, et le Niger sont déconseillés aux ressortissants occidentaux. Cette carte est un indicateur de l'étendue de la métastase. La couleur rouge signifie une zone à haut risque fortement déconseillée aux ressortissants français. La couleur orange veut dire déconseillée sauf cas impératif. La couleur jaune veut dire vigilance renforcée et la couleur verte indique que la zone est sûre. Chaque pays occidental dispose de son propre conseil à l'intention de ses voyageurs sur les zones qui sont réputées dangereuses. Valleri Ridde et al. (2019) mettent l'accent sur les incohérences de ces colorages en expliquant qu'il n'y a pas des règles très précises qui prévalent en la matière. En ce sens que ces colorages changent selon les pays qui fournissent ces conseils. C'est-à-dire une zone peut être fortement déconseillée selon un pays sans l'être pour un autre. Les auteurs notent également que ces « coloriages » déplaisent aux autorités des pays concernés dans la mesure où ils font désertir les touristes de ces localités, empêchent la tenue des réunions internationales (Ridde et al., 2019 : 2). Pour Brachet et al. (2015) l'insécurité n'est pas le seul critère pour colorer une zone, les colorations dépendent aussi de la qualité des relations entre les pays, ce qui peut justifier le fait que le Tchad est resté pendant longtemps en marge des colorations malgré une situation sécuritaire et politique tendue dans les années 2009 (Brachet

et al., 2015). Au Mali, la détérioration de la situation sécuritaire ces dernières années a provoquée chez les populations un sentiment d'inquiétude qui s'est vite transformée en exaspération vis-à-vis de la présence militaire française. De plus en plus des voix se lèvent au sein de la société civile pour demander le départ de la force française du Mali. En lui reprochant d'être une force néo-coloniale, mieux une certaine opinion accuse la France d'être à l'origine de l'insécurité en fournissant des armes aux groupes djihadistes²⁶. En Août 2020 à la suite d'une contestation populaire, un coup d'Etat militaire renversa le président d'Ibrahim Boubacar Keita. Ce putsch condamné par la communauté internationale a aggravé les relations franco-maliennes et a fini par causer le départ des militaires français du sol malien à la suite d'une pression populaire hostile à la présence française. Le 2 mai 2022 les nouvelles autorités maliennes issues du coup d'Etat ont dénoncé les accords de défense avec la France. Ainsi, le désengagement français se termine le 15 Août 2022, ce qui met fin à dix ans de présence militaire. Qualifiée de sentiments anti français par certains et de sentiments anti politique française par d'autres, les manifestations hostiles à l'égard de la France et des symboles de sa république qui prennent de plus en plus de l'ampleur ces dernières années ne sont pas de bonnes augures pour un éventuel retour des visiteurs européens au Mali qui reste jusqu'à preuve du contraire déconseillé par la plupart des pays européens à leur ressortissant. Le tourisme malien sombre alors que sur le plan international l'activité touristique prend de plus en plus de l'importance. L'organisation mondiale du tourisme estime le nombre des touristes à 1,4 milliards dans le monde en 2019, c'est-à-dire avant la pandémie de la covid 19, soit au total 126 millions d'emplois directement liés au tourisme avec des recettes des exportations du tourisme qui sont estimées à plus de 1,700 milliards d'USD. Par ailleurs l'Afrique ne constitue que 5 % du tourisme mondial.²⁷ Antoine Houna (2009), justifie cette faible participation du continent africain dans le tourisme international par les instabilités politiques, le faible niveau de vie des populations, la carence infrastructurelle et logistique, le climat difficile et les maladies tropicales (Houna, 2009). Néanmoins, considérée comme le berceau de l'Humanité, l'Afrique occupe une place de choix dans l'imaginaire touristique

²⁶ Propos tenus publiquement par le célèbre chanteur malien Salif Keita, et plus récemment le 15 août 2022 le ministre des affaires étrangères du Mali a accusé la France de fournir des armes et de donner des renseignements aux groupes terroristes opérant sur le territoire malien.

²⁷ <https://www.e-unwto.org/doi/pdf/10.18111/9789284419913#:~:text=Le%20total%20des%20exportations%20du,EU%20par%20jour%20en%20moyenne.&text=En%20tant%20que%20cat%C3%A9gorie%20mondiale,carburants%20et%20d'evant%20l'automobile>

mondial. Selon la même organisation mondiale du tourisme en 2018, 67 millions de touristes ont visité le continent africain, ce qui rend prometteur l'avenir du tourisme sur le continent.

Ce chapitre qui vient à son terme a d'abord montré que l'espace saharien, loin d'être une barrière géographique infranchissable est un espace pleinement intégré à la circulation des Hommes et des marchandises. Les récits des grands voyageurs ont joué un rôle important dans la découverte de cette région au reste du monde. Ensuite le tourisme sahelien s'appuie essentiellement sur le secteur culturel qui était au centre de toutes les initiatives de développement du tourisme dans cet espace. La place de la ville de Tombouctou demeure très importante dans l'imaginaire des voyageurs à destination du Sahara. Ceci grâce à son glorieux passé. La ville a aussi joué un rôle important dans le commerce transsaharien, elle servait de lieu d'échange incontournable entre le nord et le sud de l'Afrique. Symbole de la richesse culturelle et religieuse du Mali, son occupation en 2012 par des groupes armés islamistes et secessionnistes a mis à l'épreuve son riche patrimoine culturel. Cependant, l'émergence du tourisme dans le Sahara s'est toujours heurtée aux différentes crises qui ont secoué cette zone. Ensuite nous avons montré que malgré la faible participation de l'Afrique dans le tourisme mondial, le continent demeure prometteur dans l'avenir selon les données de l'organisation mondiale du tourisme. L'effondrement du tourisme dans cette région est dû à la combinaison de plusieurs facteurs : présence des mouvements islamistes, enlèvement et assassinat des touristes, défaillance des États etc., qui font que cette région est désormais l'une des régions les plus instables au monde. Théâtre important pour les mouvements islamistes, le Mali est passé d'une destination touristique importante de la sous-région à un epicentre d'insécurité où sévit des groupes criminels et djihadistes.

Chapitre II. Les modes de reconversion des acteurs du tourisme

Ce chapitre développe et analyse les stratégies mises en œuvre par les acteurs du tourisme pour faire face à la crise. Pour ce faire nous aborderons dans un premier temps le parcours de ces acteurs ainsi que leurs évolutions dans le secteur du tourisme, pour ensuite nous pencher sur les appuis, les difficultés et les appréciations de ces stratégies.

Depuis l'indépendance du Mali en 1960, l'organisation et la gestion du fait touristique était réservée à l'Etat, qui organisait les voyages, assurait l'hébergement et les visites sur les sites touristiques. A l'époque du premier régime, celui-ci exerçait un contrôle total sur le secteur, et cela s'explique essentiellement d'une part par la méfiance que le régime socialiste (1960-1968) avait à l'égard des pays occidentaux. Et d'autre part le choix politique de ce régime qui était le modèle socialiste ne permettait pas l'ouverture des marchés. Aux débuts de la deuxième république seront créées deux agences à caractère public chargées de la gestion et de l'organisation des activités touristiques : le commissariat au tourisme comme administration nationale du tourisme et la société malienne pour l'exploitation des ressources touristiques (SMERT), qui s'occupait de la promotion et de l'exploitation des circuits touristiques. Ces structures qui ont vu le jour en 1971 étaient sous la tutelle du gouvernement et avaient pour mission d'encadrer et de contrôler tous les voyages vers le Mali. Ainsi les premiers travailleurs dans le secteur du tourisme étaient des agents de l'Etat qui était le seul acteur du tourisme. A partir des années 1980, à la suite d'une crise économique, des réformes économiques majeures seront entreprises par l'Etat sous l'œil vigilant de ses principaux bailleurs : la banque mondiale et le fonds monétaire international, il s'agit des politiques d'ajustement structurel. Ces réformes ont conduit à l'ouverture des marchés et la réduction des capacités de l'action publique. Le secteur du tourisme ne va pas échapper à ces nouvelles orientations et enregistre dès lors l'apparition des premiers investisseurs et prestataires privés. Dans les années 1990, l'ouverture du secteur s'accélère avec la démocratisation du régime qui marqua le retour du Mali sur la scène internationale. Le pays devient un partenaire sûr pour les investisseurs, les touristes, les expatriés, les résidents etc. En 1994, dans l'optique de diminuer les dépenses publique un vaste processus de privatisation des biens de l'Etat sera engagé, c'est dans ce cadre que les sites d'hébergement qui appartenaient à l'Etat seront privatisés. A Tombouctou, l'hôtel BOUCTOU et la maison des hôtes qui avaient été construit par l'Etat pour le besoin du secteur, et qui relevaient jusqu'alors du domaine public seront vendus à des opérateurs privés. Le passage de ces structures du domaine public au privé

marqua l'arrivée des premiers opérateurs privés dans le secteur touristique à Tombouctou. Cependant, ces acquéreurs ne sont pas nouveaux dans le secteur du tourisme parce qu'il s'agit des mêmes agents qui assuraient le fonctionnement de ces structures pour le compte de l'Etat qui sont passés dans le secteur privé. Toutefois, la privatisation de ces sites d'hébergements ne va pas changer grand-chose dans leur rôle initial qui est d'accueillir les étrangers, dans la mesure où les nouveaux propriétaires ont continué à évoluer dans le secteur du tourisme, ce qui explique le fait que ces structures ont gardé les mêmes noms et agents. Ce changement du public au privé met fin au monopole de l'Etat dans l'organisation des activités touristiques au profit des nouveaux prestataires privés. Les objectifs du régime démocratique étaient non seulement de réduire la charge de l'Etat mais aussi de faire du tourisme un levier de développement et de la lutte contre la pauvreté et le chômage dans un pays qui était à l'époque traversé par une triple crise : économique, politique et sécuritaire. En effet, en plus de la crise économique, les années 1990 furent marquées par une rébellion touarègue dans le nord pour réclamer plus de développement et une révolution politique dans le sud pour revendiquer la démocratie. Dans ce contexte, créer des nouvelles ressources tout en réduisant les dépenses publiques est un impératif pour les gouvernants d'alors pour canaliser la grogne sociale. Pour ce faire le secteur du tourisme apparaît comme un secteur privilégié. Des politiques d'attractions de la destination Mali seront multipliées en s'appuyant sur le secteur culturel. Riche de sa culture, la ville de Tombouctou sera considérée comme l'une des villes phare de la promotion de la destination Mali. Une des destinations les plus importantes du Mali, avant la crise de 2012, la ville dispose d'un prestigieux capital culturel et naturel qui s'est vite transformé en capital économique en constituant la principale motivation de visites. Les professionnels du tourisme, principaux relais de la promotion touristique mettent en avant, l'authenticité et la richesse patrimoniale, historique, naturelle et culturelle pour attirer les visiteurs internationaux vers la ville. A la suite de l'apaisement du climat social, sécuritaire, et politique, le tourisme au milieu des années 1990 connaît un essor fabuleux dans cette région et fait prospérer les activités de restauration, de l'hôtellerie, de l'artisanat, de location de voiture, de pinasse, de chameau, de maison, etc. Secteur transversal et complexe, le tourisme engendre des retombées financières qui touchent environ 75% de la population de Tombouctou²⁸. Son paysage (les dunes du Sahara, les regs), ses manuscrits anciens, son trésor oral (chant, danse, conte, légende), sa musique traditionnelle et ses instruments de musiques sont autant des éléments qui sont mis en avant pour susciter la curiosité des touristes

²⁸ PDSEC (Programme de Développement Economique, Social et Culturel de la Commune de Tombouctou).

qui étaient avant la crise estimés à environ 12000 par an à visiter la ville²⁹. C'est aussi la principale ville la plus proche du Festival au Désert qui est une véritable réussite et qui marque un engouement pour la destination Tombouctou. Cet événement regroupe des centaines de participants venus de plusieurs horizons. Et s'impose comme l'activité touristique la plus importante à Tombouctou entre 2003 (date de son déplacement à Tombouctou) et 2012 (date de son arrêt suite de l'occupation de cette région). Premier festival dans le désert malien à prendre le format d'un festival international, le festival au désert en plus de soutenir les logiques de patrimonialisation favorise aussi le développement de l'industrie touristique dans une région défavorisée (Amico, 2014 : 161).

1- L'apparition des premiers prestataires privés

A Tombouctou la densité des activités touristiques (1990) intervient dans un contexte où les ressources humaines et matérielles nécessaires au développement du tourisme font défauts. Ainsi pour résoudre ce problème et faire face à la dépendance des populations dans cette localité, l'Etat encourage davantage le secteur privé à s'engager dans le domaine du tourisme. C'est ainsi que beaucoup des prestataires locaux (agences de voyages, hôteliers, restaurateurs, guides touristiques, artisans etc.) vont rejoindre le secteur et bénéficier de ses retombées. Ils deviennent par la suite des acteurs et des promoteurs du tourisme.

Tout d'abord il importe de préciser qu'à Tombouctou il n'y a pas une manière univoque d'être un acteur du tourisme, chaque acteur dispose de sa propre histoire. Si pour la plupart des guides leur contact avec le monde extérieur a prévalu pour être des guides touristiques réputés, quant aux hôteliers, ils sont d'abord des opérateurs économiques ou d'anciens fonctionnaires congédiés à la suite des programmes d'ajustement structurels des années 1980. Ainsi, chaque acteur dispose d'un atout et d'un rôle à jouer. La maîtrise du terrain, de la culture, et des langues internationales notamment l'anglais seront des conditions préalables pour être reconnu comme guide touristique par l'Etat. À Tombouctou les premiers acteurs qui ont effectué à titre privé le métier de guidage furent des chauffeurs, des fonctionnaires de l'Etat mis à la retraite anticipée, des chefs de tribus.... Ces acteurs sont à l'époque mobilisés par les agences du tourisme à cause de leurs connaissances des routes du désert, des Hommes, de la culture, de l'histoire, des sites culturels... ils deviennent ensuite des prestataires au frais des voyageurs auxquels ils font visiter les lieux. Toutefois, les ressources liées au tourisme

²⁹ Ibid.

vont attirer beaucoup d'autres jeunes qui ont abandonné précocement leurs études pour venir pratiquer le guidage de manière officieuse afin de bénéficier des ressources touristiques. Le guide touristique est un acteur clé dans l'organisation du séjour du touriste, il apparaît comme l'intermédiaire entre le touriste et la population autochtone, il organise son voyage, choisi son moyen de transport, lui indique l'hôtel dans lequel il doit loger, il négocie les prix des achats effectués par le touriste etc. Le guide est rémunéré en fonction du nombre de circuits touristiques, ainsi chaque site qu'il fait visiter à un touriste est compté au frais de ce dernier. Mais le prix varie d'un guide à un autre. Si certains guides affirment qu'ils peuvent aller jusqu'à 50.000 FCFA par site, d'autres estiment qu'ils font chaque site à 20.000 FCFA. Cette différence de prix est due aux faits que les guides n'ont pas la même expérience et réputation, les guides ayant plus d'ancienneté sont généralement plus chers que les jeunes guides. Le rôle stratégique que le guide joue dans les séjours des touristes avait été remarqué par Sabastien Boulay (2006) dans une étude sur le tourisme mauritanien. Le guide paraît à la fois comme un trait d'union et un interprète entre les différents acteurs du tourisme dans le désert, c'est lui qui doit veiller à la bonne organisation du voyage et au dialogue entre le touriste et la société (Boulay, 2006 : 65, 68). Quant aux restaurateurs, au départ il s'agissait des riverains qui disposaient déjà de quelques gargotes des plats traditionnels à l'intention des fonctionnaires mutés dans le nord, ils fournissaient aussi des repas pour les cantines scolaires, administratives et militaires. Avec le développement des activités touristiques et la privatisation du secteur, ces restaurateurs vont réorienter leurs services à l'intention des touristes, et vont finir par devenir au fil des années avec la fréquentation massive de ces derniers des acteurs de premier plan du secteur. En plus d'être un lieu de découverte des plats traditionnels, ces restaurants leur servaient des lieux de détente. Ainsi à Tombouctou jusqu'en 2012, l'écrasante majorité des restaurants ne sont destinés qu'aux touristes qui sont les principaux clients. L'essentiel des activités de ces restaurants se concentre pendant la saison touristique, parce que pour les autochtones, manger dans un restaurant en plus être un luxe est réservé aux étrangers. La multiplication des sites d'hébergements était aussi une occasion pour beaucoup de femmes d'être recrutées comme des cuisinières, des personnels d'accueils, etc. Les artisans d'art, appelés communément les forgerons constituent une « classe sociale » qui existait bien avant l'arrivée des touristes dans les pays Touaregs, et sont chargés de la fabrication manuelle des divers objets d'art (bijoux, collier, bracelet, bague, etc.) pour l'aristocratie qui les mobilisent aussi pour les événements traditionnels et religieux tels que : les baptêmes, les mariages, des cérémonies de circoncision, d'intronisation et d'autres sacrifices rituels (Gregoire, 2006 : 100). Les objets fabriqués par les artisans vont susciter un

grand intérêt chez les touristes qui les achètent en quantité et plus cher que la clientèle locale. Ce qui fait de l'artisanat l'un des secteurs qui a le plus bénéficié des retombées financières du tourisme à Tombouctou. Avec les touristes ils arrivent à écouler le maximum des produits et ont réussi à développer leurs fabrications en ouvrant des ateliers modernes, en développant aussi des relations personnelles avec les touristes qui favorisent leurs participations aux différentes expositions et salons internationaux sur l'artisanat. Grace à la manne touristique qui est la première industrie de Tombouctou avant la crise, ces acteurs ont réussi à construire une « classe sociale » riche qui faisait tourner un levier important de l'économie locale. A titre de rappel, le tourisme était la principale activité à Tombouctou entre novembre et février (Traoré, 2017 : 17). Cette richesse économique a redéfini les rapports de force sociale en faisant des acteurs ayant réussi dans le domaine des exemples de réussite sociale chez la couche juvénile, ils seront consultés et impliqués dans les affaires touristiques et culturelles de la ville. A Tombouctou les différents acteurs du tourisme entretiennent des relations étroites voir complices les uns avec les autres. L'artisan a besoin du guide pour que celui-ci lui mette en contact avec les visiteurs, le guide à son tour sollicite aussi l'artisan pour passer des commandes pour ses clients, et l'hôtelier compte dans un premier temps sur le guide pour attirer la clientèle chez lui, et dans un second temps sur l'artisan quand il y a des soirées d'exposition d'art organisées à l'intention des hôtes. Ce partenariat a nourri une chaîne de solidarité entre les acteurs qui évoluent dans le secteur du tourisme. La plupart des acteurs interrogés ont appris leur savoir-faire dans la pratique, l'autoformation et les différentes formations dont ils ont bénéficié dans le secteur. Ces formations initiées par les agences chargées des questions touristiques ont pour objectif de renforcer les capacités professionnelles des acteurs du tourisme. Sur la question du genre, malgré que le nombre des hommes qui évoluent dans le secteur dépasse celui des femmes, le tourisme était l'un des secteurs d'activités qui regroupait un nombre considérable de femmes évoluant surtout dans le domaine de la restauration et de l'hôtellerie où elles sont les plus recrutées en tant que des cuisinières, serveuses, hôtesses, secrétaires, femmes de ménage, de chambre, gérantes de bars... Ces tâches ont permis à certaines de ces femmes de s'émanciper économiquement. Des femmes ont fini par faire carrière dans ce secteur, en devenant des femmes entrepreneures qui possèdent des hôtels, des restaurants qu'elles ont acquis parfois grâce à l'aide de certains touristes acquis à la cause féminine. Toutefois, les frontières entre ces acteurs ne sont pas étanches, des artisans font le métier de guidage tout comme des guides sont devenus des propriétaires d'hôtels et de restaurants. Les mêmes acteurs multiplient leurs chances, pour bénéficier du maximum des retombées. Cet état de fait traduit la grande désorganisation dont

souffrait le secteur du tourisme aux débuts de sa libéralisation. Par manque de cadre juridique encadrant le fonctionnement du secteur, la majorité des prestataires évoluent sans avoir d'autorisation et dans une méconnaissance des règles déontologiques et éthiques qui d'ailleurs n'étaient pas clairement établies. Pour faire face à cette désorganisation du secteur qui avait commencé à cause des victimes³⁰ les autorités engagent des restructurations majeures parmi lesquelles :

La création de l'OMATHO³¹ en 1995 qui avait pour objectif, la promotion et la mise en œuvre des politiques gouvernementales en matière du tourisme et de l'hôtellerie. Cette structure sera chargée de contribuer à la formation et à l'amélioration des opérateurs touristiques et de veiller au respect des règles en vigueur en matière de tourisme et de l'hôtellerie.

La construction en 1998, de la maison des artisans de Tombouctou qui a pour objectif d'organiser le secteur artisanal en créant un cadre de travail plus confortable pour les « Hommes des métiers ». Cette structure était aussi chargée de la formation des artisans et du perfectionnement des produits artisanaux.

En 2005, l'OMATHO, initie une formation pour les guides touristiques, cette formation était sanctionnée d'une carte d'autorisation, sans laquelle il est interdit de pratiquer le métier de guidage. Outre la sensibilisation au respect du code déontologique, cette formation avait permis aux guides de s'imprégner de l'histoire et de la géographie des lieux, des circuits et des potentialités touristiques du Mali. En marge de cette formation, le gouvernement a aussi fait la distinction entre les différentes catégories de guide. Il existe deux catégories de guides touristiques : les guides locaux qui ne sont habilités qu'à guider des visiteurs uniquement dans la localité de Tombouctou et les guides nationaux qui ont mandat de guider partout sur le territoire national. La réorganisation s'étend à d'autres sites touristiques comme : la création du musée municipal de Tombouctou, qui est le fruit du jumelage entre la ville de Saintes (France) et de Tombouctou. Cette réalisation avait pour but, la conservation et le regroupement des objets usuels et des principales caractéristiques de la culture de Tombouctou. La mise en place de la mission culturelle de Tombouctou en 1994 avait aussi pour but d'assister le ministère de la culture dans la protection du patrimoine culturel. L'organisation du secteur du tourisme a favorisé un cadre plus confortable pour les acteurs du tourisme qui se sont renforcés en capacité intellectuelle et matérielle.

³⁰ Des touristes qui estiment avoir été volé par certains guides.

³¹ Créé par la loi N95-059 du 02 août 1995.

Leur appréciation pour leur métier dans le tourisme est largement positive. Les raisons données par les acteurs interviewés sont entre autres : les relations tissées grâce à leur évolution dans le monde du tourisme, « avec mon travail de guide, j'ai eu la chance d'être en contact avec le monde extérieur et j'ai tissé des relations avec des touristes venus des quatre coins du monde » (Souleymane Cisse, guide touristique, interrogé le 24 novembre 2022 à Tombouctou). La mise en valeur et la reconnaissance du métier, les ressources financières sont mises en avant par d'autres pour justifier leur appréciation, « avec l'intérêt que les touristes accordent pour nos objets artisanaux et les montants importants qu'ils sont prêts à injecter dedans, je sens que par le tourisme notre savoir-faire est valorisé ». (Arafa Dicko, cordonnier, interrogé le 05 octobre 2022 à Tombouctou). Chaque acteur apprécie son métier en fonction des retombées qu'il lui apporte. Dans l'ensemble le tourisme a apporté une stabilité économique et sociale pour la plupart des acteurs qui ont pu forger une carrière entière dans ce secteur. Mais cette aventure sera troublée par des événements majeurs qui sont successifs et brutaux ; il s'agit d'un revers inattendu et sans précédent pour le tourisme à Tombouctou.

2- Le tourisme dans la tourmente

En 2009, les chancelleries occidentales alertèrent sur la dégradation de la situation sécuritaire dans le nord du Mali, ces alertes font suites aux différents enlèvements des occidentaux signalés dans le Sahara. Ces enlèvements revendiqués par AQMI que nous avons précédemment évoqués (cf. chapitre I) ont eu comme conséquences les coloriages en rouge, « formellement déconseillé » de la partie nord du Mali. A Tombouctou, la délocalisation en 2010 pour des raisons de sécurité de la 10^e Edition du Festival au Désert qui se tient habituellement dans la localité d'Essakane, située à 70km de la ville de Tombouctou pour être centralisé aux abords de Tombouctou apparait comme le premier indice de l'état de dégradation de la situation sécuritaire. Jamais auparavant l'organisation de ce festival n'avait eu autant de tracasseries sécuritaires, c'est la première fois depuis 2003 que ce festival fut transféré de son lieu habituel. Si les raisons données pour justifier le transfert de ce festival de Kidal à Tombouctou en 2003 sont des raisons d'ordre infrastructurelles, sa délocalisation en 2010 ne peut s'expliquer que par des raisons sécuritaires. La tenue de ce festival, un des événements touristiques les plus importants du Mali s'impose comme un véritable défi d'abord pour les institutions maliennes qui sont soucieuses de la baisse de la fréquentation touristique et ensuite pour les organisateurs qui voient surtout leur ressources financières et

liens internationaux (Amico, 2013). Cependant, en dépit des assurances données par le gouvernement d'une situation sécuritaire moins alarmante, son transfert a fait émerger des sérieuses interrogations au sein de l'opinion sur le degré de détérioration de la sécurité dans la région. Le 25 novembre 2011, le tourisme à Tombouctou prend un coup dur, il s'agissait de l'enlèvement de trois touristes devant un hôtel de la ville : un Sud-africain ayant la nationalité Britannique, un suédois, et un Néerlandais, et de l'assassinat d'un quatrième qui était Allemand alors qu'il résistait contre ses ravisseurs, un cinquième arriva à s'échapper. Au lendemain de ces événements revendiqués par AQMI, les autorités locales organisent le rapatriement de tous les touristes présents dans la ville. Cet incident a contribué à conforter les mises en gardes des médias et les ministères des affaires étrangères des pays occidentaux sur la dangerosité de l'espace saharo-sahélien. Désormais les assurances données par le gouvernement et les agences chargées des questions touristiques ne convainquent guère l'opinion publique dans le désert. La situation sécuritaire occupe largement le débat public et commence à inquiéter sérieusement les opérateurs touristiques, culturels et économiques. Moins d'une année de ces événements, en avril 2012, la ville de Tombouctou tomba aux mains des différents groupes armés séparatistes et islamistes dans le cadre d'une insurrection armée. Il s'agit principalement d'AQMI, du MUJAO, d'ANÇARDINE, et du MNLA.

Au cours de nos enquêtes, il ressort que la majorité des personnes interrogées considèrent que, le rapt et l'assassinat des touristes occidentaux en 2011 à Tombouctou était la principale cause de la baisse drastique de la fréquentation touristique, et cela contrairement à ce que nous pouvions imaginer, l'occupation de la région en 2012 est très peu citée par les acteurs interrogés comme l'origine de l'effondrement du tourisme. Dans leurs interprétations sur les causes de la crise, les acteurs du tourisme portent surtout un discours accusateur et critique vis-à-vis des parties en conflit. Pour eux il n'y a pas d'innocent dans cette histoire. Même s'ils revivifient les débats de déséquilibre de développement entre le nord et le sud, qui était l'argument de la rébellion pour justifier son combat, les acteurs accusent les rebelles eux aussi d'être à l'origine de la dégradation de la situation sécuritaire. Conscient que les activités touristiques ne peuvent reprendre sans les conditions sécuritaires adéquates, les acteurs du tourisme collaborent avec les autorités régionales pour le retour de la sécurité à travers leurs participations aux comités de veilles citoyens qui ont pour mission d'informer les forces armées en cas d'incidents. Cet engagement à la sécurisation dénote de l'attention particulière que ces acteurs accordent à la situation sécuritaire, gage de retour des activités touristiques. Pour le président des guides touristiques, le rétablissement des activités touristiques suppose

un retour préalable à la paix et à la sécurité, « pour que les touristes reviennent il faut que la paix et la sécurité s'installent durablement », (Bamoye Touré, président des guides touristiques de Tombouctou, entretien réalisé le 20 octobre 2022 à Tombouctou). Par ailleurs, les acteurs demeurent pessimistes concernant cette question du retour de la stabilité, « vu les événements qui se passent à longueur de journée je peux dire que nous sommes loin de la tranquillité, il faut des décennies pour rétablir le tourisme » (ibid.). Ce pessimisme qui se sent dans les discours de tous les acteurs interrogés, était aussi une motivation de reconversion de beaucoup d'entre eux. A cela s'ajoute la crainte exprimée par les acteurs du tourisme de conduire les touristes à Tombouctou par peur des représailles de la part des groupes islamistes. Les raisons généralement avancées pour expliquer ce pessimisme est la dégradation continue de la situation sécuritaire. Par ailleurs, l'analyse du contexte géopolitique reste peu abordée dans les discours des acteurs. Or, la reprise des activités touristiques dépend de plusieurs autres facteurs qui sont entre autres : l'appréciation des pays émetteurs de touristes sur la situation politique du Mali, des coloriations en rouge. La qualité des relations entre les pays émetteurs et récepteurs des visiteurs peut également influencer les colorations en rouge (Brachet et al., 2015). Ces différents aspects n'apparaissent pas dans les discours des acteurs, parce qu'ils ne sont pas convaincus que les instructions des Etats impactent réellement la décision d'un touriste qui veut se rendre à Tombouctou. Comme le témoigne un ancien guide « personnellement je ne pense pas que les instructions des Etats sont suivies et entendues par les touristes, je me souviens en 2012, il y avait toute sorte de mises en gardes contre les touristes occidentaux sur ma ville. Mais ça n'a dissuadé aucun de mes clients, j'ai conduit personnellement à Tombouctou plus de 40 visiteurs occidentaux en 2012 » (Somkoum Sissoko, guide touristique entretien réalisé, le 23 octobre 2022 à Tombouctou). La pression des mouvements djihadistes avec l'extension de leurs champs d'action et le contrôle des portions importantes du territoire sahélien en dépit de la présence militaire française et de l'Organisation des Nations Unies à travers la MUNISMA. L'ombre des groupes islamistes qui plane sur la région ne compromet pas seulement l'activité touristique mais, met à mal toute présence occidentale dans cette région. En ciblant davantage les biens et les ressortissants occidentaux, les djihadistes veulent faire payer à la France et à ses alliées leurs engagements au Mali. Cette tournure place les acteurs qui vivaient du tourisme devant le fait accompli.

3- Stratégie d'adaptation des acteurs du tourisme face à la crise

Le tarissement de l'industrie touristique a engendré une paupérisation de toutes les couches qui bénéficiaient directement ou indirectement de la manne touristique. Les hôteliers, qui avec la baisse de leur chiffre d'affaires n'ont plus les moyens de continuer à payer leurs employés ont mis au chômage beaucoup de leur personnel. Les artisans d'art souffrent de la mévente du fait de la désertion des touristes qui constituent leurs principaux clients. Les guides touristiques sont en difficulté financière avec l'arrêt de leurs activités. Pour plusieurs acteurs du tourisme interrogé à Tombouctou, la chute du tourisme a plus affecté la ville que l'occupation, faisant de ce secteur la grande victime de la crise à Tombouctou. La principale stratégie adoptée par les acteurs du tourisme pour faire face à cette crise est la reconversion en attendant un lendemain meilleur. Cette reconversion est vue par beaucoup d'acteurs comme étant la « solution de la survie ».

A la suite de Catherine Negroni (2005) nous désignons la reconversion comme étant la situation de tout individu qui décide de réorienter sa vie professionnelle soit de manière spontanée ou à la suite d'un licenciement économique qu'il a anticipé (Negroni, 2005 : 313). La reconversion suppose pour les acteurs du tourisme une réorientation professionnelle, un changement de métier, d'objectif, une reclassification professionnelle et sociale. Elle demeure une étape importante dans la carrière de tout professionnel. Si l'arrêt des activités touristiques a pris les acteurs vivants de ce secteur par surprise, la reconversion quant à elle s'est t'effectuée de manière progressive et préparée, elle a surtout pris du temps, (en moyenne entre deux et quatre ans selon les acteurs interrogés) trois raisons principales peuvent justifier cette durée :

Premièrement, l'espoir que suscita l'Opération Serval en 2013, en effet, cette opération qui avait permis de stopper l'avancée des groupes djihadistes vers le sud du Mali et de libérer le nord du pays des mains des groupes djihadistes a nourrit des espoirs à ses débuts. Accueilli favorablement par la majorité des maliens, elle a été vue comme un signe de retour à la stabilité, et une garantie de sécurité pour les touristes. Surtout qu'après sa reconquête la ville accueillait déjà son premier visiteur de marque. Il s'agit du président français François Hollande, accueilli en liesse au Mali, il déclare que c'est le plus beau jour de sa vie politique. Bien que cette visite fût politique, elle est récupérée et qualifiée de touristique par les acteurs qui voient en elle un synonyme de retour à la normale. En second lieu, les difficultés financières dont souffraient les acteurs du tourisme après l'arrêt des activités étaient aussi l'une des causes du retard pris dans la réorientation. Cette transition entre l'ancien et le

nouveau métier est également le temps de la mobilisation des capitaux et du choix du nouveau secteur d'activité. Surtout que ces reconversions ne bénéficient d'aucun accompagnement de l'Etat ou des partenaires, elles demeurent des initiatives volontaires dont l'acteur est le chef d'œuvre du choix de son nouveau métier. En dernier lieu, l'attachement pour le secteur du tourisme fait que la reconversion n'est vue que comme un second choix. La reconversion elle-même n'est pas voulue mais apparaît comme une stratégie regrettable prise pour vivre. Néanmoins, Face aux multiples conséquences néfastes engendrées par la crise : pauvreté, rejet social, augmentation de la délinquance, de la criminalité, de la migration, les acteurs du tourisme ont vite compris que la situation sécuritaire et politique ne favorise guère une éventuelle reprise des activités touristiques. Dotés d'une capacité initiative et animés d'une volonté de prendre leurs destins en main, ils se sont lancés pour la plupart dans l'entrepreneuriat à travers le développement des projets commerciaux. Ces initiatives personnelles et volontaires varient en fonction de l'expérience de chaque acteur, et elles sont de plusieurs ordres. Dans tous les cas, les acteurs du tourisme mettent en avant leurs potentialités pour initier des activités. L'ouverture des petites entreprises de restauration principalement des rôtisseries, des buvettes, des pâtisseries se développe et prend de l'ampleur jusqu'à attirer les attentions, après vérification nous, nous sommes rendus compte qu'il s'agit bien des restaurateurs ayant perdus la clientèle touristique et des personnels des hôtels congédiés, qui sont à l'origine du développement de ces petits commerces. Ce secteur de reconversion n'est pas le fruit du hasard, à la question de savoir pourquoi choisir la restauration ? Inna Cissé, restauratrice et ancienne travailleuse dans un hôtel nous répond qu'il s'agit bien d'un choix qui est en rapport avec son savoir-faire, « j'ai choisi la restauration parce que c'est mon travail, c'est ce que je connais et que je fais depuis plus de dix ans dans le tourisme [...] ». Je m'occupais du restaurant d'un hôtel qui est tombé en faillite en 2011 » (Inna Cissé, restauratrice, interrogée le 02 octobre 2022 à Tombouctou). Il s'agit d'une reconversion d'activité dans le même secteur professionnel. Leur stratégie consiste à mettre sur le marché une variété d'offre pour répondre au besoin d'une clientèle qui elle-même est variée : natifs, résidants, jeunes, vieux, hommes et femmes ont chacun leurs préférences. Pour répéter un adage très répandu chez ces restaurateurs « les goûts ne se discutent pas ». Aichata Dicko était cuisinière pour un hôtel, elle est aujourd'hui propriétaire d'une rôtisserie « je me suis spécialisée dans la vente des poulets rôtis » (Aichata Dicko, ancienne cuisinière, entretien réalisé à Tombouctou, le 02 octobre 2022), « Moi je suis dans la vente des gâteaux, des galettes, etc. comme petit déjeuner aux personnes qui vont travailler tôt le matin » (Bintou Harber, entretien réalisé, le 02 octobre 2022 à Tombouctou), Quant à Talha

Ajouar, elle a ouvert un restaurant dans lequel se développent des plats locaux « notre restaurant offre des déjeuners et des diners, nos plats sont des plats traditionnels », (Bintou Cissé, entretien réalisé, le 02 octobre 2022 à Tombouctou). Le commencement de ces projets part d'un simple aménagement d'un lieu en installant des kiosques, des conteneurs ou souvent en construisant des hangars. Rapidement ces tavernes inondent les artères principales, nous les retrouvons surtout sur les lieux publics : hôpitaux, centres commerciaux, gares routières, écoles, marchés, devantures des services publics et des ONG etc. Ils sont fréquentés par la couche juvénile, précisément les élèves, les étudiants, les travailleurs et les résidents qui sont présents à Tombouctou dans le cadre du travail, et qui ne disposent pas de logeur, ceux-ci s'abonnent auprès de ces restaurants. En diversifiant leurs produits de vente, et en offrant un cadre plus convenable que l'existant, ils attirent un grand nombre de clients, cette stratégie est bien connue par ces acteurs qui, pour la plupart ont entre quinze et vingt ans d'expérience dans le tourisme. Ces restaurateurs trouvent et développent plusieurs types de marché, ils signent des contrats mensuels avec certains clients qu'ils fournissent chaque jour. Ils décrochent des marchés comme l'approvisionnement ou dans certains cas la gestion des cantines scolaires et universitaires, ils font des livraisons à domicile pour des clients au frais de ces derniers. Ces entreprises qui émergent en nombre vont plus loin, certains en plus de préparer des plats locaux vendent des épices traditionnelles, forment les plus jeunes en cuisine en leur apprenant des cuisines traditionnelles et modernes, comme le dit l'un d'entre eux il s'agit de « préparer la relève ». Si jadis la fréquentation des restaurants était réservée aux étrangers, aujourd'hui cette donne a changé avec l'agrandissement de la ville, ces lieux attirent aujourd'hui beaucoup d'autochtones qui veulent manger rapidement pour vaquer à leurs occupations. Ils se dotent généralement des noms qui sont pour la plupart puisés dans le terroir local ou national. Comme par exemple le restaurant « *Tarha* » (amour) en Tamashek ou encore le restaurant « *Jatigui* » (l'hospitalité) en bamanankan. Ce dernier concept que nous avons trouvé sur le terrain n'est pas nouveau dans l'univers du tourisme malien. En effet Anne Doquet (2009) avait montré que le « *Jatiguiya* » a pendant longtemps constitué un appui pour le ministère du tourisme pour faire la promotion du tourisme culturel malien. Cette expression est utilisée en référence au caractère humain et social du tourisme malien, leitmotiv des manifestations culturelles des années 2000³² il s'agissait pour les autorités touristiques de promouvoir une valeur culturelle et traditionnelle (Doquet, 2009 : 70). Ces expressions sont inspirées du terroir dans l'objectif de ne pas laisser les populations

³² Biennale artistique et culturelle et CAN 2002.

indifférentes. Ces noms font généralement allusion à la culture, à la cohésion, à la gastronomie etc. L'objectif de prendre des noms bien connus localement consiste à s'identifier dans la population pour les attirer davantage, afin de faire en sorte que cette perception qu'ils ont du restaurant comme étant un fait réservé aux étrangers change. Même si, la plupart de ces restaurateurs ont commencé avec le même niveau et condition, leurs évolutions pendant ces dix dernières années sont différentes. Il y a d'un côté ceux qui ont eu une évolution lente, qui continuent à fonctionner avec des moyens rudimentaires, ils préparent leur repas avec des matériaux modestes (charbon, bois), leurs clients emportent généralement leurs plats parce qu'ils n'ont pas un cadre confortable d'accueil et respectent peu les règles hygiéniques. D'autre côté, il y a ceux qui ont fait des grands progrès en innovant et en se dotant des matériaux de travail modernes et conformes, (gaz butanes, micros ondes, salle à manger équipée, des minis cars ou motos chargés de faire des livraisons à domicile ou les courses du restaurant etc.). Ces différences sont dues aux moyens personnels du restaurateur et aux marchés contractés par chaque restaurateur. En effet il y a des restaurateurs qui acquièrent des grands marchés et qui font même souvent fonctionner leurs autres collègues quand ils sont débordés. D'après ces restaurateurs les marchés exorbitants sont généralement les marchés publics ou celui des ONG, « je peux gagner plus de 500 mille franc de bénéfice avec un marché contracté avec une ONG » (Inna Cissé, restauratrice, interrogée le 02 octobre 2022 à Tombouctou). Le choix du lieu pour s'installer est aussi déterminant dans la bonne marche de l'entreprise. Ceux qui choisissent des lieux très fréquentés par le public ont plus de chance de réussir que ceux qui sont dans des endroits isolés. Les prix des plats vont de 500F à 5000F selon le type et la qualité de la nourriture et de du restaurant.

Le développement du secteur du transport à travers la création des agences de location de voitures, et de compagnie de transport concerne surtout les anciens guides touristiques. Comme, Alassane Touré, un ancien guide touristique qui a ouvert aujourd'hui une agence de locations de voitures, il se dit être en terrain connu parce qu'il avait aussi travaillé pour une agence de voyage comme guide « J'ai ouvert ma propre entreprise de location de voiture [...]. Aujourd'hui je parviens à nourrir ma famille » (Alassane Touré, ancien guide, entretien réalisé à Tombouctou, le 19 octobre 2022). Les rapports entre les guides de Tombouctou et le domaine du transport sont anciens, dans la mesure où, comme nous l'avons précédemment indiqué beaucoup des guides sont des anciens chauffeurs ou des personnes réputées connaître le terrain. Les clients de ces agences de voyage sont, les services publics ne disposant pas de voiture pour effectuer leurs missions et des agents qui œuvrent dans la région pour le compte

des ONG. En plus de la location, ces agences jouent des rôles supplémentaires dans l'exercice de leurs nouvelles fonctions, comme le fait d'être des guides en cas de besoin, ils jouent aussi le rôle d'interprètes entre les humanitaires et les populations autochtones, ils font le chauffeur, ce qui constitue un plus, parce que les chauffeurs comme tous ces travaux supplémentaires évoqués reçoivent des honoraires en dehors des frais de location du véhicule. Le prix de la location de voitures varie en fonction du type de voiture louée. Les voitures, système 4/4 sont louées à partir de 25.000F par jour et les petits véhicules sont à 10.000F par jour. Quant aux chauffeurs, ils sont payés à 5.000F par jour. Ces agences de voyages ont étendu leurs activités à la réception et l'expédition des colis. Leurs anciennes relations dans le tourisme ont servi d'un apport dans l'acquisition des marchés, dans la mesure où, des connaissances ou des anciens collègues hôteliers sollicitent leurs services. Leurs stratégies pour s'emparer du marché consiste à desservir en plus des grandes villes, les régions isolées sans pistes conventionnelles. Dans le cadre de l'élargissement de leur activité, les agences de voyages ont nourri des relations avec d'autre moyen de transport comme les moyens fluviaux qui constituent le moyen de transport privilégié du mois de septembre jusqu'au mois de février pour cause de l'insécurité et de l'état défaillant des routes, ils les aident notamment dans l'acheminement des matériaux lourds. Ils ont tissé aussi des relations avec les compagnies aériennes, celle-ci les épaulent dans l'expédition ou la réception des petits colis (des enveloppes, téléphones ou machines portables etc.), et des passagers en cas de problème technique à desservir un lieu. A l'origine de ces agences sont le plus souvent des groupes d'anciens guides touristiques. Quant aux taxis ils sont surtout fréquentés par les populations pour se déplacer d'un point à un autre. Ce phénomène prend de l'ampleur surtout que la ville s'agrandie et les lieux deviennent de plus en plus distants. Les taxis concernent surtout les guides qui ont un revenu inférieur par rapport à ceux qui ont ouvert des agences de locations de voitures. Ceux-ci ne disposant pas des voitures 4X4, pouvant faire des longs trajets, ils possèdent essentiellement des voitures de marque Mercedes et font la navette à l'intérieur de la ville.

La base commune de ces initiatives entrepreneuriales est qu'elles s'orientent sur la convoitise du marché local. Ce qui entraîne des relations concurrentielles voir conflictuelles avec les entrepreneurs qu'ils sont venus trouver sur ce terrain, ceux-ci les voient comme des adversaires. Cette concurrence se ressent beaucoup plus dans le secteur du transport. Sur ce terrain anciens et nouveaux se livrent une bataille sans merci pour conquérir le marché local. Moussa Sow est un ancien guide devenu un taximan, « nous sommes lourdement et

méchamment concurrencés par ceux que nous sommes venus trouver sur ce terrain, ils ne veulent surtout pas que nous, nous emparons de la clientèle » (Moussa Sow, entretien réalisé le 23 octobre 2022 à Tombouctou). Cette rivalité se constate aussi dans le domaine de la restauration, qui est le secteur de reconversion phare du personnel des hôtels mis au chômage. Sur ce terrain, ils parviennent à s'imposer largement par rapport à ceux qu'ils sont venus trouver, grâce à l'expérience acquise dans le tourisme et leurs connaissances de la gastronomie locale et moderne, ils sont parvenus à convoiter les clients. Cette concurrence tout en améliorant et diversifiant l'offre, engendre des tensions sociales parce qu'elle n'est pas forcément ancrée dans les pratiques commerciales locales. Toutefois, la majorité de ces activités évoluent dans le secteur informel, elles n'ont pas d'existence officielle, en ce sens que l'ouverture d'une entreprise commerciale nécessite des démarches administratives pour avoir une autorisation officielle. Ces démarches n'ont pas été effectuées par la majorité des acteurs qui ont ouvert ces entreprises. Nous avons énuméré quelques causes principales à cette situation : la première est la peur de payer les recettes fiscales, les acteurs affirment qu'ils ne gagnent pas assez pour s'acquitter de leur redevance vis-à-vis de la commune. La seconde raison est que, ces entreprises pour la plupart ne remplissent pas les conditions hygiéniques et logistiques nécessaires, donc, ils s'abstiennent de se formaliser pour ne pas être obligé de respecter les normes prescrites en la matière. En fin, cette situation traduit les rapports qui existent entre les gouvernants et les gouvernés, ces derniers accusent les autorités d'être corrompues et de dilapider les ressources de l'Etat, donc, payer reviendrait à remplir les poches de l'élite dirigeante, voilà un discours qui est facile à entendre à Tombouctou. Ensuite, le secteur informel jouit d'une grande tolérance de la part des autorités, ceci est essentiellement due d'une part aux faibles capacités de l'Etat à faire respecter les normes dans une région où sa présence même est faible. D'autre part, la raison de cette grande tolérance des autorités vis-à-vis de l'essor des unités commerciales informelles découle de la volonté de préserver les moyens de subsistance en période de crise pour diminuer la dépendance des populations. En conséquence, les entreprises qui évoluent de manière officieuse ne peuvent pas bénéficier des marchés qu'attribuent les structures publiques par faute de licence et de numéro d'identification fiscal. Cette situation concerne une bonne partie de ces unités commerciales, à titre d'exemple la direction régionale de l'hôtellerie et du tourisme n'a enregistrée qu'un seul restaurant qui a demandé une autorisation de création en quatre ans, alors que sur le terrain la réalité est tout autre, on remarque une existence en grand nombre des restaurants dans la ville. Les acteurs du tourisme reconvertis entretiennent une grande complicité entre eux. Cette chaîne de solidarité même si elle n'est pas nouvelle s'est beaucoup

renforcée pendant cette période de crise. Elle se remarque dans l'octroi des marchés et l'offre d'emploi, parce que ces micros entreprises bien qu'elles ne recrutent pas assez ont souvent besoin de main forte, et pour cela les anciens collaborateurs dans le tourisme sont privilégiés. Les entrepreneurs disposant de reconnaissance officielle servent aussi de couvertures pour ceux qui n'en disposent pas dans l'acquisition des marchés publics. Ces activités entrepreneuriales se démarquent par leurs intensités par rapport au tourisme. En effet le travail dans le tourisme est saisonnier, il ne s'accroît que pendant la saison touristique qui dure environ quatre mois. C'est un travail qui donne un long moment de repos aux acteurs, ce qui leur permet de faire autres choses et de se préparer pour la prochaine saison. Par contre le travail dans la reconversion est un travail qui s'effectue en plein temps et sans weekend, un travail de compétition qui demande beaucoup d'effort supplémentaire pour pouvoir rester dans la course. Bien que les sources de financement soient multiples, nous avons identifié principalement trois sources de financement pour les projets de reconversion des acteurs du tourisme :

La première source provient des prêts contractés par les acteurs qui se sont lancés dans l'entrepreneuriat. Ces prêts sont contractés auprès des institutions financières ou chez des particuliers. Les conditions d'acquisition de ces dettes sont différentes, pour le cas des banques, ces dettes sont contractées contre des garanties et des modalités de paiement avec intérêt. Les prêts contractés auprès des particuliers qui sont essentiellement des opérateurs économiques sont généralement sans intérêts et avec des modalités des paiements souples, mais avec des garanties également. La seconde source de financement provient des touristes eux-mêmes, en effet certains acteurs du tourisme ont bénéficié des appuis des touristes pour le financement de leurs projets de reconversion. Beaucoup des acteurs qui ont gardé des liens amicaux avec leurs clients touristes ont sollicité leurs aides pour le financement des projets. Cette aide des touristes pour le développement local n'est pas nouvelle. Ils ont été à la base du financement de beaucoup des projets : maraichages, d'adductions d'eaux, aides aux enfants. Les touristes ont aussi aidé des acteurs à construire des hôtels, des restaurants, bars, etc. L'intervention du touriste dans l'action humanitaire avait été antérieurement remarqué par Emmanuel Grégoire (2006) dans son article « Tourisme culturel, engagement politique et actions humanitaires dans la région d'Agadès (Niger) ». La quête de l'authenticité des touristes qui se rendaient dans le désert nigérien avait suscité un sentiment de solidarité vis-à-vis des conditions de vie des populations nomades du désert qui sont victimes des sécheresses des années précédentes, ce sentiment de solidarité s'est parfois transformé en un engagement

humanitaire de la part ces voyageurs (Grégoire, 2006 : 95). La troisième source de financement des projets de reconversion provient des économies propres aux acteurs. Ce dernier cas concerne des acteurs qui ont longtemps évolué et bénéficié des ressources du secteur et qui ont pu économiser. Cependant, ces économies n'étaient pas prédestinées à être injectées dans le financement des projets, dans la mesure où les acteurs affirment que la crise leur a pris par surprise, mais ces fonds économisés devaient plutôt servir de garantie pour ces acteurs, quand ils seront en mesure de ne plus exercer leurs tâches. Cependant, l'initiative entrepreneuriale reste toujours une idée en gestation chez certains acteurs, faute de pouvoir mûrir un projet, la transition demeure plus pénible chez ces derniers. Ceux qui sont dans cette situation sont généralement des acteurs ayant eu moins de carrière dans le tourisme, ou avancés en âge, parce que leur âge ne leur permet pas de commercer un nouveau parcours. La panacée chez ces acteurs demeure la pluriactivité. Cette pluriactivité est difficilement qualifiable, ça ressemble à une débrouille. Ils sont partagés entre leurs anciens collègues qui se sont lancés dans l'entrepreneuriat pour prêter mains fortes en cas de besoin, ou à faire d'autres travaux journaliers ou hebdomadaire. Ils exercent généralement des activités précaires, défavorables et irrégulières qui n'ont pas grand-chose à avoir avec leurs activités dans le tourisme. Ils font en réalité du bricolage pour assurer leur quotidien. Cette précarité s'explique par le fait que leur rémunération dans cette pluriactivité ne leur permettent pas de mener une vie décente ou de pouvoir monter une activité stable. Les acteurs qui sont dans cette situation expliquent généralement leur sort par la fatalité. « Dieu n'a pas voulu que nous continuions de profiter du tourisme » ou encore « notre sort est entre les mains du tout puissant », voici des propos qui sont récurrents chez ces acteurs. Mais il est à noter que la plupart de ces acteurs n'ont pas voulu répondre à nos interrogations, certainement parce que le choc de la régression économique et sociale demeure frais encore dans leur mémoire.

4- De promoteur touristique à l'entrepreneuriat culturel

Si les artisans d'art ont longtemps été considérés à la fois comme étant des acteurs culturels et touristiques, aujourd'hui force est de constater qu'ils ne peuvent être regardés que comme des acteurs culturels tout court, dans la mesure où, le secteur culturel est leur principal secteur de repli. Avant de comprendre les raisons de ce repli vers la culture, il convient tout d'abord de préciser qu'ici nous désignons par artisan d'art des professionnels qui se servent à la fois de l'art et de l'artisanat pour exercer leur métier (Jourdain, 2012 : 25). Ainsi ils se distinguent par leur connaissance d'un savoir-faire technique des matériaux impérissables tel que : le bois, le

cuir, la terre, le verre etc., pour réaliser des pièces utilitaires ou décoratifs de manière esthétique (ibid.). A ce titre les artisans d'art, comme il a été précédemment mentionné dans ce travail constituent, un levier important de la culture locale, parce qu'ils sont détenteurs du travail manuel traditionnel qui reflète une bonne part de la culture. A travers leurs objets d'art, ils sont devenus aussi des promoteurs touristiques incontournables. Ce double rôle joué par les artisans d'art traduit la proximité qui existe entre le tourisme et la culture. Les activités culturelles, telle que : les soirées traditionnelles, les expositions d'art, les journées pour la revalorisation du patrimoine culturel constituent désormais une occasion pour les artisans d'art de couler leurs produits. Arafa est un artisan d'art, qui confectionnait des objets pour les touristes, aujourd'hui il a réorienté ses activités à l'intention de ces manifestations culturelles, « depuis la chute du tourisme, je me suis concentré sur les clients locaux, à travers des activités locales je parviens à écouler le maximum de produit » (Arafa Cisse, entretien réalisé, le 05 octobre 2022 à Tombouctou). Par ailleurs, même si, leurs objets d'art sont vendus moins cher pour la clientèle locale que pour les touristes, ils admettent qu'avec ces activités ils parviennent à subvenir à leurs besoins, « avec les touristes je gagnais beaucoup plus qu'avec les autochtones, mais avec les autochtones aussi je parviens à m'en sortir » (ibid.). Les cérémonies officielles comme, la fête de l'indépendance, des armées, des travailleurs, la journée des légitimités traditionnelles sont aussi des marchés pour les artisans d'art qui confectionnent des commandes à l'occasion de ces événements. Aboubacrine Dicko est cordonnier, il a ouvert une échoppe uniquement pour les commandes des officiels « je confectionne des commandes des autorités qui font des cadeaux souvent pour leurs hôtes en visite à Tombouctou et lors des cérémonies officielles dans l'administration. [...] Les commandes sont beaucoup donc, je travaille à temps plein, c'est un travail qui m'occupe depuis que je ne vois plus de touriste » (Aboubacrine Dicko, entretien réalisé, le 28 octobre 2022 à Tombouctou). Ces manifestations sont rentables pour les artisans d'art, parce qu'aujourd'hui, acheter un objet artisanal est un geste symbolique. Dans un premier temps c'est une signification de votre attachement à la culture locale et au savoir-faire traditionnel. Et dans un second temps c'est un acte qui témoigne aux yeux de la population, votre sensibilité et solidarité pour les difficultés que traverse ce secteur depuis la crise. Tout en prenant part aux activités sociales, les artisans d'art initient eux même des activités culturelles et artistiques³³ qui bénéficient du soutien de diverses personnalités, hommes politiques, collectionneurs d'art, opérateurs économiques, culturels et artistiques. Mohamed ag Ibrahim

³³ Foire régional, journée de l'artisanat, soirées culturelles et artistiques, salon des artisans etc.

est un artisan d'art qui fait partie aujourd'hui d'un groupe d'entrepreneurs artistiques qui ont initié une rencontre artistique et culturelle qui se tient chaque mois. Cette rencontre en plus de faire participer d'autres artisans est une publicité pour les objets artisanaux, « Le but est de faire connaître à la société notre savoir-faire et de les amener à acheter nos œuvres [...], il s'agit aussi de combler le vide que le tourisme a laissé » (Mohamed AG Ibrahim, artisan d'art, entretien réalisé le 29 octobre 2022 à Tombouctou). Les objectifs fixés par les initiateurs de ces activités sont entre autres : attirer la clientèle locale vers leurs produits, maintenir l'activité artisanale, former les générations futures aux travaux manuels pour pouvoir assurer la relève. Cependant, cette activité artisanale crée peu d'engouement au sein de la société, ce manque d'intérêt du public s'explique, par le fait que la préparation de ces initiatives n'est pas inclusive, ce constat demeure même si l'objectif de ces initiatives est de conquérir le public local. Les organisateurs et les initiateurs sont essentiellement des artisans d'art, ce qui fait sentir aux autres entrepreneurs culturels, une marginalisation. Surtout qu'il n'y a pas une véritable campagne de communication et d'explication de ces activités à l'intention du public. Les rapports sociaux sont aussi importants dans ce manque d'intérêt. En effet, les artisans d'art forment une « classe sociale » qui a longtemps été marginalisée. Ces initiatives restent pour les artisans une manière de rester en activité et de sauver l'artisanat, « ces activités constituent une bénédiction pour l'artisanat, elles permettent de faire vivre ce secteur aujourd'hui à Tombouctou » (Ibid.). L'autre aubaine pour les artisans d'art, demeure les événements sociaux tels que : les mariages, les baptêmes, les cérémonies de circoncisions, d'initiations etc... En plus de vendre des matériaux décoratifs pour les maisons à l'occasion de ces cérémonies, comme le cas d'Ibrahim AG Elher qui s'est spécialisé dans ce domaine, « je vends des objets d'art et de décorations [...]. L'essentiel de mes clients sont des nouveaux mariés qui veulent décorer leurs maisons » (Ibrahim AG Elher, entretien réalisé le 28 octobre 2022 à Tombouctou). Ces artisans jouent aussi le rôle d'organisateur et d'animateur dans ces événements sociaux. Bien que cette fonction relève socialement de leurs attributs, notamment, celui de la classe des forgerons, peu d'entre eux la remplissait au moment où le tourisme était à son fleuron, parce qu'ils étaient occupés à faire des commandes pour les touristes. Pour faire face à la crise, plusieurs artisans d'art ont investi cette ancienne fonction. Les bénéfices sont essentiellement des compensations financières et matérielles.

5- Augmentation des flux migratoires

Situé entre l'Afrique du nord et l'Afrique au sud du Sahara, la ville de Tombouctou bénéficie d'une position géographique stratégique qui fait d'elle à la fois une zone de départ, de transit

et de destination pour des migrants venus d'Afrique au sud du Sahara. Par ailleurs même si ce phénomène migratoire n'est pas nouveau à Tombouctou comme dans tous l'espace saharien (Ouallet 2008), il s'est intensifié ces dernières décennies et cela est dû aux multiples crises (conflits armés, trafics, sécheresses, présence des organisations criminelles et terroristes) que traverse cet espace. En faisant une analyse sur les fondements des dynamiques migratoires, Anne Ouallet (2008) révèle le caractère ancien et social de la mobilité des Hommes et des marchandises dans l'espace saharien. Les dynamiques migratoires actuelles ne peuvent être bien compris que si, elles sont inscrites à la fois dans leur durée et dans leur constance (Ouallet, 2008 : 84). Toutefois, l'auteure semble insistée sur la complexité du phénomène migratoire entre les deux rives du Sahara qui ne saurait être expliqué uniquement par les crises qui sévissent dans cette région même si celles-ci contribuent à augmenter les flux migratoires.

A Tombouctou la migration a aussi été une alternative pour les acteurs du tourisme pour faire face à la crise, ce phénomène est plus présent chez les artisans d'art. De la migration régulière à la migration irrégulière, le tarissement de la manne touristique a provoqué une dispersion d'un nombre non négligeable d'acteurs qui vivaient de ce secteur, fuyant la pauvreté et la mévente. Le cas de Aliou Cissé un jeune bijoutier que nous avons croisé à Tombouctou est un exemple « je vie au Sénégal depuis quatre ans où le secteur marche plus qu'au Mali, je viens faire mes commandes à Tombouctou pour des touristes que j'ai rencontré au Sénégal » (Aliou Cissé, bijoutier, entretien réalisé à Tombouctou le 05 octobre 2022). En la matière la majorité des artisans d'art qui se sont déplacés pour rechercher des clients touristes choisissent d'aller au Sénégal. Le choix de ce pays est stratégique, il s'explique par plusieurs raisons : en premier lieu, le fait que ce pays reste l'un des rares pays au sahel qui a su conserver sa stabilité face à l'insurrection djihadiste qui touche une bonne partie de la région. Ce pays n'a enregistré aucune attaque terroriste et cela malgré la montée fulgurante des mouvements djihadistes. La langue est aussi un facteur important dans le choix du Sénégal, en effet le Sénégal et le Mali partagent tous la langue française comme langue d'expression officielle, ce qui facilite l'intégration de ces acteurs. La proximité géographique et socioculturelle est aussi un atout. Sur le plan politique le Sénégal et le Mali appartiennent tous à une même communauté économique et politique qui est la CEDEAO (communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest), ce qui épargne à ces acteurs certaines tracasseries administratives. Quant à la migration vers les pays européens, elle concerne surtout les guides

ayant des relations amicales ou de mariages avec les touristes pendant « la belle époque »³⁴. Ces relations ont facilité leur installation et insertion dans ces pays. L'autre face de cette migration vers l'Europe demeure la migration irrégulière, la ville de Tombouctou est devenue une plaque tournante pour des migrants irréguliers qui viennent des pays côtiers de l'Afrique. Cela s'explique par sa position géographique stratégique par rapport à l'Afrique du nord. L'arrêt des activités touristiques a entraîné une augmentation des départs des anciens guides touristiques qui, à force de profiter de leurs connaissances du terrain pour proposer leurs services aux migrants ont fini par devenir tout simplement des candidats à l'émigration. Comme le témoigne Souleymane Cissé un ancien guide qui a tenté la migration clandestine sans succès, il nous relate son histoire : « je suis un ancien guide touristique mais avec la crise je suis devenu un guide pour des jeunes qui sont des candidats à l'immigration. Ils sont plusieurs qui passent par Tombouctou pour chercher l'Europe. Avec ce travail j'ai compris le réseau pour partir et je fini par tenter ma chance mais sans succès ». (Souleymane Cissé, Ancien guide interrogé le 24 novembre 2022 à Tombouctou). C'est le désespoir et la recherche d'un lendemain meilleur qui guident ces acteurs à l'aventure, préférant fuir le chômage et le rejet social.

A l'instar de ces acteurs du tourisme, une bonne partie de la population sahélienne tente d'obtenir le statut de réfugié dans les pays voisins ou de déplacés internes. Ce statut leur permet de bénéficier des avantages destinés aux victimes de guerre. Dans tous les cas la migration inter-régionale est beaucoup plus fréquente chez ces acteurs que la migration inter continentale. Ce constat avait été fait par plusieurs spécialistes qui se sont intéressés aux questions migratoires africaines (Bredeloup et al., 2005 ; Ouallet, 2008 ; Tounkara, 2014). Selon Bredeloup (2021) le nombre des migrants intra africains représente plus de trois quarts du nombre total des migrants africains. Ce constat demeure même si les recherches actuelles menées sur les migrations intra-africaines restent minoritaires (Bredeloup, 2021 : 430).

6- Les acteurs du tourisme entre difficultés et opportunités

Pour analyser les difficultés de ces reconversions, il est important de préciser qu'elles interviennent dans un contexte de crise. Cette crise a fini par impacter tous les secteurs de la vie socio-économique de la région en limitant les capacités de productions locales et en créant

³⁴ Une expression très utilisée par les acteurs pour parler du temps où les activités marchent.

du coup une paupérisation de la population locale. Les acteurs du tourisme ne sont pas restés en marge de cette pauvreté qui leur a rendus plus vulnérables.

Comme nous l'avons précédemment mentionné, pour certains acteurs du tourisme qui ne disposent pas d'assez de moyens le projet entrepreneurial demeure encore un rêve. Cette situation les a mis à la merci des groupes djihadistes opérants dans la zone qui leurs proposent quelques milliers de FCFA en échange des services tel que : renseignements, guidages, ou encore la restauration. Cette situation met ces acteurs dans une situation difficile parce que ces acteurs se retrouvent traquer par les Etats engagés dans la lutte contre le terrorisme.

H.W³⁵., est un restaurateur mis en chômage technique pendant la crise, il offrait ses services à AQMI pendant l'occupation. Ce qui lui a causé des soucis judiciaires. Il nous relate les faits :

« Pendant l'occupation, j'offrais mes services aux djihadistes, c'est-à-dire je prépare leur repas chaque jour, matin, midi et soir pour gagner ma vie parce que mon activité qui était le tourisme n'existe plus [...]. Après la reconquête certains citoyens sont allés dire aux porteurs³⁶ que je suis parmi les djihadistes. Et immédiatement j'ai été interpellé par la gendarmerie. [...], je leur ai expliqué le boulot que je faisais qui était la restauration pour les djihadistes. Ce n'est pas parce que je suis avec eux, mais parce que je suis au chômage et que je veux vivre. Les gendarmes m'ont dit que c'est faux et je dois répondre devant la loi [...]. C'est comme ça que je me suis retrouvé en prison [...]. Et aujourd'hui, grâce aux efforts des personnes de bonne volonté, j'ai pu bénéficier de la liberté provisoire », (H.W. interrogé le 15 novembre 2022 à Tombouctou).

La situation de ce restaurateur traduit les failles qui existent dans les mécanismes de lutte contre le terrorisme prôné par les Etats et corrobore une étude réalisée en 2021 par l'institut d'étude de sécurité sur l'aggravation de la situation sécuritaire au sahel. Selon cette étude la défaillance des solutions préconisées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme au sahel est due au fait que les Etats consacrent l'essentiel des ressources à l'aspect militaire et n'accordent pas d'intérêt à la précarité comme cause de radicalisation (ISS, 2021). La grande insécurité qui se manifeste par une criminalité organisée, dont sont victimes ces entreprises à un double impact, d'une part, elle fait engendrer des pertes pour les acteurs entrepreneurs, et d'autre part contribue à rendre réticent les acteurs qui ont les moyens de faire des grands

³⁵ Cette personne a préféré garder l'anonymat.

³⁶ Armée malienne.

investissements. Ensuite le mauvais état des routes constitue aussi un problème pour les agences de voyages et entraîne des retards dans l'accomplissement de leurs missions. Parmi les difficultés la question de l'argent revient aussi chez les enquêtés, qui affirment qu'il leur manque des fonds pour réaliser d'autres projets supplémentaires, notamment, l'extension de leurs entreprises ou pour s'outiller avec du matériel moderne et adéquate pour satisfaire la clientèle. Les coûts élevés des moyens de transports et des denrées de premières nécessités limitent les initiatives de développements portées par certains acteurs. Cependant, bien que la crise ait eu des répercussions sur l'économie locale, elle a offert des nouvelles opportunités sociales. La crise a engendré une profonde transformation de l'ordre économique local, dans la mesure où, l'assèchement des ressources du tourisme sur lesquelles reposaient l'essentiel de cette économie a entraîné, un reflux des acteurs dépendant de ce secteur vers d'autres ressources. Ces nouvelles ressources qui émergent sont de plusieurs natures et sont pour la plupart liées à la crise. Depuis, sa reconquête en janvier 2013, la ville de Tombouctou abrite un nombre important d'organisations non gouvernementales qui œuvrent dans le domaine de l'action humanitaire, et des structures publiques qui sont présents dans le cadre de l'assistance aux populations. Bien qu'il n'ait aucun programme d'assistance direct aux acteurs du tourisme, la présence de ces structures requière des ressources humaines et logistiques pour assurer leur fonctionnement. Pour se faire, elles sollicitent les services des populations locales. Dans cette situation de crise et de chômage, ces services sollicités sont aux yeux des populations des opportunités pour se faire de l'argent. Ces opportunités sont de deux niveaux, d'une part il y a ceux qui sont recrutés pour travailler dans ces structures et ceux qui vont bénéficier de prestations. Les guides pour leurs connaissances des langues étrangères précisément de l'Anglais vont bénéficier des contrats en tant que des interprètes pour la MINUSMA, et certaines ONG anglophones. Souley Kledu dit big est un ancien guide touristique, il travaille aujourd'hui dans la mission onusienne comme interprète « je suis à la MINUSMA en tant qu'interprète anglophone depuis quelques années » (Souley Kledu, ancien guide devenu interprète, interrogé le 17 novembre 2022). Parmi, les restaurateurs beaucoup seront pris comme des agents culinaires à l'image d'Adan Djiteye, une restauratrice recrutée par une ONG de la place, « je travaille aujourd'hui dans une ONG, comme cuisinière » (Adan Djiteye, restauratrice enquêtée le 04 octobre 2022). Ces acteurs bénéficient aussi des marchés de restaurations lors des ateliers et des grandes rencontres qui se tiennent à Tombouctou « je suis régulièrement sollicité par les structures gouvernementales et non gouvernementales pour des services de restaurations pendant les réunions, séminaires et autres activités » (Alfred, restaurateur, entretien réalisé, 19 octobre 2022 à Tombouctou). Les anciens guides ayant

ouvert des agences de locations de voitures offrent leurs services à ces structures pour les déplacements de leur agent dans le cadre de leurs missions. Quant au secteur de l'artisanat, il bénéficie des appuis de la part de l'Etat et de ses partenaires, comme par exemple la rénovation de la maison des artisans financée par la mission Onusienne. A cela s'ajoutent des ateliers de formation et de perfectionnement pour les Hommes de métier, initiés par certaines ONG dans le cadre de la revalorisation du savoir traditionnel. Par ailleurs il est important de préciser que même si, les fonctions que les anciens acteurs du tourisme occupent dans les ONG sont en rapport avec leur secteur d'activité dans le tourisme, ils ne sont pas sollicités par compassion à la situation de crise qu'ils traversent, mais plutôt en fonction de leur potentialité et du besoin. Comme l'exemple de la pâtisserie *Asco*, qui était une pâtisserie très fréquentée par les touristes, aujourd'hui elle est chargée de la restauration à la MUNUSMA. Pour Abdoulaye Maiga, gérant de cette pâtisserie « la MINUSMA est une ressource pour nous en ce temps de crise c'est notre plus gros marché » (Abdoulaye Maiga, entretien réalisé le 24 novembre 2022 à Tombouctou).

Dans ce nouvel ordre économique, une part importante se fonde sur l'économie criminelle, celle-ci se caractérise par les trafics en tous genres : drogue, arme, cigarette, personne, bien culturel etc., ces fléaux participent à l'aggravation même de la crise, vue la convergence des propos qui consiste à dire que, « Tombouctou est devenue une zone de non droit ». Ces types de trafic bien qu'ils ne soient pas nouveaux dans cette région ont atteint des proportions sans précédentes ces dernières années. Il est difficile pour nous de mesurer le poids réel de ces trafics dans l'économie locale du fait de leur clandestinité et du grand mutisme dont jouit ce secteur souvent par peur des représailles.

7- Appréciation de la reconversion

Si le métier effectué dans le tourisme est largement apprécié, l'appréciation pour la reconversion quant à elle varie. Elle peut être positive ou négative, selon le degré d'épanouissement de chaque acteur reconverti. Certains mettent en avant l'expérience du chômage et de la pauvreté pour justifier l'appréciation pour leurs nouvelles activités, « avec ma reconversion, j'ai quitté le chômage et aujourd'hui je peux faire face à mes besoins et à ceux de ma famille » (Sidi Haidara, artisan, entretien réalisé le 06 octobre 2022 à Tombouctou). Plusieurs acteurs expliquent leur réussite par l'expérience acquise dans le secteur du tourisme, « ma réussite peut s'expliquer par le fait que, je suis en terrain connu

pour la petite histoire, j'ai été guide dans une agence de voyage » (Alassane Touré, ancien guide, entretien réalisé à Tombouctou, le 19 octobre 2022). Ceux qui sont insatisfaits de leurs reconversions, qui sont d'ailleurs majoritaire expliquent leur insatisfaction en comparant ce qu'ils gagnent dans leur secteur de reconversion avec ce qu'ils gagnaient dans leur activité touristiques, « ce que je gagne avec un touriste pour un objet vendu triple, ce que je trouve dans la vente de ces objets lors des festivités de mariages, de baptêmes auxquelles je participe aujourd'hui, le tourisme pour moi c'est de l'argent facile et cette reconversion c'est juste pour vivre. » (Arafa Cisse, interrogé, le 05 octobre 2022). La nostalgie du passé, et le regret du tourisme apparaissent beaucoup dans les discours de ces acteurs. Tout en reconnaissant que la reconversion leur a permis d'assurer leurs besoins quotidiens, la majorité des acteurs interrogés affirment que les objectifs qu'ils se sont fixés ne sont pas encore atteints. La reconversion ne suppose pas seulement un changement de secteur d'activité, mais c'est une mobilité sociale qui implique pour ces acteurs, un changement d'identité sociale et économique, une nouvelle recomposition des rapports sociaux. L'acteur qui était un exemple de réussite sociale aux yeux des jeunes, et économique pour la société après être reconverti n'est désormais plus vu que comme un concurrent, un serviteur qui cherche les faveurs de cette même société. Cette situation a amené les acteurs à voir leurs reconversions comme une régression. « Une vie de prestige perdue, pour une survie », voilà comment on peut résumer les propos des acteurs qui comparent leurs activités dans le tourisme par rapport à leur reconversion. L'appréciation largement négative de la reconversion s'explique en partie par l'appréciation largement positive de l'activité touristique. Cette dernière explique à son tour la volonté de la plupart des acteurs interrogés de revenir dans le secteur du tourisme une fois que celui-ci se rétablisse. Les raisons évoquées pour justifier cette volonté de revenir dans le tourisme sont multiples, parmi lesquelles la rente économique, « la cause de mon désir de revenir un jour dans le tourisme est l'argent que j'y gagne » (Sidi Haidara, artisan, entretien réalisé le 06 octobre 2022 à Tombouctou). En effet, l'aspect économique occupe une place prépondérante, parce que c'est cet aspect qui a donné une ascension sociale aux acteurs du tourisme. Le sentiment d'un métier valorisé est aussi une motivation de revenir un jour dans le tourisme pour Aly Handane guide touristique, « dans le secteur du tourisme je me sens plus utile, plus sollicité et plus valorisé, » (Aly Handane, ancien guide touristique, interrogé le 04 octobre 2022 à Tombouctou). Le côté relationnel est aussi vu par d'autres acteurs, ce côté est évoqué généralement par les guides touristiques qui ont tissé des relations amicales avec des voyageurs venus de divers horizons. Le manque de réussite et d'assurance pour un lendemain meilleur dans le secteur de reconversion sont aussi des raisons pour que ces reconversions

deviennent temporaires. Cependant, l'argent n'explique pas tout dans cette volonté affichée de plusieurs acteurs de revenir un jour dans ce secteur. Au fur à mesure qu'ils travaillent dans le tourisme certains acteurs ont eu de la passion pour ce secteur. La revalorisation et l'intérêt pour la culture locale sont les raisons que Bamoye Toure évoque, « je suis attaché au tourisme parce que je me suis donné à ce métier, j'ai la nostalgie de mes touristes à qui je faisais arpenter la ville avec des cours d'histoire, de sociologie [...]. Ce secteur me manque, le guidage c'est dans mon sang, c'est une longue histoire entre le tourisme et moi » (Bamoye Toure, guide touristique enquêté le 20 octobre 2022). Tous ces biens évoqués font que, certains acteurs se sentent redevables à ce secteur, cette dette morale, valeur sociétale et religieuse chère à la société tombouctoutienne, explique en partie l'attachement des acteurs à ce secteur. Vu comme étant le travail d'une carrière entière et de toute une vie, pour ces acteurs le tourisme ne saurait être oublié. Toutes ces raisons avancées sont liées surtout aux avantages que le secteur a procurés aux uns et aux autres, et ces appréciations évoluent selon les acteurs en fonction de leurs secteurs d'activités.

Au-delà des concernés, la reconversion est une question qui intéresse la population locale aussi. La perception de la reconversion au niveau social est liée à la perception de l'activité touristique elle-même. Sur cette question le constat est que, entre les discours des politiques publiques qui comptaient faire du tourisme un support économique, et celui de la population locale, il y a souvent un fossé. Longtemps vu avec méfiance par une partie de la population, le touriste n'est pas chaque fois compris par les communautés. Ce manque de compréhension à l'égard du touriste a souvent engendré un rejet pour les activités touristiques. Aujourd'hui, force est de constater que cette perception du touriste est encore présente chez certains riverains notamment la couche âgée. Elle reproche au touriste d'être porteur d'une manière de faire et d'être différent qui influence culturellement la communauté. Et de constituer un danger pour le patrimoine culturel par le fait d'une fréquentation excessive. Aux yeux de cette catégorie de personnes les touristes sont aussi à l'origine de la cherté de la vie en acceptant de payer les objets des orfèvres à des sommes faramineuses. Ces méfaits du tourisme évoqués ici, avaient été remarqués par Elisa Magnani (2014) qui tout en reconnaissant certains bienfaits du tourisme, admet que l'activité touristique peut souvent conduire à une destruction de l'environnement naturel et de la culture. L'auteure souligne que par l'activité touristique les communautés peuvent perdre le contrôle de leur territoire, de ses ressources et leur usage et même du nombre de visiteurs qu'ils sont prêts à accueillir, cette perte de contrôle peut finalement nous conduire à une perte d'identité (Magnani, 2014). A Tombouctou les

stéréotypes sur le tourisme ont fait que l'accès à certains des sites culturels sont interdits aux touristes. Bien que, certaines de ces interdictions qui existent jusqu'à aujourd'hui soient expliquées par des raisons religieuses et sociales, la méfiance voire le rejet de l'étranger qui existe chez certaines communautés conservatrices sont aussi des phénomènes qui peuvent expliquer cette situation. Cette relation entre touriste et autochtone a entraîné dans son sillage les acteurs du tourisme qui sont vus comme étant ceux par les quels, l'étranger (touriste) a pu pénétrer la société. Si l'acteur du tourisme est un exemple de réussite économique, socialement, comme nous l'avons évoqué précédemment, il bénéficie d'une image négative chez la couche âgée. « *Complice des blancs* », la population locale pense que l'acteur du tourisme prend de l'argent au touriste en leurs noms ou au nom des biens culturels. Pour une bonne partie de l'opinion, l'argent que l'acteur gagne dans le tourisme n'est pas dû au travail qu'il effectue, mais plutôt en échange d'autres services subversifs (trafic de matière culturelle, prostitution ...). Les femmes qui œuvrent dans le secteur du tourisme sont aussi ciblées directement dans les discours négatifs sur le tourisme, elles sont régulièrement accusées de faire de la prostitution. Bref, l'acteur souffre autant que le touriste lui-même de ces représentations négatives. Cette image négative peut être dû aussi à une certaine attitude de l'acteur qui à force de se vanter de sa relation avec l'étranger a tout simplement fini par prendre les comportements de celui-ci. Cette imitation souvent excessive du touriste dans sa manière de faire et d'être leur a valu le nom de « peau noire, masque blanc », en référence à l'ouvrage de Frantz Fanon. Au-delà de tout ce qui a été dit, il convient d'ajouter que sur les représentations dont les touristes sont victimes, il y a souvent des variantes, notamment, chez la couche juvénile. Pour celle-ci, l'acteur du tourisme est un exemple de réussite sociale et économique. Vue comme étant les plus exposés par les méfaits de la fréquentation touristique, la couche juvénile perçoit le tourisme comme une bénédiction. Cette différence des points de vue entre jeunes et vieux sur la question de l'appréciation de l'acteur du tourisme, se ressent sur leurs perceptions de la reconversion. Si pour les premiers la reconversion est une forme de résilience, quant aux seconds, ils pensent que c'est une occasion de se débarrasser d'un métier dépravant.

8- L'Etat, le grand absent de la reconversion

Bien que, le secteur soit libéralisé, l'Etat joue un rôle principal dans l'organisation et la bonne marche du fait touristique. Particulièrement dans le domaine administratif, il élabore le cadre juridique sur lequel le tourisme fonctionne et oriente la politique touristique nationale. Il

forme les prestataires privés et les personnels de l'administration touristique sur les règles éthiques et déontologiques qui régissent le secteur, il favorise et appui les projets de développement du tourisme et les investissements nationaux et étrangers. Sur le plan infrastructurel, l'Etat favorise les conditions qui permettent d'accueillir convenablement les touristes, et reste le seul chargé du développement du réseau routier et de la sécurité des lieux et des touristes. La fourniture des statistiques des arrivées et des départs, le respect des normes, sont aussi des responsabilités attribuées à l'Etat. Au niveau régional, la direction régionale du tourisme apparait comme la principale structure représentant le ministère de tutelle, et a non seulement la mission de coordination mais aussi de décision dans les activités touristiques. Elle sert aussi d'intermédiaire entre les acteurs régionaux du tourisme et l'administration au niveau national. Par ailleurs, l'organisation du fait touristique s'étend à d'autres structures régionales telles que : la direction régionale de l'artisanat, de la culture, de l'association des professionnels du tourisme etc. Cependant, comme nous l'avons précédemment mentionné, la reconversion des acteurs du tourisme est généralement de leur propre initiative. Ils sont les principaux architectes de leur désengagement. L'Etat n'a appuyé aucun projet de reconversion et de ce fait ne joue aucun rôle dans ces reconversions. Cette posture prise par les pouvoirs publics s'explique par le fait que le désengagement des acteurs du tourisme cadre mal avec les politiques de relance du secteur prônées par les pouvoirs publics. En effet, pour compenser le vide laissé par les touristes étrangers et les pertes occasionnées par cette crise, les politiques publiques maliennes tendent vers le développement du tourisme domestique, c'est à dire invité des maliens à partir visiter d'autres lieux du Mali. Dans ce contexte encourager la reconversion traduit une incohérence majeure dans la politique gouvernementale qui promet de restaurer le secteur. Pour le directeur régional du tourisme, en lieu et place de la reconversion, le gouvernement propose une réorientation des activités touristiques vers le tourisme local. Pour lui c'est l'axe prioritaire pour la relance du secteur :

« Le tourisme intérieur est la seule issue pour maintenir le secteur du tourisme à Tombouctou aujourd'hui, et ce tourisme doit être axé sur trois volets, le tourisme scolaire, le tourisme religieux et le tourisme de congrès » (Faganda Traoré, directeur régional du tourisme et de l'hôtellerie de Tombouctou, interrogé le 17 novembre 2022 à Tombouctou).

En réalité, ce tourisme crée peu d'engouement chez les acteurs, cette démotivation s'explique par le fait que ce genre de tourisme est peu rentable financièrement, et n'implique pas

totalement les acteurs. Derrière les discours rassurants et les tentatives de développement des nouvelles formes de tourisme se cache une défection massive des professionnels dans ce secteur. Le directeur régional du tourisme et de l'hôtellerie explique la réticence de l'Etat à accompagner la reconversion par la crainte de perdre les ressources humaines :

« Toutes les initiatives que nous avons entreprises dans le cadre de la reconversion ont été systématiquement rejetées par ma hiérarchie par peur que les professionnels ne désertent définitivement le secteur. L'Etat veut récupérer ces mêmes acteurs dans le cadre du projet du tourisme domestique » (Faganda Traoré, directeur régional du tourisme et de l'hôtellerie, interrogé le 17 novembre 2022 à Tombouctou).

Cependant, cette absence est comprise autrement que l'Etat par les acteurs, il donne lieu à plusieurs types de commentaires qui vont de la déception à l'offuscation. Pour Kalil Baber, président de l'association des guides touristiques « les acteurs du tourisme sont les grands oubliés de l'Etat et pourtant, ils sont les plus grandes victimes de cette crise [...]. J'accuse nos élus locaux, c'est à eux de porter nos voix auprès des autorités nationales » (Kalil Baber. Président des guides touristiques de Tombouctou, interrogé le 02 octobre 2022 à Tombouctou). Quant à Aliou Cissé artisan, il pense que « ce désengagement de l'Etat n'est ni moins, ni plus qu'un manque de considération vis-à-vis des personnes qui vivaient du tourisme » (Aliou Cissé, artisan, interrogé, le 05 octobre 2022 à Tombouctou). Ablo Maiga pointe du doigt la faiblesse des différentes organisations des acteurs du tourisme à faire entendre leurs voix « nous n'avons pas un syndicat capable c'est tout ! » (Ablo Maiga, entretien réalisé, le 18 octobre à Tombouctou). D'autres mettent en cause la désunion entre les acteurs, « c'est parce que nous n'arrivons pas à parler d'une seule et unique voix que nous sommes laissés pour compte » (Inna Cissé, entretien réalisé, le 02 octobre 2022 à Tombouctou). Ces acteurs mécontents de la posture de l'Etat dans les initiatives de reconversion adoptent de plus en plus un discours militant voire régionalistes. Les fameux discours qui interprètent, un nord Mali pauvre, laissé pour compte par rapport à un sud riche où se concentrent tous les efforts de l'Etat, reviennent fréquemment dans les propos de nos répondants. « Faisons-nous partie du Mali ? » voici une question qui résume les discours des acteurs face au manque d'accompagnement de l'Etat dans leur reconversion. Pour faire entendre leur voix les acteurs du tourisme procèdent par la création d'une multitude d'associations chargées de porter leurs revendications et de faire connaître à l'opinion leur situation. Ces associations font entendre leurs voix à travers des correspondances adressées aux structures étatiques et aux ONG, ils se mobilisent lors des visites officielles des

personnalités maliennes et étrangères. Ils se regroupent occasionnellement pour échanger sur les actions à venir. Pour Baber Kalil, initiateur du regroupement des guides touristiques, l'objectif est de fédérer toutes les victimes de la crise pour mener des actions allant dans le cadre du dédommagement de la part des autorités, « il s'agit pour nous de nous unir pour revendiquer nos droits, de faire connaître à l'opinion nationale et internationale la situation dramatique que nous vivons » (Kalil Baber, entretien réalisé le 02 octobre 2022 à Tombouctou). Ces associations s'organisent de manière sectorielle, il y a l'association des guides touristiques, la fédération des artisans, le syndicat des hôteliers et restaurateurs etc. Souvent générationnelles comme par exemple l'existence de deux regroupements des guides, il s'agit du regroupement des jeunes guides touristiques créé par les guides ayant moins d'ancienneté dans le domaine, et de l'association des guides touristiques, cette dernière regroupe les guides les plus âgés. La structuration de ces regroupements illustre quelques part les dissensions intestines qui subsistent entre professionnels du tourisme qui ne datent pas d'aujourd'hui, mais qui remontent depuis le temps où le tourisme était à son fleuron. Mais malgré ces clivages les discours contre l'Etat demeurent les mêmes. L'existence de ces regroupements aux seins desquels militent ces acteurs démontre que, bien qu'ils aient réorientés leurs activités, ils n'ont pas oublié le tourisme. Pour eux, l'Etat peut apporter son aide de plusieurs manières pour leur réinsertion, notamment, dans la formation, ou dans l'appui technique, matériel et financier des acteurs dans leurs projets de reconversion. Ce manque d'accompagnement de l'Etat a certes ralenti le processus de réorientation de certains acteurs qui ne disposent pas d'assez de fonds pour développer un projet de reconversion, mais pour autant n'a pas découragé les acteurs dans leur reconversion. Par contre, il a exacerbé les ressentis des acteurs contre l'Etat. Cette relation entre acteurs du tourisme et l'Etat peut être préjudiciable pour les politiques touristiques que l'Etat projette. Il est à souligner que la reconversion des acteurs n'apparaît dans aucunes statistiques et n'est abordée dans aucun discours officiel. Cela s'explique par le fait qu'elle constitue une entrave majeure pour les nouvelles stratégies prônées par les pouvoirs publics, qui veulent faire des acteurs des instruments de relais pour sensibiliser la population sur l'importance du tourisme national en ce temps de crise. Toutefois, bien que les politiques publiques n'incitent pas à la reconversion, il est aussi difficile de lutter contre à l'absence d'une véritable stratégie pouvant retenir les acteurs. La dissuasion à la reconversion nécessite de la part du gouvernement d'autres actions plus concrètes pouvant convaincre davantage les acteurs du tourisme à rester. Notamment leurs insertions dans les différents programmes de résiliences à la crise dont bénéficient

d'autres acteurs de la société. Pour le moment la stratégie du tourisme domestique qui est à son stade embryonnaire reste peu productive et inclusive.

Le tarissement des ressources touristiques a engendré une désaffection des professionnels vivants de ce secteur. Ce chapitre tout en essayant de tracer le parcours de quelques anciens acteurs du tourisme concernés par notre étude, établit les liens qui peuvent exister entre leur savoir-faire et leur secteur de reconversion. Ce chapitre démontre que le choix du secteur de reconversion ne s'effectue pas de manière hasardeuse, et cela même si l'acteur reconverti est le principal responsable du choix de son secteur de reconversion. L'acteur du tourisme met en avant son savoir-faire pour choisir son nouveau métier. Beaucoup de ces professionnels ont développé des unités commerciales pour faire face au chômage causé par l'arrêt des activités touristiques. Cependant, même si ces unités commerciales sont diverses, la base commune de ces initiatives est qu'elles s'orientent désormais vers la clientèle locale faisant de ces acteurs des adversaires de ceux qu'ils sont venus trouver sur ce terrain. La crise a eu un double impact sur ces reconversions, si elle a causé la chute des activités touristiques, elle a cependant aussi engendré d'autres opportunités pour plusieurs anciens acteurs du tourisme. Comme le cas de certains anciens guides touristiques devenus des interprètes dans les agences des Nations Unies. Pour d'autres n'ayant pas eu cette chance la transition vers le nouveau métier fut lente et laborieuse. Ce chapitre montre aussi que ces initiatives de reconversion cadrent mal avec les ambitions des pouvoirs publics de faire de cette crise une occasion pour promouvoir le tourisme interne, ce qui explique le manque d'accompagnement de l'Etat dans ces initiatives de reconversion.

Chapitre III. Réorientation des politiques touristiques et émergence des nouveaux acteurs

Dans ce chapitre, il s'agit dans un premier temps de mettre en exergue les nouvelles politiques développées par les autorités touristiques tout en précisant leurs appuis et limites. Ensuite nous, nous pencherons sur les transformations que ces nouvelles orientations ont impliqué dans l'ordre touristique habituel. Et dans un second temps nous aborderons l'émergence des nouveaux acteurs sur la scène touristique et les activités qu'ils préconisent pour promouvoir la destination Tombouctou.

Au sortir de l'occupation djihadiste et sécessionniste, les autorités touristiques dans l'optique de donner un nouveau souffle au secteur ont entamé des restructurations majeures. En 2014, L'OMATHO, principale structure publique chargée de la gestion des activités touristiques depuis 1995 est scindée en deux nouvelles structures qui sont l'APTM³⁷ (agence pour la promotion du tourisme au Mali) et la DNTH (direction nationale du tourisme et de l'hôtellerie). Ce sont les mêmes objectifs qui avaient été assignés à l'OMATHO qui seront assignés à l'ATPM mais la particularité pour cette nouvelle institution est qu'elle sera chargée de la lourde mission d'élaborer les nouvelles stratégies des pouvoirs publics pour surmonter la crise. Quant à la DNTH elle sera chargée de l'administration des affaires touristiques. En guise de rappel, selon les chiffres de la banque mondiale en 2012 (année de l'occupation du nord du pays), le Mali n'a enregistré que 134.000 visiteurs et le tourisme ne représentait que 1,2% dans le produit national brut, contre 160.000 visiteurs, soit environ 1,7% du produit intérieur brut en 2011 (c'est à dire une année avant). Ces données de la banque mondiale illustrent la baisse de la fréquentation touristique en fonction du degré de détérioration du climat sécuritaire. Même si, le secteur a subi plusieurs coups d'arrêts dus aux différentes conjonctures sécuritaires, le tableau de 2012 dressé par la banque mondiale est le tableau le plus sombre du tourisme malien depuis le début de ce millénaire. Par ailleurs, les pouvoirs publics ne cessent de réaffirmer à travers les discours officiels leurs volontés de relancer le secteur notamment par une réadaptation des politiques touristiques et la promotion des nouvelles destinations. Le cadre stratégique pour la réduction de la pauvreté fait du tourisme un secteur prioritaire dans la lutte contre la pauvreté et le chômage au Mali. Mais paradoxalement, les discours rassurants des pouvoirs publics ne se reflètent pas dans la réalité. En 2021, les secteurs du tourisme et de l'artisanat n'ont bénéficié que d'une enveloppe

³⁷ La loi N° 2014-048 du 18 septembre 2014

d'environ 2,4 milliards de FCFA dans la loi de finance, soit 0,6% du budget total. Ce qui représente une part largement insuffisante par rapport aux défis de relance de ce secteur, qui exigent une refonte totale des politiques touristiques, une réadaptation de l'offre, et une amélioration de l'infrastructure touristique. Pour relever ces défis le gouvernement doit consentir d'énormes sacrifices budgétaires et administratifs. Or, cette maigre allocation ne fait que du tourisme un « impensé de l'Etat »³⁸, au détriment du secteur de la sécurité auquel la même loi de finance accorde plus de 310 milliards de FCFA. L'une des premières difficultés auxquelles l'APTM est confrontée est liée à son incapacité d'installer ses démembrements dans les régions. A Tombouctou elle s'appuie sur la direction régionale du tourisme qui est un service technique et administratif qui n'a pas vocation à faire la promotion du tourisme, mais plutôt à veiller au respect des règles qui régissent le secteur et à la fourniture des statistiques en matière d'arrivées.

1- Les prémices d'une nouvelle forme de tourisme

Comme nous l'avons précédemment rappelé, le système touristique malien repose principalement sur le tourisme international. La concentration des efforts des autorités publiques sur ce tourisme s'explique par le fait qu'il est porteur d'importantes devises étrangères. Selon l'APTM, la France est le premier pays contributeur de touristes avec 47 700 visiteurs, et la Chine vient en deuxième position avec 5 016 touristes en 2016³⁹. Cette situation a rendu le tourisme malien tributaire des pays émetteurs qui conseillent et déconseillent la destination Mali à leurs ressortissants en fonction de leur appréciation de la situation sécuritaire et politique. Les colorations en rouge ne se font pas uniquement en fonction des menaces qui peuvent peser sur les ressortissants des pays émetteurs des touristes, mais intègrent souvent des considérations politiques. Les auteurs Scheele et Brachet (2015) dans leur article intitulé « l'Envers du tourisme au Sahara du Tchadien » démontrent qu'en 2010 malgré la situation politique et sécuritaire dégradante du pays qui était dans un contexte de rébellion qui a gagné du terrain jusqu'aux portes du palais présidentiel, le Tchad est resté le grand absent des colorations en rouge qui frappaient déjà une bonne partie de la bande sahélienne, cette situation s'explique par la qualité des rapports entre le pouvoir tchadien et la France (Brachet & Scheele, 2015). Cette dépendance qui a valu la chute du tourisme malien

³⁸ Thème du Forum universitaire de Bamako organisé par Macoter, « Penser la transition politique malienne autour des impensés de l'Etat » en 2020.

³⁹ Bulletin numéro 3 de l'ATPM sorti en 2017.

en un temps record a permis aux pouvoirs politiques de prendre conscience de l'extrême fragilité de ce modèle touristique. Pour pallier ce problème les institutions touristiques maliennes promeuvent depuis plus d'une décennie, le tourisme domestique, c'est-à-dire invité les maliens à être des touristes dans leurs propres pays. On dénote plusieurs appellations à ce genre de tourisme : tourisme intérieur, domestique, local, interne, de proximité etc.

Sur le plan mondial, les tendances de l'OMT montrent que le tourisme interne prend plus de l'ampleur que le tourisme international. On estime en 2018 environs 9 milliards de voyages en tourisme interne dans le monde, soit six fois plus que le nombre d'arrivé en tourisme international qui est de 1,4 milliard en 2018. Cette publication de l'OMT montre que les destinations au niveau mondial prennent de plus en plus des politiques incitatives pour le développement du tourisme interne (OMT, 2020). Au Mali, c'est ne qu'en 2019 que le directeur de l'agence pour la promotion du tourisme donne le ton lors d'un point de presse en annonçant que le tourisme domestique est l'un des grands axes sur lesquels le ministère du tourisme travaille.

« La promotion du tourisme domestique au Mali, la diversification de l'offre touristique avec la mise en route des nouvelles destinations [...]. Nous vivons en ce moment, certes un contexte difficile, mais cela ne doit pas nous conduire à baisser les bras. Nous devons traduire cette situation en opportunité et s'il plait à Dieu, ensemble main dans la main, nous y arriverons. En effet, la baisse de la fréquentation touristique du Mali par la clientèle internationale implique comme alternative durable, le développement d'offres attractives pour booster le tourisme domestique », (Sidy Keita, 2019 en conférence de presse au mémorial Modibo Keita à Bamako).

Le tourisme domestique en plus d'apparaître comme une nouvelle expérience à explorer est un moyen pour maintenir le secteur en vie. Vincent et al. (2022) en observant les politiques touristiques prônées par les Etats pendant les différentes crises qui ont minées le XX^e et le début du XXI^e siècle, analysent les rapports entre le tourisme international et le tourisme domestique, et en déduit que le tourisme domestique ne suscite l'intérêt des Etats qu'en période de crise, et cela dans l'optique de remplacer les pertes occasionnées par la baisse du nombre des visiteurs internationaux (Vincent e al., 2022). Mais dans le contexte malien, en plus d'être une solution pour faire face à la crise, le tourisme local est imbriqué de plus en plus dans des logiques souverainistes voire révolutionnaires. En ce sens que nous ressentons de plus en plus dans les discours des autorités politiques et touristiques une volonté de montrer leur capacité à faire fonctionner le secteur sans aucune influence extérieure.

« Nous devons cesser de croire que sans les occidentaux, il est impossible de relancer le tourisme, nous pouvons bel et bien remplir le vide laissé et rendre le tourisme de Tombouctou indépendant » (Assadeck Cissé, maire adjoint de Tombouctou, interrogé le 22 octobre 2022 à Tombouctou).

« Pour faire face à la crise nous devons puiser dans les possibilités internes, cela nous permettra de faire en sorte que notre tourisme ne soit plus dépendant de l'humeur d'un pays ou d'une organisation quel que soit sa puissance » (Faganda Traoré, directeur régional du tourisme et de l'hôtellerie de Tombouctou, entretien réalisé le 17 novembre 2022 à Tombouctou).

« [...], nous allons devoir compter sur nous même pour la relance du secteur [...]. Personne ne viendra faire ce travail à notre place » (Andogoly Guindo ministre de la culture, de l'artisanat, du tourisme et de l'industrie hôtelière)⁴⁰.

Les tentatives de développement du tourisme intérieur apparaissent d'une part comme une résistance aux boycotts des touristes occidentaux, et d'autre part une volonté de démontrer à la population locale que les autorités touristiques font de leur mieux pour restaurer le tourisme. Par contre, en dépit des discours politiques les nouvelles orientations touristiques n'interrogent pas sérieusement les différents contours du tourisme local. C'est-à-dire les bouleversements majeurs que ce tourisme peut engendrer dans l'ordre touristique malien. En effet, au Mali nous sommes dans un environnement où les autorités touristiques, les acteurs du tourisme et les populations ont depuis toujours perçu le touriste comme étant un occidental, un « *toubab* » comme ils l'appellent. C'est-à-dire des voyageurs occidentaux qui depuis les temps des grands empires arpentent les villes sahariennes en laissant de leurs empreintes, plusieurs de ces voyageurs ont visité la ville de Tombouctou (cf. chapitre II). L'offre touristique locale a été depuis toujours adaptée en fonction du goût et de l'intérêt de ces occidentaux. Dans les faits le tourisme intérieur n'a jamais été exploré par les autorités touristiques maliennes. Les touristes nationaux qui vont à Tombouctou pour satisfaire leurs curiosités sont très rares, et ne sont pas vu comme étant des touristes par la population locale, ils ne se considèrent pas d'ailleurs comme des touristes. Cette catégorie de visiteurs n'apparaît dans aucune statistique des autorités touristiques régionales et n'ont fait l'objet d'aucune étude. Cependant, depuis la crise cette catégorie de voyageurs se trouve au centre des nouvelles orientations touristiques. Pour attirer les touristes locaux, les autorités procèdent par

⁴⁰ Ces propos ont été tenus le 14 janvier 2023 à Tombouctou à l'occasion d'une conférence qui porte sur la souveraineté.

une campagne de revalorisation du patrimoine historique, culturel, naturel, et la promotion des potentialités des différentes destinations régionales. Or, si nous interrogeons réellement les motifs de voyage des maliens, le patrimoine culturel est rarement cité comme cause de voyage. Les voyages dans le cadre professionnel, ou pour rendre visite à des parents en difficulté (maladies, décès) sont beaucoup plus récurrents. La culture du voyage pour le plaisir n'est pas ancrée dans les habitudes des maliens pour plusieurs raisons : en premier lieu le revenu, en effet selon les données de la banque mondiale de 2022, le revenu par habitant de la population malienne est l'un des plus bas au monde (environ 870 \$ par habitant), or, l'activité touristique requière des ressources financières notamment les coûts de déplacements, de nuitées, et d'achats pendant les séjours. Ensuite, la nature du travail des maliens est aussi un élément qui fait que le voyage n'est pas pris dans les priorités. En effet, la majorité de la population malienne travaille et, est rémunérée par jour ou par heure, ce qui fait qu'elle ne dispose pas des vacances. Dans ce contexte le voyage pour le loisir est vu comme une perte de temps et d'argent. En outre, le développement du tourisme de masse même sur le continent européen date des années 1960-1970 avec l'amélioration des moyens de transport et l'instauration des congés payés (Copans et al., 1978 ; Gay, 2006). A la lumière de ces observations, nous pouvons en déduire que l'expérimentation du tourisme domestique au Mali nécessite d'abord une réadaptation de l'offre touristique. Pour se faire, il serait judicieux d'explorer d'autres pistes voire d'autres façades du tourisme notamment, la mise en place des systèmes de santé appropriés, pour favoriser le tourisme médical dans les régions. Le tourisme du travail avec la délocalisation des rencontres à l'intérieur du pays, (conseils de cabinet ou de ministre, colloques, séminaires etc.), le tourisme du sport avec l'organisation des compétitions du championnat ou de la coupe du Mali dans les régions. La construction des universités et autres centres de formation pour favoriser la transhumance des étudiants. Le tourisme religieux est aussi intéressant à explorer, le déplacement des maliens à l'occasion des fêtes religieuses est fréquent, ils sont nombreux à venir à Tombouctou pour coïncider avec la fête du Mawlid chaque année. Les politiques mémorielles sont aussi une piste importante à explorer, elle peut permettre aux autres maliens de venir constater les dégâts causés pendant la crise, cette politique passe par la conservation des séquelles causées par l'occupation de cette région en 2012 (cf. chapitre II). A ce propos Hertzog (2012), montre comment, La Picardie en France qui était un champ de bataille pendant la deuxième guerre mondiale a été mise en tourisme par des acteurs locaux à travers la création des politiques touristiques autour de cette guerre, la patrimonialisation des séquelles de la guerre participe dans la construction de

l'imaginaire touristique (Hertzog, 2012). Cependant, il importe de préciser que le rétablissement de la sécurité est la condition indispensable à toute initiative.

2- Les stratégies de développement du tourisme intérieur et ses limites

En plus d'encourager les maliens à être des touristes sur le territoire national, la stratégie de l'APTM consiste à organiser des visites touristiques sous forme de caravanes. Ces voyages sont initiés dans le cadre des vacances citoyennes et scolaires à travers la notion de « voyage intégrateur ». L'objectif de ces voyages est de former, d'informer et de sensibiliser les voyageurs à l'endroit des sites culturels et touristiques maliens. Au titre de l'année 2022, l'APTM a organisée sous l'égide du ministère de la culture, de l'artisanat, du tourisme et de l'industrie hôtelière, deux programmes de voyages à l'intention des résidents nationaux : les voyages scolaires, et la caravane *city-tour* Bamako.

Les voyages scolaires c'est-à-dire des voyages qui s'organisent en milieu scolaire entre élèves est une initiative qui consiste à choisir les trois meilleurs élèves dans les classes d'examen pour faire des visites sur des sites touristiques et culturels d'une autre région bien déterminée. Les visites ont jusqu'alors concerné les régions de Sikasso, Bougouni et Koutiala dans le sud du Mali. Même si, les organisateurs n'ont pas dégagé des critères spécifiques sur le choix de ces zones, il peut s'expliquer d'une part par leurs proximités géographique avec la capitale malienne d'où partent les visiteurs donc, le coût de transport demeure moindre par rapports aux autres régions, et d'autre part ce choix s'explique par le fait que ces régions jouissent d'une certaine réputation de stabilité par rapport aux régions du nord. Même si ces régions enregistrent moins de violence par rapport à celles du centre ou du nord, la conjoncture sécuritaire nous montre qu'il n'a pas de risque zéro en matière de sécurité, les mouvements djihadistes ont déjà montré qu'ils peuvent frapper dans n'importe quel autre lieu au Mali.

Quant au second projet dénommé *city-tour* Bamako, ce sont des caravanes organisées à l'intérieur de la ville de Bamako à l'intention des maliens de la diaspora et des résidents nationaux à travers des visites sur des sites préhistoriques, historiques, muséales, culturels etc. La participation à ces caravanes est conditionnée à l'obtention d'un ticket qui coûte 10 000 FCFA, mais qui est subventionné par le gouvernement à hauteur de 90%, le but de cette subvention est d'encourager le public à participer à ces voyages. Par ailleurs dans ces différents voyages, nous constatons que l'offre touristique n'a pas variée, il s'agit du même outil attraction utilisé pour le compte du tourisme international qui est de promouvoir les sites

culturels. Bien que présentées comme étant des succès par les autorités touristiques, ces deux initiatives du gouvernement avec un budget de 71 millions pour le premier, et de 50 millions pour le second⁴¹ sont largement en deçà des attentes pour combler le vide dû à la désaffection des touristes internationaux.

Dans l'élaboration de cette nouvelle politique l'Etat s'appuie essentiellement sur les associations de la société civile telles que : les conseils des jeunes, les syndicats des élèves et étudiants, les journalistes et les opérateurs et promoteurs culturels. En impliquant ces différentes couches de la société, la stratégie du gouvernement vise à créer plus d'adhésion de la part des couches sociales dans sa nouvelle initiative tout en donnant à chaque couche un rôle spécifique.

Le syndicat des élèves s'implique dans l'organisation des voyages scolaires, et universitaires, par leur contact avec leurs camarades syndicalistes des autres régions, ils font des sensibilisations et organisent des voyages en milieu scolaire. Les associations des jeunes interviennent dans le cadre des voyages citoyens, qui sont des voyages d'initiation aux différents sites touristiques, ils s'opèrent surtout sur demande de ces associations. Le rôle de la presse locale est surtout la communication et la sensibilisation sur des initiatives allant dans le sens des voyages nationaux, elle apparaît comme un véritable instrument de relais de cette nouvelle dynamique gouvernementale. A ce titre des formations sur les sites culturels et touristiques sont organisées pour les organes de la presse. Quant aux opérateurs et promoteurs culturels, ils sont surtout impliqués par le rôle que la culture joue dans ces différents programmes touristiques. En effet la culture demeure l'élément clé autour duquel le tourisme national s'organise ce qui n'est pas nouveau dans le contexte malien. Anne Doquet & Moussa Sow (2015) en comparant les modèles touristiques maliens et sénégalais en déduisent qu'au Mali, les politiques touristiques et culturelles ont toujours été identiques dans les mesures où la richesse culturelle a toujours servi d'argument par les acteurs pour convaincre les voyageurs de venir au Mali (Doquet & Sow, 2015). Les différentes couches de la société civile sur lesquelles l'Etat malien s'appuie (associations des jeunes, syndicat des élèves et étudiants, organisations de la société civile etc.) apparaissent désormais comme les nouveaux acteurs du tourisme intérieur.

⁴¹ <https://lemali.net/voyage-integrateur-et-city-tour-bamako-une-initiative-pour-la-relance-du-secteur-du-tourisme-au-mali/>

Les thématiques abordées au cours de ces voyages se portent essentiellement sur des notions comme, le tourisme durable, le tourisme interne, le respect du patrimoine culturel, la cohésion sociale, le vivre ensemble, le patriotisme, la citoyenneté etc. Ces différentes thématiques ne sont déconnectées de la réalité malienne. En abordant l'organigramme de cette nouvelle politique avec les acteurs du tourisme international concernés par notre étude, nous avons pu nous rendre compte que beaucoup d'entre eux n'ont pas connaissance de la nouvelle politique gouvernementale. Par ailleurs sur la question de leurs appréciations de cette politique nous pouvons en déduire que, même s'ils croient à une éventuelle réussite du tourisme local, ils doutent que l'organigramme sur le lequel le gouvernement travaille soit adéquat, notamment sur la capacité des nouveaux acteurs stratégiques du gouvernement à bien vendre la destination Mali au niveau régional. Le président des guides touristiques en parlant de ces nouveaux acteurs, « il s'agit des acteurs inexpérimentés qui ne peuvent pas apporter grand-chose au gouvernement parce qu'ils n'ont aucune expérience et ne connaissent rien de l'histoire des sites touristiques et culturels », (Bamoye Touré, président des guides touristiques de Tombouctou, entretien réalisé le 20 octobre 2022 à Tombouctou). « Pour moi ce ne sont pas des activités touristiques, mais plutôt politiques, pour la bonne et simple raison que le gouvernement veut redorer son image » (Alfred, entretien réalisé 19 octobre 2022 à Tombouctou). « Pourquoi présenter nos objets à des gens qui ne sont pas prêts à injecter de la valeur dans nos produits [...]. Il s'agit des visiteurs qui n'accorde pas d'importance à la culture et à nos objets d'art » (Arafa Cissé, entretien réalisé 05 octobre 2022 à Tombouctou).

Les appréciations des anciens acteurs du tourisme pour la nouvelle orientation touristique varient en fonction du rôle et des intérêts de chaque acteur, mais ils sont tous convaincus qu'en état actuel, elle n'apporte pas grand-chose pour solutionner le problème. Bien que beaucoup d'acteurs ont longtemps évolué dans le tourisme de manière informelle, l'organisation et l'exercice des activités touristiques au Mali obéit à des règles que les structures créées par le gouvernement sont chargées d'appliquer. En effet, en 2005 l'OMATHO ancêtre de l'ATPM avait initié une formation pour les guides touristiques, cette formation en plus d'aboutir à une distinction des guides en des guides locaux et nationaux, avait aussi conditionner l'exercice du métier de guide à la détention d'une carte professionnelle qui montre que le guide a effectivement suivi des formations qui lui donne la capacité et l'autorisation de guider des voyageurs. (C.F. chapitre II). Dans les nouvelles orientations du tourisme cette règle est manifestement outrepassée dans la mesure où le métier de guidage est confié aux nouveaux acteurs qui sont les associations sur lesquelles l'Etat

s'appuie (associations des jeunes, des femmes, des élèves et étudiants, etc.). L'accueil des voyageurs est aussi assuré par ces mêmes associations, ce qui fait que l'industrie hôtelière perd une partie des ressources de ce tourisme au détriment des nouveaux acteurs qui reçoivent les allocations de logement et de nourriture. La différence entre cet exercice informel de l'activité touristique et ce qui se faisait depuis toujours est que celui-ci est autorisé implicitement par le gouvernement même qui est chargé de veiller au respect des règles en la matière.

3- Absence du nord dans les nouvelles orientations touristiques

Cette nouvelle forme de tourisme qui est à son stade embryonnaire s'effectue de manière irrégulière et désorganisée, et n'a jusqu'à présent pas concernée le nord du pays, et cela malgré des nombreuses promesses des autorités touristiques. Les raisons qui peuvent expliquer l'absence des régions du nord sont multiples, d'abord, les séquelles de l'occupation de cette région en 2012 demeurent encore dans la mémoire d'une bonne partie de la population du sud du Mali. En effet, cette occupation a contribué à conforter la réputation d'une zone qui sert de sanctuaire pour des bandes armées et autres trafiquants. Partir à Tombouctou signifie aujourd'hui dans l'opinion au sud du Mali un énorme risque. Pendant nos séjours à Bamako dans le cadre de nos études universitaires, nous avons fait le constat que l'imaginaire d'une ville minée par les conflits demeure présent chez une bonne partie de l'opinion au sud. A chaque fois que nous annonçons à nos camarades et fréquentations, un voyage pour Tombouctou tout en suscitant leurs curiosités une tempête de mise en garde s'abat sur nous, « il y a des gens qui vont à Tombouctou encore », « peut-on vivre à Tombouctou avec cette guerre », « n'avez-vous pas peur », « tu prends trop de risque », etc. Ces propos qui sont souvent exagérés et alarmants nous ont fait réaliser que la présentation de Tombouctou comme étant, une ville infréquentable qui a beaucoup été ruellée par la presse internationale a réussi à convaincre une bonne partie des maliens du sud qui n'entendent ce conflit que par voie de presse. Ils ne semblent pas comprendre que dans ces types de conflit asymétrique aucune zone n'est épargnée. Pourtant les différents rapports du secrétaire général des Nations Unies ne cessent d'alerter depuis 2015 sur la dégradation continue de la situation sécuritaire au Mali et de façon générale au sahel, cette menace qui n'exclue désormais aucune région a déjà fait plusieurs victimes civiles aussi bien que militaires (Charbonneau, 2019). Ce conflit a certes commencé au nord, mais s'est vite métastaté dans tout le pays et même au-delà. Si cette perception erronée d'un conflit qui ne concerne que le nord a entraîné une

indifférence du public bamakois vis-à-vis des violences qui se produisent au nord, elle a cependant minimisé la psychose sociale dans l'opinion publique du sud. Par ailleurs, cette indifférence est perçue aussi comme un manque de considération dans l'opinion au nord et devient un facteur d'aggravation des relations nord-sud. Pendant nos séjours d'enquête de terrain des propos comme « même si, nous mourons tous Bamako va dormir tranquillement » ou encore « les bamakois pensent que le Mali ne se limite qu'à Bamako seulement », sont régulièrement utilisés par les riverains qui accusent l'Etat malien et les populations du sud d'être indifférents vis-à-vis des souffrances que le nord traverse. En effet, le nord du Mali a été depuis longtemps considéré dans l'imaginaire populaire au sud comme une zone difficile à vivre. Les prisons de Taoudéni et de Kidal ont été par le passé très célèbres et craintes parce qu'elles ont servi des lieux de détention des opposants politiques (Bourgeot, 2013 : 115 ; 123). Cette relation difficile entre le nord et le sud illustre bien les difficultés qui existent dans la construction d'un Etat-nation malien. Ce qui pousse beaucoup de spécialistes à parler « d'Etat failli » (Sy, 2009 ; Charbonneau, 2019 ; Demonclos, 2020). Ensuite, l'enclavement de la région est aussi un élément qui peut rendre ces visites difficiles. En effet, partir à Tombouctou est aujourd'hui un véritable casse-tête pour les populations qui sont prises entre pistes défoncées et insécurité, à cet enclavement s'ajoute les distances qui sont aussi énormes, la ville de Tombouctou est située à environs 900 kilomètres de celle de Bamako. En plus de Tombouctou, ces visites boudent toute l'axe qui était considérée comme le triangle d'or du tourisme international (Pays Dogon-Djenné-Tombouctou) pour redessiner un nouveau triangle entre Koulikoro-Bamako-Sikasso qui est désormais le principal axe du tourisme national. Ce qui constitue un bouleversement majeur dans l'ordre touristique habituel du Mali. L'absence des régions du nord dans les nouveaux circuits touristiques du gouvernement et leurs centralisations au sud est pour les populations du nord sert d'argument de plus pour dénoncer le caractère centralisateur de l'Etat du Mali. Pourtant, selon un responsable de l'administration malienne au-delà de la dimension touristique, l'initiative de ces voyages est pour le gouvernement malien une manière de rendre la distance sociologique et culturelle qui existe entre ces deux zones depuis les indépendances. Au fond il ne s'agit pas simplement des visites touristiques, mais aussi des voyages qui s'inscrivent dans des dynamiques de réconciliation nationale et de changement de perception entre le nord et le sud. Au demeurant, si les voyages nationaux initiés par les autorités touristiques n'ont pas concerné la ville de Tombouctou, les politiques de restaurations de quelques célèbres sites culturels et touristiques quant à eux ne l'ont pas laissé en marge. La réhabilitation sous l'égide de l'Unesco des mausolées et mosquées détruits pendant l'occupation, la rénovation de l'institut de recherches

et d'études islamiques, du musée municipal, de la maison des artisans, sont inscrits aujourd'hui dans le cadre des efforts faits par le gouvernement et ses partenaires.

4- La festivalisation comme la panacée

S'il n'y a aucune activité touristique depuis le mont Hombori jusqu'aux dunes du Sahara, il en est autrement pour la culture. Ce secteur demeure un secteur de repli stratégique pour les pouvoirs publics. Ce qui explique la multiplication des activités culturelles⁴² à Tombouctou sous forme de festival par des opérateurs culturels qui bénéficient de l'accompagnement de l'Etat et de ses partenaires. Rappelons d'abord que l'expression « *Festivalisation* » avait en effet été utilisée dans la revue numéro 27 du cahier de l'ethnomusicologie (2014), dans ce numéro tout en faisant le même constat de l'augmentation des activités culturelles sous la forme de festival en Europe ces dernières décennies, les spécialistes analysent les enjeux politiques, économiques, identitaires et touristiques qui existent autour des patrimoines musicaux. Dans son article Owe Ronström établit les liens entre les festivals et l'industrie touristique par la visibilité à distance des produits touristiques par le biais des images et récits produits pendant les festivals, pour l'auteur accroître ces types de visibilité est un enjeu important dans la production et la concurrence des destinations (Ronström, 2014 : 31). A Tombouctou le mot « festivalisation » avait été utilisé par des acteurs de l'éducation pour déplorer l'échec scolaire que la recrudescence de ces événements en pleine année scolaire peut provoquer. Bien que ce genre de manifestations ne soit pas nouvelles à Tombouctou, leur accroissement ces dernières années est sans précédent. Outre la promotion de la paix par le biais de la culture, le label tourisme est aussi prêt à ces activités, ce qui explique notre intérêt pour ces manifestations qui rentrent en réalité plus dans le cadre de l'industrie culturelle que touristique, parce qu'au fond elles intègrent peu d'activités touristiques proprement dites dans ses programmes. L'essentiel est accordé aux manifestations folkloriques. L'invitation du tourisme dans ces nouvelles activités s'explique en partie par la crise que ce secteur traverse, il s'agit avant tout pour les initiateurs de manifester leur solidarité vis-à-vis du tourisme. Le regret de la chute de la principale économie locale qui était le tourisme ne se constate pas seulement chez les professionnels de ce secteur, mais aussi chez une part importante de la société. En effet, une bonne partie de cette population continue de garder des souvenirs de cette époque où le secteur était à son fleuron. L'utilisation des festivals pour soutenir

⁴² Festivals « Vivre Ensemble », « Festika », « Festival International des Ecrans », « Semaine Régionale des Arts, et de la Culture », « Hip hop Sahel » « Harey de Goundam ».

l'industrie touristique n'est pas un phénomène nouveau dans le contexte malien, Anne Doquet (2006) dans son article « festival touristique et expression identitaire », soutient que les festivals ont contribué à exposer et revaloriser les sites culturels et touristiques et ont joué un rôle dans l'émergence du tourisme culturel au Mali (Doquet, 2006). Pour le directeur régional du tourisme et de l'hôtellerie de Tombouctou, le rôle de ces festivals est prépondérant dans la nouvelle politique du tourisme au Mali, parce qu'en plus d'exposer les sites touristiques au public, ils servent à maintenir certaines activités touristiques⁴³. Les opérateurs culturels sont désormais investis d'une double mission, à leur mission de promotion de la culture s'ajoute désormais la promotion tourisme interne. Cette politique de festivalisation leurs permettent d'acquérir des soutiens et de tisser des partenariats avec des organisations acquises aux mêmes causes.

Pour expliciter le contexte dans lequel émerge ces festivals, rappelons que l'occupation de la ville de Tombouctou par les mouvements sécessionnistes et djihadistes en 2012 avait entraîné l'interdiction de toute distraction. Ainsi, les activités culturelles, touristiques, artistiques et les autres types de loisirs comme le sport, le jeu de carte, la cigarette, l'alcool etc., seront prosrites par les nouveaux maitres des lieux qui se revendiquent d'un Islam « *authentique* ». En reprochant à la musique d'être source de perversion et d'éloignement de Dieu, les mouvements djihadistes ont fait des notifications dans toutes les radios de la ville en leur ordonnant de n'emmètre que des sons coraniques. La nouvelle règle est que toutes les émissions radiophoniques sont interdites, seuls les prêches et les communiqués d'informations sont autorisés. Ces nouvelles injonctions se matérialisent par le vandalisme des lieux de distractions comme les bars, buvettes, restaurants etc., des patrouilles de jour et de nuit des véhicules de la police islamique que les populations identifient à travers l'oriflamme noir s'effectuent et s'intensifient à l'intérieur de la ville pour faire respecter les consignes. Les récalcitrants sont convoqués manu militari pour venir s'expliquer devant le juge islamique désigné par les djihadistes et qui a élu domicile au cœur de la ville⁴⁴. Un califat islamique s'instaure quelques jours après la prise de la ville avec les premières sentences, il s'agit de la lapidation d'un couple accusé d'adultère. L'oppression que les populations locales subissent avait été décrit en 2014 par le cinéaste Mauritanien Abderrahmane Sissako dans son film intitulé « *Timbuktu* ». Malgré l'intensification des contrôles et les menaces d'exactions, les populations locales adoptent des stratégies pour contrecarrer les règles drastiques imposées

⁴³ Entretien personnel réalisé le 12 décembre 2022 à Tombouctou.

⁴⁴ Pendant l'occupation les locaux de la banque malienne de solidarité servaient de quartier général pour la police islamique.

par les occupants. Elles donnent des codes pour identifier les produits prohibés. « *Le bâton* » était ainsi le nom donné pour désigner la cigarette, « *la dose* » désigne l'alcool, la « *mayonnaise* » pour les produits cosmétiques.

Par ailleurs, si on essaie d'analyser les rapports entre les mouvements djihadistes et la musique, nous trouverons Lina Pamart (2017) qui dans son article intitulé « L'Etat Islamique, la musique et la Guerre » traite justement du lien entre la musique et l'Etat islamique en démontrant que la musique rentre dans les stratégies de propagande de l'Etat islamique. Cet article distingue la musique autorisée et la musique interdite par les djihadistes. En effet la musique véhiculée par les djihadistes de l'EI⁴⁵ sont des chants et des hymnes en hommage à Dieu, au prophète de l'islam et à la communauté musulmane. Source de motivation pour les combattants djihadistes cette musique est sans instruments et se distingue de la musique occidentale et arabe (Pamart, 2017). C'est cette dernière qui était strictement interdite pendant l'occupation de la ville de Tombouctou. Cette thèse de l'illicite de la musique, même si, elle est contestée par certains, notamment, les jeunes et les acteurs culturels, semble convaincre une partie importante de la population avec laquelle nous avons eu des entretiens informels tout en contextualisant et distinguant la musique autorisée et celle bannie. « Ce n'est pas la musique en tant que telle qui est interdite par la religion musulmane mais, c'est l'instrument qui l'accompagne qui est satanique et nous pousse à oublier notre religion » nous a confié un prêcheur de Tombouctou. L'image de Tombouctou comme étant un berceau de l'islam sert d'argument pour certains religieux pour inciter les populations à s'éloigner non seulement de la musique mais de tout ce qui est divertissement. Par ailleurs ces acteurs se démarquent de toute alliance avec les mouvements djihadistes, même si leur argument sur la musique n'est pas loin de celui des djihadistes. Cette prohibition de la musique portée souvent par des acteurs religieux qui n'est pas sans rappeler les moments douloureux de l'occupation provoque la colère des acteurs culturels et d'une partie de la jeunesse. Un des acteurs culturels que nous interrogeons nous confie que, « le seul argument de ceux qui nous disent que la musique est interdite par la religion est l'instrument qui la suit mais, comment peut-on savoir que l'instrument est interdit par le prophète quand celui-ci n'existait pas à l'époque du prophète ? [...]. Une société sans musique est une société qui meurt »⁴⁶. Ces festivals interviennent aujourd'hui à Tombouctou dans un contexte où, la question de la permission de la musique est devenue un véritable débat et objet de controverse entre les musulmans eux même. Plus loin, la multiplication de ces manifestations culturelles et artistiques et la

⁴⁵ Etat islamique

⁴⁶ Ce répondant a préféré garder l'anonymat

mobilitation qu'elles suscitent au niveau local apparaissent comme une forme de résistance à l'interdiction de la musique pendant l'occupation djihadiste. Les messages véhiculés dans les prestations artistiques en témoignent. Ces manifestations sont une occasion pour le public participant de s'affranchir des interdits de la police islamique pendant l'occupation de 2012. Ainsi par la consommation de la cigarette, la mixité entre les hommes et les femmes, les pas danses, l'accoutrement, les jeunes veulent montrer leur victoire sur les mouvements djihadistes, celle de « *Dieu sur le diable* », comme le laissait entendre un entrepreneur culturel. Au passage notons que l'utilisation de l'art comme mode d'expression et de désobéissance par la jeunesse africaine avait été précédemment démontré par Tshikala Biaya (2000) dans « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine » à travers une démarche comparatiste à partir de trois grandes villes africaines (Addis-Abeba, Dakar, Kinshasa), l'auteur montre comment la jeune génération manifeste son désir de rupture avec la société postcoloniale à travers des modes d'expression artistiques et culturelles. En appliquant le loisir comme mode de revendication politique les jeunes offrent au loisir une légitimité dans l'espace public, l'auteur laisse entendre que la culture de la rue fait apparaître les conditions socio-économiques catastrophiques et les violences dans lesquelles évoluent les jeunes (Biaya, 2000). A Tombouctou, les gestes et les propos qui accompagnent ces manifestations illustrent que, les souvenirs douloureux de l'occupation de 2012 n'ont pas été cicatrisés et restent présents chez une bonne partie de la population qui avait été affectée, et cela malgré que beaucoup nous disent le contraire c'est-à-dire que « l'occupations est derrière nous ».

Bien que ces évènements culturels aient des points communs, chacun a un objectif et une histoire propre.

5- Une histoire brève de ces festivals

Nous aborderons dans cette section les différentes manifestations culturelles à l'exemple des trois grands festivals qui se tiennent aujourd'hui à Tombouctou à savoir : « *le festival du vivre ensemble* », le « *festival de kabara* » et la « *semaine régionale tournante, artistique, sportive, culturelle et touristique* ». Bien qu'il existe plusieurs autres manifestations culturelles, ces trois s'imposent comme les plus importantes dans la ville de Tombouctou. Ainsi nous allons aborder ces festivals au cas par cas, l'objectif ici est d'expliquer d'une part, l'histoire qui se cache derrière chaque festival cité, et d'autre part d'évoquer les caractéristiques communes de ces festivals.

- *Le festival du vivre ensemble*

Cet évènement avait été mis en place par des entrepreneurs culturels appuyés par la mission Onusienne au Mali (MINUSMA) aux premières années de la libération (2015). A l'époque il s'agissait de mettre en place une initiative qui vise à favoriser un dialogue intercommunautaire par le biais de la culture et de créer un cadre de distraction pour faire oublier à la population les souffrances liées à l'occupation djihadiste. Ainsi, ce festival s'inscrit dans un premier temps comme son nom l'indique dans une dynamique de favoriser le vivre ensemble et la cohésion sociale entre les communautés dans un contexte de conflit. Pour le directeur du festival « l'objectif principal de ce festival est de jouer un rôle dans le cadre de la cohésion sociale dans un pays cosmopolite où il y a diverses ethnies, diverses communautés qui viennent d'horizons différents⁴⁷ ». Le dialogue intercommunautaire est au cœur de chaque rubrique tout au long de ce festival qui est plus connu sous le nom d'activité du vivre ensemble. En plus des multiples appels à la paix, les acteurs culturels et politiques qui animent cet évènement dépeint la ville de Tombouctou comme un exemple du vivre ensemble et de tolérance religieuse. Ce qui explique le choix du site où se tient ce festival qui est le monument de la paix. Ce monument qui est plus connu sous le nom de la « flamme de la paix » avait été érigé en 1996 par le président d'alors Alpha Oumar Konaré pour célébrer la paix retrouvée dans un autre contexte de conflit armé⁴⁸. Ainsi pour célébrer la paix, l'Etat malien organisa, le 27 mars 1996 une grande cérémonie au cours de laquelle on procédera publiquement à la mise à feu de 27000 fusils pour symboliser la dissolution des milices d'autodéfense et la volonté des parties en conflit de faire la paix (Holder, 2007 : 261). Les promoteurs de ce festival qui ont depuis baptisé ce lieu « le site du vivre ensemble », présentent ce site comme étant la preuve matérielle que la communion entre les communautés à Tombouctou ne date pas d'aujourd'hui.

« Tombouctou de par sa cosmopolite, les communautés ont toujours vécu en parfaite cohabitation [...]. Il n'a jamais eu d'amalgame ici à Tombouctou bien qu'il y a plusieurs communautés. [...]. La marque du vivre ensemble est une marque Tombouctoutienne » (Salaha Maiga, directeur du festival du vivre ensemble, sur la radio Tamani).

En mettant en avant la cohésion et le vivre ensemble, les entrepreneurs culturels à l'origine de cette célébration veulent créer un maximum d'adhésion et d'aide de la part des associations et

⁴⁷ Salaha Maiga, directeur du festival du vivre ensemble, sur la radio Tamani

⁴⁸ La rébellion de 1991.

85

étant la plus grande manifestation culturelle qui se tient aujourd'hui dans le nord du Mali », les propos d'un des organisateurs. Ne disposant pas des données précises sur le nombre des participants, nous ne pouvons pas vérifier si ce festival avance ou régresse en termes du nombre des participants. Néanmoins au niveau de la mobilisation des partenaires et de la presse il est clair que cet événement fait plus d'échos aujourd'hui qu'à ses débuts. A force d'organiser cet événement les organisateurs ont acquis plus d'expérience et ont amélioré certains aspects comme la communication. Avec un budget de plus de 10 millions FCFA pendant chaque édition⁴⁹ les ressources financières demeurent la principale motivation des entrepreneurs culturels à l'origine de cet événement, même si cette réalité n'est pas publiquement avouée, elle a été reconnue par certains de nos répondants lors des entretiens informels que nous avons eus avec eux. Ces ressources proviennent essentiellement des partenaires comme l'Union Européenne, la MINUSMA et des différents parrainages des personnalités locales. Le bénéfice apparaît comme un « butin » qui se partage entre les organisateurs. L'engagement de ces entrepreneurs pour l'industrie culturelle date de la période post-occupation et est dû essentiellement à l'influence que les événements culturels avant cette occupation ont eue sur ces entrepreneurs. La rubrique la plus suivie pendant cet événement est la manifestation folklorique qui commence à la tombée de chaque nuit pendant les trois jours que dure ce festival. Plusieurs genres musicaux sont offerts de façon pêle mêle, de la musique traditionnelle à la musique moderne, la priorité est de satisfaire le public. Les artistes locaux défilent sur le podium et chantent divers sujets en rapport avec l'actualité.

- *Semaine régionale tournante artistiques, culturelle, touristique et sportive*

Créer en 2017 par des membres du conseil local des jeunes de Tombouctou nostalgiques de la semaine nationale de la jeunesse qui date des premières heures des indépendances.

Rappelons qu'au lendemain des indépendances, le Mali à l'instar de la plupart des jeunes Etat-nations africains fraîchement indépendants avait le souci de construire une identité nationale dans un pays déjà fragilisé par les diversités culturelles. Pour ce faire la culture sera mise à contribution par les autorités d'alors dans la construction d'une identité nationale. C'est ainsi que nous allons assister à la création de la semaine nationale de la jeunesse en 1962 par Modibo Keita, premier président du Mali indépendant. Elle mettait en compétition artistique et sportive différentes troupes des jeunes venus de toutes les régions administratives

⁴⁹ Cette information nous a été donnée par un des organisateurs de cet événement.

du Mali qui, après avoir passé à des compétitions aux niveaux locaux et régionaux convergeaient vers Bamako pour la confrontation nationale (Samaké, 2008 ; Djebbari, 2015). Avec l'intégration des meilleures troupes aux formations artistiques nationales, la semaine nationale de la jeunesse permettait de récupérer et d'intégrer les ressources locales dans un ensemble national (Djebbari, 2015).

La semaine régionale, artistique, culturelle, sportive et touristique née à Tombouctou après l'occupation s'est fortement inspirée de cette semaine nationale de la jeunesse. Elle procède d'abord par une organisation des compétitions chorégraphiques au niveau des quartiers pour ensuite converger au niveau communal, après au niveau cercle et enfin une grande compétition régionale pour les sélectionnés. Par ailleurs, à la différence de la semaine nationale où la phase finale se tient à Bamako, la phase finale de la semaine régionale se délocalise de manière tournante comme son nom l'indique à l'intérieur des chefs-lieux des cercles. Cette innovation majeure qui la distingue de toutes les autres manifestations qui se tiennent aujourd'hui dans la région vise d'une part, à favoriser les politiques de décentralisation, leitmotif des politiques publiques au Mali depuis 1991, et d'autre part à appuyer l'industrie touristique dans les régions en faisant une exposition des valeurs culturelles, historiques et naturelles de chaque région où se tient l'évènement. La stratégie publicitaire consiste à ne pas appeler nommément la région en question où se tient l'évènement, mais plutôt à mettre en avant les ressources culturelles, naturelles ou historiques de cette localité pour l'identifier. Ainsi, le tour de Tombouctou en 2017 est appelé « l'Edition de la cité des 333 saints », pour mettre l'accent sur l'histoire légendaire de la ville. Celle de Goundam est nommée « l'Edition de la région des grands lacs » en référence aux quatre rivières qui traversent la ville de Goundam. Cette politique vise à prouver les potentialités touristiques et naturelles de chaque localité pour susciter la curiosité des éventuels visiteurs. Ce rendez-vous s'est fixé comme objectif la revalorisation artistique, culturelle et touristique de la région. C'est la seule manifestation ayant une portée régionale et qui s'accroît sur la promotion du tourisme artistique. Les organisateurs de ce rendez-vous n'ont pas une grande expérience dans les productions artistiques et culturelles, leur engagement se justifie essentiellement par le fait qu'ils sont des responsables dans les institutions juvéniles. Parce que comme nous l'avons précédemment rappelé ce sont des responsables des regroupements des jeunes qui se sont investies de la mission de revivifier la semaine nationale de la jeunesse qui existait aux premières années des indépendances. Leur motivation pour la tenue de cet évènement chaque année est de faire revivre la semaine nationale de la jeunesse en l'inscrivant cette fois dans

une dynamique souverainiste et militante. Il s'agit pour ces acteurs de la jeunesse de faire renaître et de magnifier les idéaux du Mali d'hier pour reconstruire le Mali d'aujourd'hui. La prestation musicale est organisée sous forme des ballets représentant les différentes localités de la région. Ces troupes procèdent à une folklorisation des us et coutumes de leur localité. Cependant, les différentes prestations lors de cette manifestation sont accompagnées d'une forte revendication identitaire. Les troupes qui défilent n'ont pas le sentiment de faire une prestation artistique seulement, mais d'affirmer et de magnifier les pratiques traditionnelles de leur communauté. Par contre, cet événement est loin d'être le seul où les troupes font apparaître de plus en plus leur appartenance sociale. Ce constat avait été remarqué par plusieurs analystes (Jacquot, 2014 ; Lassibille, 2009 ; Amico, 2014 ; Doquet, 2008 ; 2013). Ce qui entraîne des tensions au sein des communautés qui revendiquent chacune être la meilleure troupe. Ces tensions sociales qui vont à l'encontre des objectifs même de cette manifestation qui se veut être tout d'abord un événement pour consolider les liens entre les communautés sont canalisées par des comités de gestion de crise qui sont mis en place pendant chaque événement. Ces comités sont composés le plus souvent des légitimités traditionnelles et d'acteurs politiques.

Ce festival consacre une part importante aux instruments musicaux traditionnels Songhaï et Tamasheq comme le *Zarka*, le *koloo* ou encore le *Harey*. Or si nous essayons d'analyser la composition ethnographique de la région de Tombouctou, ces deux ethnies ne sont pas les seules dans la région. Selon la composition ethnographique établie par le conseil régional de Tombouctou, la région est composée aussi d'autres groupes ethniques comme les Maures, les Peuls, les Dozos, etc. Pourtant ces différentes ethnies n'apparaissent pas dans ces manifestations. Cette absence peut s'expliquer en premier lieu par le fait que dans la mémoire collective locale, ce sont des ethnies qui sont identifiées à d'autres régions du Mali, précisément le sud et le centre du pays. Ensuite ces ethnies sont minoritaires dans la région de Tombouctou. Un des responsables interrogés qui reconnaît implicitement cette réalité l'explique par le manque des ressources financières pour faire participer toutes les aires culturelles. Cette absence n'est visiblement pas regrettée dans les coulisses par le public qui est majoritairement composé des ethnies Songhaï et Tamasheq « Il est temps que nous aussi, nous ayons quelque chose qui nous appartient à nous seulement », nous confia un membre de la commission d'organisation. Avec cette absence de certaines aires culturelles dans un événement qui se veut être inclusif, nous pouvons en déduire que si pendant longtemps ce sont les ethnies Songhaï et Tamasheq qui se sont estimées marginalisées pendant les

manifestations culturelles maliennes, cette fois-ci ce sont les autres qui sont majoritaire au sud qui ne sont pas conviées à cette manifestation qui se tient au nord. N'ayant interrogé des populations appartenant à ces groupes ethniques sur cette question. Nous ne pourrions pas connaître leur sentiment vis-à-vis de leur absence lors cette manifestation.

- *Le Festika*

Le festival *illaré*⁵⁰ de *kabara*⁵¹, initié en 2018 par des activistes culturels qui se considèrent marginalisés dans les initiatives culturelles de la ville de Tombouctou est un festival qui à la différence des autres festivals se veut de promouvoir les sites touristiques et historiques à l'intention des visiteurs internes du seul quartier *kabara*, qui est situé à sept kilomètres de la ville de Tombouctou, séparé de celle-ci par la zone aéroportuaire. Le directeur du *Festika* nous explique les raisons de la création de ce festival :

« Nous sommes considérés comme le huitième quartier de Tombouctou, et kabara est un quartier généralement marginalisé dans les actions sociales et de développement de la ville de Tombouctou, souvent à cause de la distance. Cette exclusion sociale se remarque dans les langages des populations, qui parlent des gens de *kabara* comme des étrangers, alors que nous savons tous que ce quartier est la porte d'entrée de Tombouctou. C'est aussi le grenier de la ville parce que c'est là que les bateaux s'arrêtent, les champs sont aussi ici. Il y a aussi de l'attractivité touristique non exploitée parce que toutes les légendes qui ont visité Tombouctou sont passées par *kabara* d'abord avant d'arriver à Tombouctou [...]. Donc notre objectif c'est de faire du tourisme local une occasion pour faire connaître ce quartier qui en réalité est plus vieux que Tombouctou à ceux qui ne le connaissent pas » (Maouloud Boudjouma directeur du *Festika*, interrogé le 09 novembre 2022).

Bien que cette localité soit considérée aujourd'hui comme un quartier de Tombouctou, elle est plus vieille que Tombouctou. Les récits historiques racontent que tous les explorateurs qui ont visité la ville de Tombouctou ont fait escale dans cette localité. Le premier président du Mali indépendant Modibo Keita a servi dans cette localité comme enseignant. Les initiateurs de ce festival n'hésitent pas de jouer sur cette histoire et le sentiment général d'exclusion ressenti au sein de cette localité pour susciter l'intérêt de l'opinion et des pouvoirs publics pour ce

⁵⁰ Premier nom de kabara.

⁵¹ 8^e quartier de Tombouctou.

festival. Ainsi des sites comme le fleuve Niger, les bateaux de la COMANAV⁵², les périmètres aménagés pour l'agriculture, le maraîchage sont des potentialités qui sont mises en avant par les acteurs de ce festival pour considérer *Kabara* comme le « poumon économique de la ville⁵³ ». Les rapports difficiles entre ce quartier et les autres quartiers de la ville de Tombouctou ne datent pas d'aujourd'hui, mais remontent depuis le rattachement de cette localité à la commune urbaine de Tombouctou au moment où celle-ci devenait une région administrative en 1987. Les cadres de la localité de *Kabara* ont en effet plus milité pour que cette localité devienne une fraction indépendante. Les causes de la faible intégration de ce quartier dans les activités socio-économiques de la ville de Tombouctou sont expliquées de manières différentes. Pour les uns il s'agit des différences socio-culturelles, pour les autres cette faible intégration peut être expliquée par la distance géographique qui existe entre cette localité et les autres quartiers de la commune urbaine, comme nous l'avons dit plus haut c'est une localité qui est située à sept kilomètres de la ville de Tombouctou. Le *Festika*, est donc né d'un clivage social parce que les activistes culturels qui sont à l'origine de ce rendez-vous estiment qu'ils sont marginalisés dans les activités culturelles de la ville de Tombouctou et ont décidé de créer leur propre activité culturelle. Ce que nous pouvons retenir de cette volonté de créer une activité culturelle appartenant spécifiquement à ce quartier est la revalorisation socio-culturelle et politique de ce quartier. Cette valorisation socio-culturelle et politique suppose justement de prendre en compte des revendications identitaires. Ces affirmations identitaires qui apparaissent dans toutes ces manifestations qui se tiennent aujourd'hui à Tombouctou deviennent plus fortes lorsque les individus se considèrent désocialiser du système politique, économique et culturel. Le sentiment de stigmatisation les pousse donc à revendiquer leur culture qu'ils estiment mise à l'écart.

Ce festival crée une importante mobilisation au sein des jeunes de cette localité, avec des journées d'assainissement, des visites guidées, des conférences débats, des visites médicales, une foire créée par les artisans, une course de pirogues et la manifestation artistique sur les berges du Niger. Cet événement a aussi une importante rentabilité économique nous confia une restauratrice, « les moments où se tiennent ce festival sont les moments de l'année où je gagne le plus, parce que les étrangers qui viennent pour cet événement s'approvisionnent en nourriture chez moi, et je peux gagner jusqu'à 200.000f une seule nuit. » (Aissata Nabo, restauratrice, interrogée le 09 novembre 2022 à *Kabara*). Selon le directeur de ce festival,

⁵² Compagnie malienne de navigation.

⁵³ Ce sont les propos du directeur du festival.

l'engouement créé par cet évènement s'explique par ses multiples bénéfices pour les riverains :

« A travers le Festika nous assistons les populations de différentes manières, par exemple grâce aux contrôles médicaux que nous faisons des personnes se sont rendues compte qu'elles sont atteintes des maladies, comme le diabète, ils ne l'ont jamais su auparavant, et grâce à ces visites ils ont pu se faire assister. Nous discernons des prix et des attestations de reconnaissances pour les meilleurs pendant la course des pirogues, et nous assistons les artistes locaux dans la suite de leur carrière » (Maouloude Boudjouma, directeur du Festika, interrogé le 09 novembre 2022).

Ce festival met le quartier de *Kabara* au cœur de toutes ses activités pour réparer ce que son directeur considère comme une injustice. Cet argument de marginalisation du quartier utilisé par les initiateurs a créé une mobilisation de la part des pouvoirs publics qui appuient financièrement, techniquement et en sécurité ce festival. C'est un argument qui est aussi récupéré par les hommes politiques locaux qui sponsorisent l'évènement dans le but de faire de cette marginalisation un combat politique. Ce qui va à l'encontre d'un des principes les plus importants du festival qui se veut être apolitique qui paradoxalement est financé par des hommes politiques. Cet évènement tisse un partenariat avec divers acteurs (homme politique, MINUSMA, RECOTRAD⁵⁴, Instrument 4 Africa, global talent etc.). Il dure trois jours et s'est tenu pour l'année 2022 (année au quelle nous avons assisté à cet évènement) du 1^e au 3^e novembre. A préciser que la date de cet évènement n'est pas une date fixe, elle change selon les réalités du contexte mais se tient toujours pendant la saison froide. La tenue de cet évènement chaque année demeure un véritable défi pour les initiateurs qui ont toujours besoin de montrer à l'opinion locale qu'ils peuvent eux aussi initiés une activité culturelle. Ce besoin de montrer et de démontrer leur savoir-faire qui se ressent plus en plus dans leur discours demeure l'une de leur motivation principale pour maintenir ce festival. Cela se remarque dans leur propos bien qu'ils essayent de le nier. Le directeur de ce festival nous a déclaré dans un entretien qu'ils veulent montrer aux autres quartiers de Tombouctou qu'il y a de la « matière grise à Kabara capable d'entreprendre sans appui extérieur » (Maouloude Boudjouma, directeur du Festika, interrogé le 09 novembre 2022). Cependant, cette volonté de tenir un évènement d'une telle dimension sans appui extérieur exprimée par le directeur du festival ne se reflète pas dans la réalité. Dans la mesure où comme nous l'avons mentionné

⁵⁴ Réseau des communicateurs traditionnels.

précédemment, ce festival tisse des partenariats avec divers type d'acteurs qui apportent leurs contributions de différente manière (logistique, financière).

Sur la question du genre musical proposé ce festival n'exige pas spécifiquement de style musical, mais s'adapte surtout au goût de ses festivaliers qui sont pour la plupart des jeunes qui expriment leur penchant pour le rap. C'est pourquoi le rap est le style musical le plus utilisé. Sur le podium se succèdent des jeunes rappeurs de la ville qui chantent divers sujets (amour, insécurité, injustice). Cet événement se clôture le troisième jour généralement avec un invité spécial venu d'une autre localité.

Ces différents festivals qui en réalité ont une histoire courte, (le plus vieux a moins de dix ans) entretiennent des relations complémentaires parce qu'ils s'inspirent en idées, mais aussi des rapports concurrentiels parce que chacun cherche toujours à mieux faire que l'autre.

6- Les caractéristiques communes de ces manifestations culturelles

Bien que ces événements culturels se distinguent par leurs objectifs, ils s'inscrivent tous dans la dynamique de faire la promotion des sites touristiques à l'intention des voyageurs nationaux. Le label tourisme interne est utilisé pour créer plus d'adhésion et d'accompagnement de la part des autorités qui se penchent aussi depuis plusieurs années à la valorisation de ce tourisme. Comme nous avons dit plus haut, la promotion de la destination de Tombouctou à l'intention des visiteurs internes se justifie par le fait que les « bons moments » du tourisme international restent dans la mémoire collective. Ainsi en cherchant à revivifier le tourisme sous d'autres formes, les organisateurs veulent toucher les populations qui compatissent aux pertes économiques occasionnées par la chute du tourisme international. Mais, paradoxalement cette volonté de développement du tourisme local qui m'a été plusieurs fois renouvelé par ces promoteurs culturels ne se reflète pas dans les différents programmes qui sont proposés au cours de ces événements. En effet, si on essaie de s'intéresser aux contenus de ces manifestations, elles se centralisent plus sur les prestations artistiques que sur le tourisme local. Ceci est dû au grand intérêt que les jeunes festivaliers accordent à ces prestations, il s'agit en réalité d'un public jeune dont la majorité n'a pas connu le tourisme quand il était à son âge d'or. (Âge moyen de ces festivaliers est de 20 ans). Ainsi, pour faire plaisir au public, ces événements procèdent par une pléthore d'offre artistique et culturelle (chants, danses, pièces de théâtres, prestations musicales, etc.) en convoquant des instruments traditionnels et modernes, des artistes locaux et nationaux. Même si des célébrités nationales

de moyenne portée dont les charges peuvent être supportées par les entrepreneurs culturels sont conviées, un large plateau est offert aux artistes locaux pour faire leur promotion. C'est aussi une occasion pour eux de se faire découvrir par le public. Pour motiver ces artistes les organisateurs procèdent par des remises des distinctions de prix et leurs offrent des opportunités de jouer sur d'autres scènes par le biais des partenariats que ces festivals tissent avec d'autres au niveau national.

Le contenu de l'offre musicale est coloré des discours politiques, des dénonciations, en réalité ces événements donnent une véritable tribune d'expression sur la situation politique, économique et sociale de la région de façon particulière et du pays de façon générale pour les participants. Si tous les messages qui sont chantés et dansés conviennent à dire « qu'il faut la paix », les discours divergent sur des questions brûlantes de l'actualité comme, l'unité du Mali, l'appréciation de la gestion de l'élite dirigeante, la question sécuritaire etc., sont des sujets qui font régner des tensions sociales au sein de ces événements qui, malgré leurs différents objectifs font émerger les mêmes types de sujets. Il s'agit de « l'expression de la diversité par l'art » nous confie un acteur culturel, une expression utilisée pour essayer de justifier ces tensions qui sont autour de ces événements. Pendant ces événements nous assistons à une véritable politisation de l'art. Le constat de la politisation des scènes musicales avait été remarqué par Marta Amico (2018) en observant l'émergence de deux projets musicaux (Sahara soul et la Paix) au début de l'intervention militaire française au Mali en 2013. L'auteure s'interrogeait déjà sur la politisation des scènes musicales qui a accompagné le conflit de 2012. Si les points de vue de tous les musiciens ayant été mobilisés pour participer à ces projets convergent à appeler à la paix et au vivre ensemble, leur lecture du conflit est cependant teintée de parti pris et de tiraillements entre différents protagonistes en conflit (Amico, 2018). Ces manifestations culturelles comme toutes les manifestations reflètent les réalités locales et sociales, dans lesquelles elles émergent. Pour comprendre certaines mises en scène il faut les situer dans le contexte local. Ce constat avait été aussi auparavant élucidé par Elina Djebbari (2015), dans une analyse sur les « Danses, mobilités et dynamiques territoriales au Mali » en observant les différentes manifestations culturelles qui se tiennent à l'échelle nationale depuis les indépendances, l'auteure remarqua que les musiques et les danses ne s'isolent pas des réalités sociales dans lesquelles elles sont nées, pour comprendre certaines mises en scène il faut les placer dans leur contexte politique et social (Djebbari, 2015). L'appréciation du genre musical est fortement liée à altérité et à l'identité, dans la mesure où les artistes sont soutenus par le public dans un « label

ethniste » (Amselle & M'Bokolo, 1985), le « *notre* » et le « *leur* » sont des expressions qui sont beaucoup utilisées pour désigner ou acclamer un artiste sur scène. Ainsi, les groupes musicaux comme les « *Songhaïs Bleus* » grands habitués de ces manifestations sont largement acclamés par la communauté Songhaï, quant aux troupes « *Imarhan* » de M'Berra ou « *Anara* » elles sont plus ovationnées par la communauté Tamasheq. Ces événements rendent plus lisible le repli identitaire qui amène les populations locales, et cela malgré qu'aucune de ces manifestations ne se définit par rapport à une communauté. Au contraire, les promoteurs culturels se posent comme les défenseurs de toutes les communautés locales en réservant une rubrique pour chaque langue. L'engouement des jeunes pour ces manifestations en dépit de la situation sécuritaire s'explique par divers facteurs. Fortement préoccupés par le climat d'incertitude dû à une insécurité qui devient de plus en plus préoccupante, les jeunes trouvent en ces activités culturelles une manière d'oublier les maux qui minent leurs quotidiens. Ainsi, c'est un public curieux, soucieux et divisé de par ses préférences artistiques qui assiste aux manifestations folkloriques. Ces festivals en plus d'entretenir des partenariats se sont aussi inspirés d'autres festivals comme le Festival au Désert, le Festival sur le Niger, le Festival Dogon etc. Ils se revendiquent tous comme étant des événements pour la revalorisation du patrimoine culturel, de la recherche de la paix, de l'unité nationale et du développement du tourisme. Le label tourisme est étiqueté à ces événements parce qu'il est une symbolique forte à Tombouctou, dans la mesure où sa chute est vécue comme étant plus grave que l'occupation même en question. La pilule de son arrêt n'a pas été avalée par une bonne partie de la population qui touchait directement ou indirectement ses retombées.

7- Un tourisme sans les acteurs du tourisme

Rappelons qu'à Tombouctou les professionnels du tourisme participaient aussi aux côtés l'Etat dans la promotion de la destination Tombouctou. Les guides touristiques à travers leurs relations avec le monde extérieur et par le biais de leurs clients touristes participent pleinement à la promotion du tourisme à Tombouctou. Les artisans d'art aussi ont occupé une place importante dans le tourisme par la promotion des objets traditionnels et en participant aux différents salons (nationaux et internationaux) sur l'artisanat. Par le tourisme ces acteurs ont pu constituer une catégorie sociale riche économiquement, et avisée socialement. Ils sont conviés à toutes les rencontres touristiques aussi bien nationales qu'internationales. Le gouvernement dans sa promotion touristique s'appuie sur ces professionnels qui sont considérés comme étant les véritables connaisseurs des potentialités touristiques de

Tombouctou. Cette place privilégiée qui est bien décrit dans le chapitre III de ce mémoire sera perdue par ces acteurs suite à la chute du tourisme d'une part, et d'autre part par leur reconversion. Cette reconversion fait qu'ils ne sont plus dans la promotion du tourisme mais plutôt dans une stratégie pour survivre à la crise. N'étant pas les initiateurs de ces événements, les acteurs du tourisme reconvertis concernés par notre étude sont une ressource négligée dans l'organisation de ces manifestations culturelles. Néanmoins, ces manifestations sont des opportunités dans la stratégie de réorientation de leurs services à la clientèle locale. Leur rôle reste cantonné à la vente de leurs produits et quelques-uns d'entre eux se verront assigner des responsabilités par les organisateurs. Ainsi chaque acteur sollicité apporte son service en fonction de son domaine. Pendant ces événements quelques restaurateurs prédisposent leurs conteneurs avec des kits allégés à côté des sites, et travaillent essentiellement pendant la nuit lors des manifestations folkloriques. Outre la vente des aliments (sandwiches, boisson, gâteaux etc.), ces restaurateurs sont chargés par les promoteurs de faire la promotion de la gastronomie traditionnelle, d'animer des séances d'explication de l'histoire et de la manière de préparer quelques plats traditionnels à l'intention des festivaliers. En retour, Ils bénéficient des publicités de la part des stars locales et des artistes invités qui en plus de fréquenter ces restaurants pendant leurs séjours font des dédicaces sur scène pour ces restaurateurs. Quant aux artisans, ils sont plutôt comme toujours dans la promotion des objets d'art. En effet, ces festivités qui se font aujourd'hui consacrent dans la forme une part importante à l'artisanat d'art avec l'installation des stands artisanaux sous lesquels se tiennent des foires d'exposition tout au long des différentes festivités. Cette place accordée à l'artisanat n'est pas nouvelle, la revalorisation des produits des artisans d'art était au centre de toutes les politiques culturelles et touristiques du Mali, ces festivals n'échappent pas à cette habitude. L'exposition de l'artisanat d'art ne vise pas seulement la revalorisation du patrimoine culturel, mais aussi une rentabilité économique dans la mesure où la participation de l'artisanat d'art dans ces festivals implique un accompagnement de multiples partenaires, comme le musée municipal, les partenaires à la culture comme l'Union Européenne, l'Unesco, ou la mission Onusienne au Mali. Par ailleurs, les produits artisanaux qui sont exposés ne sont que des produits de luxe adaptés plus au goût des touristes occidentaux, qui sont capables d'injecter des fonds colossaux dans ces objets. Cela démontre que l'offre artisanale n'est pas adaptée au pouvoir d'achat de la clientèle locale, qui n'a pas assez de revenus lui permettant d'injecter d'importantes sommes dans les objets d'art. Si la majorité des acteurs reconvertis apprécient ces initiatives, ils sont pourtant divisés sur les contenus proposés par ces manifestations. Mais n'étant pas au premier rang de l'organisation, ils ne peuvent pas faire prévaloir leurs idées.

Cela démontre que la position de ces acteurs a changé, ils sont passés d'une position de premier plan dans l'organisation des activités touristiques à des spectateurs aux nouvelles orientations touristiques. Cette situation est réellement vécue comme un retournement de la hiérarchie dans l'organisation des activités touristiques à Tombouctou.

Plus loin, il importe de préciser que leur expertise n'est pas déterminant dans ces organisations, parce qu'il y a aussi une divergence idéologique entre les acteurs du tourisme international et les initiateurs de ces événements culturels qui adhèrent de plus en plus aux discours souverainistes des pouvoirs publics. « Il s'agit de prouver que nous pouvons nous en sortir sans les toubabs », « c'est la souveraineté sur tous les plans, même culturel », voici quelques commentaires que nous entendons de la part des promoteurs culturels tout au long de ces événements. Ces discours politiques qui accompagnent ces manifestations culturelles ne semblent pas être du goût des acteurs reconvertis, précisément les guides touristiques, qui optent plutôt pour des manifestations culturelles débarrassées des discours politiques, et de parti pris, comme nous l'explique Bamoye Touré président des guides touristiques.

« Vous savez le tourisme partout est apolitique, nous devons travailler pour le retour des touristes internationaux et nationaux mais, si ce pour poser d'obstacles au retour des touristes internationaux, je ne suis pas d'accord et je pense que ces festivals ne sont pas crédibles. Ils sont politiques et j'opte pour que ces jeunes promoteurs culturels quittent la scène politique pour rejoindre la scène uniquement culturelle » (Bamoye Touré, président des guides touristiques de Tombouctou, interrogé le 23 octobre 2022 à Tombouctou).

Pour le président des guides touristiques, le gouvernement doit plutôt œuvrer pour que les conditions soient propices au retour des visiteurs nationaux et étrangers pour le bien-être de la ville. Les acteurs du tourisme concernés par notre étude accusent ces manifestations d'être trop axées sur la promotion du tourisme national, et de ne même pas envisager un possible retour du tourisme international. Sur cette question la solution pour le président des guides touristiques est la « solution du juste milieu » c'est-à-dire travailler pour le retour des deux types de visiteurs. Dans les faits les acteurs du tourisme reconvertis font bien la différence entre les touristes occidentaux et la politique occidentale qui est en réalité celle qui est décriée par les populations. Les discours des acteurs reconvertis ne passent pas dans un contexte particulier de brouille diplomatique entre le Mali et son premier pays émetteur de touriste qui est la France depuis le coup d'Etat du mois d'août 2020. Cette position des acteurs du tourisme international est portée particulièrement par les guides, ce qui fait d'eux les

principaux absents de ces manifestations. Cette absence n'est visiblement pas regrettée par le public et les acteurs culturels qui les qualifient de plaider la cause des occidentaux. Les fameux discours « *blanc/noir* » longtemps étiquetés aux guides touristiques refont surface (cf. chapitre II).

Par ailleurs l'apparition de ces nouveaux acteurs qui se sont investi de la mission de restaurer le tourisme a été encouragé par l'Etat qui s'appuie sur eux pour créer une adhésion de la population aux voyages intégrateurs.

8- Les festivals en période d'incertitude sécuritaire

Rappelons que l'organisation de ces festivals se tient dans un climat sécuritaire fragile. Même si les autorités et les acteurs culturels affichent leur volonté de défier les groupes djihadistes, en montrant à l'opinion que des manifestations de grandes ampleurs peuvent se tenir à Tombouctou, leur crainte reste visible et se constate à première vue à travers les restrictions posées par les autorités en fixant les horaires de ces manifestation (interdiction d'aller au-delà de minuit). Malgré, les lourdes dispositions sécuritaires qui se constatent pendant l'organisation de ces activités, à travers des mesures préventives comme des fouilles complètes du public, qui sont d'ailleurs souvent incomprises par ce dernier, ou l'interdiction de l'utilisation des pétards par les festivaliers. Une tension sécuritaire règne tout au long de ces festivals, le spectre d'une attaque terroriste demeure dans tous les esprits.

Notons également que, les autorités militaires procèdent à des levées de certaines restrictions sécuritaires à l'occasion de ces activités, comme par exemple, l'accès à l'intérieur de la ville 24/24 pendant ces activités, (ce qui n'est pas le cas en temps normal, au-delà de 7 heure du soir la ville est interdite pour des raisons de sécurité). La suspension de certaines barrières sécuritaires pour désenclaver certains sites où se tiennent les manifestations sont aussi des mesures temporaires prises pour permettre la bonne marche de ces évènements. Le défi de l'organisation d'un festival en période d'insécurité n'est pas nouveau à Tombouctou, Marta Amico (2013) avait antérieurement démontré la grande tracasserie sécuritaire que l'édition 2010 du Festival au Désert avait suscité. En imposant la délocalisation du site où se tient habituellement cet évènement pour le mettre aux alentours de la ville de Tombouctou comme condition pour accompagner le festival, (Amico, 2013) le président de la république d'alors (Amadou Toumani Toure) avoue implicitement l'incapacité de l'Etat à sécuriser le désert. Pour les festivals qui se tiennent aujourd'hui aussi les sites pour les abrités sont décidés en

accord avec les autorités qui valident un lieu en fonction de leur capacité de le sécuriser. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le directeur du *Festika*, nous avoue que le site sur lequel se tient leur événement n'est pas le site qui avait été choisi au début. A raison des difficultés sécuritaires qui peuvent se poser sur le site initialement choisi, les autorités ont conseillé aux organisateurs du *Festika*, le site actuel qui accueille cet événement.

Néanmoins, en assistant à ces activités pour pouvoir bien rendre compte dans le cadre de ce travail, nous avons constaté une jeunesse qui a envie de se distraire mais, qui reste préoccupée par la situation sécuritaire de la ville. Cette préoccupation nous a été maintes fois exprimée par tous les festivaliers avec lesquels nous avons eu des entretiens informels. Ces inquiétudes restent justifiées dans la mesure où le risque d'enlèvement des artistes locaux et souvent nationaux existe dans la zone. A titre de rappel un artiste de renommée nationale avait été enlevé en 2019 dans la région, il s'agit du *docteur KEB* qui était venu en concert. Même si son enlèvement n'a pas été officiellement revendiqué, les riverains l'imputent aux mouvements djihadistes qui d'après eux ont à maintes reprises mis en garde les populations sur la tenue des activités culturelles dans la ville. Cet incident qui avait été très médiatisé sur la scène culturelle malienne avait à l'époque créé une grande mobilisation des artistes au niveau national. Et reste de nos jours présents dans la mémoire de la plupart des artistes nationaux maliens, qui posent des conditions avant tout déplacement vers le nord. A cet enlèvement s'ajoute plusieurs autres rapt d'artistes locaux très peu médiatisés⁵⁵. Ce qui prouve que l'insécurité reste une véritable épine dans l'organisation de ces activités comme le témoigne un entrepreneur culturel interrogé :

« Le plus grand problème que nous avons est la sécurité. Vous savez chaque incident d'insécurité qui est posé à Tombouctou fait que la zone devient dangereuse pour les étrangers. Il n'y a pas un artiste qui avant de venir à Tombouctou ne demande pas des garanties de sécurité, et souvent ils nous mettent en garde même, en nous disant que nous sommes les principaux responsables de ce qui va se passer. Tout ça crée un doute même chez nous, parce qu'amener un artiste et après qu'il se fasse choper par des djihadistes nous discrédite au sein même des entrepreneurs culturels et impacte négativement nos événements ». (Maouloude Boudjouma, directeur du *festika*, interrogé le 09 novembre 2022).

⁵⁵ R-Ouane soldat et Engleterre sont des jeunes artistes locaux enlevés qui sont jusqu'à aujourd'hui dans les mains de leurs ravisseurs.

Par faire face aux risques d'enlèvements, la politique d'escorter les artistes et les personnalités en déplacement à Tombouctou à l'occasion des événements est l'une des solutions préconisées par l'Etat. Cependant, les promoteurs culturels et les artistes invités se méfient de cette politique. Pour eux en plus d'exposer les artistes, les escortes limitent leurs libertés de circulation, or, ces déplacements rentrent justement dans le cadre de ces initiatives culturelles.

Plus loin, si on essaie d'analyser cette politique d'escorte, elle met à mal quelque part les images rassurantes, d'une ville sûre que les acteurs culturels et les autorités locales veulent faire véhiculée. L'escorte fait ressortir d'une part, le sentiment d'insécurité et d'incertitude qui règne, et renvoi à l'image qu'on ne peut pas circuler librement dans la ville, d'autre part elle braque les attentions sur les personnes escortées qui craints d'être des boucliers en cas d'incidents. Ce sont généralement les raisons avancées par les acteurs culturels pour décliner cette offre.

Les autorités politiques locales prennent part à ces festivités à travers des accompagnements en sécurité, en conseil technique, parrainage, appuis financiers etc. L'implication des pouvoirs politiques dans ces manifestations culturelles vise un double objectif. D'une part, contrecarrer les images négatives qui présentent la ville comme une zone en guerre permanente, et d'autre part, inciter les visiteurs nationaux à prendre part à ces activités. Précisons que d'autres forces comme les Casques Bleus de l'ONU et les groupes armés signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale de 2015 sont mobilisés dans le cadre de la sécurité de ces manifestations. Cette participation des groupes armés est récupérée par les acteurs culturels pour montrer que par la culture la réconciliation est possible.

« Nous avons reçu à mettre ensemble les FAMA et les groupes armés qui sont les parties signataires aux accords d'Alger, cet acquis est au bénéfice du festival, c'est ça aussi la culture » (Maouloude boudjouma, directeur du festika, interrogé le 09 novembre 2022).

Cependant, malgré la mobilisation sur le plan sécuritaire et quelques appuis financiers de l'Etat par l'intermédiaire des autorités déconcentrées. Les institutions en charges du tourisme comme l'APTM, le Mali Tourisme et la direction nationale de l'hôtellerie du tourisme (DNTH) sont les grands absents de ces manifestations. Contrairement aux autres manifestations du même genre qui se tiennent dans le sud, comme le « *Festival sur le Niger* » ou « *le Festival du Wassoulou* », où ces instances demeurent présentes dans chaque étape de l'organisation à travers des initiatives innovantes, comme par exemple l'idée de l'APTM

d'organiser des caravanes culturelles et des visites guidées dénommées le *segufalitours*, initiative qui consiste à organiser des visites abord des charrettes à l'intérieur de la ville de Ségou, ou encore une compétition de course d'ânes pendant le Festival sur le Niger qui s'est tenu du 04 au 07 février 2023.

Cette réalité illustre encore une fois de plus, d'une part l'absence des régions du nord dans les initiatives de relance du tourisme après l'occupation, comme nous avons précédemment mentionné au cours de ce chapitre. Et d'autre part, la perception d'une zone infréquentable dont le nord fait l'objet chez une bonne partie de l'opinion au sud.

Ce chapitre qui arrive à son terme nous détaille les changements majeurs opérés dans le secteur du tourisme au Mali après l'occupation de sa partie nord. Ces changements se situent d'abord au niveau institutionnel avec la dissolution de l'OMATHO en 2014 et la création deux nouvelles structures (DNTH et APTM) chargées de reconstruire le tourisme post occupation. Ensuite un changement de modèle touristique avec le développement du tourisme interne. Cependant, cette dernière se concentre pour le moment uniquement sur les villes du sud du Mali. A Tombouctou la solution pour faire marcher le tourisme est prise par des opérateurs culturels privés qui procèdent par une multiplication des manifestations culturelles pour créer de l'attractivité. Ces entrepreneurs culturels qui ont remplacé les acteurs du tourisme reconvertis demeurent les nouveaux acteurs du tourisme qu'ils tentent de redorer par des manifestations culturelles et artistiques, qui au fond intègrent peu d'activités touristiques et n'attirent pas de voyageurs. Ainsi le terme tourisme demeure une étiquette collée à ces activités. Coller le terme tourisme à ces activités est importante aux yeux des entrepreneurs culturels parce que, ce secteur qui occupait une place importante dans l'économie locale est regretté par une frange importante de la population. Le tourisme interne prôné par l'Etat s'appuie essentiellement sur les organisations de la société civile. Ainsi les regroupements sociaux tel que : les associations des jeunes, des étudiants et des femmes sont misent en avant dans la promotion du tourisme interne. Le but de s'appuyer sur ces associations qui sont considérées être plus proche de la population que les institutions touristiques est de créer un maximum d'adhésion à l'endroit des voyages internes au scène de la société. Cependant ce chapitre nous montre que malgré ces innovations les pouvoirs publics accordent peu d'importance en termes de budget alloué au secteur du tourisme qui est relégué au profit des secteurs comme la défense et la sécurité. Ce qui constitue un handicap majeur dans les initiatives de développement du tourisme national qui nécessitent des grands efforts financiers.

Conclusion

Ce travail de recherche avait pour objectif d'étudier les conséquences de l'insécurité sur le secteur du tourisme à Tombouctou. La crise multidimensionnelle que le Mali traverse, qualifiée par plusieurs observateurs de la plus grave crise de son histoire a impacté tous les secteurs, limitant du coup les capacités de production dans le secteur économique. Le tourisme qui jadis représentait une part importante dans cette économie, la plus importante après l'or et le coton a complétement chuté. Cette chute a provoqué des bouleversements majeurs dans ce secteur. A Tombouctou ces bouleversements vont du désengagement des professionnels vivants du secteur à une émergence d'une multitude d'activités culturelles pour soutenir les nouvelles reconfigurations des autorités touristiques maliennes qui se centrent désormais sur l'encouragement du tourisme interne.

Au début de notre enquête nous avons essayé de tracer la trajectoire des acteurs du tourisme que cette étude a concerné (guides touristiques, artisans et restaurateurs). Ainsi nous avons constaté que, malgré que le début des activités touristiques dans le Sahara remonte à l'époque coloniale, l'apparition des prestataires privés dans le secteur s'est effectuée plus tard. Au Mali, pays indépendant depuis 1960, l'Etat était resté pendant longtemps le seul acteur du tourisme. L'arrivée des premiers opérateurs privés dans le secteur date des années 1990 suite à la libéralisation du marché économique imposée par les institutions financières internationales (B.M., F.M.I). Les années 1990 ont été celles de plusieurs changements dans le pays : la démocratisation du régime, la libéralisation du secteur économique, la fin de la rébellion armée qui sévissait dans le nord du pays, la décentralisation du pouvoir politique. Dans ce contexte le tourisme était désormais vu comme étant une ressource pour lutter contre la pauvreté et le chômage dans une région où les ressources sont rares. Pour faire la promotion de la destination Mali, les pouvoirs publics vont s'appuyer sur le patrimoine culturel, faisant du tourisme malien un tourisme culturel. Ainsi, des villes historiques comme Tombouctou, Djenné et Bandiagara, riche par leur histoire constituaient les principales destinations du pays. Dans ces villes, la richesse culturelle va vite se transformer en ressource économique. Par l'essor du tourisme les élites locales voient une opportunité de développement et d'investissement dans un contexte de décentralisation.

Cette étude sur la crise du tourisme a dévoilé au passage l'extrême fragilité du modèle touristique malien qui dépend trop de l'extérieur, notamment, des pays européens qui sont les principaux foyers émetteurs de touristes. Ainsi, la ville de Tombouctou occupée en 2012 par des groupes islamistes et indépendantistes, avait été désertée par les touristes depuis 2011 à la suite d'une attaque contre des voyageurs occidentaux.

Malgré la reconquête de la ville par l'opération serval en 2013, la sécurité indispensable à toute activité touristique n'a pas pu être rétablie. La recrudescence des actions asymétriques de la part des mouvances djihadistes fait de cette région l'une des plus dangereuses au Mali. Dans ce contexte et au regard de l'importance économique du tourisme pour la ville (principale économie de la ville avant la crise), il est clair que ce secteur demeure la principale victime de la crise à Tombouctou. Son arrêt a provoqué un appauvrissement de la population qui vit directement ou indirectement de ses ressources.

La reconversion dans ces circonstances devient inéluctable, parce qu'elle va de la survie des professionnels qui vivaient de ce secteur, il s'agit avant tout d'une reconversion subie et non voulue. En interrogeant les motivations et les discours qui sont derrière ces reconversions, cette recherche a démontré que ces réorientations se sont opérées de manière volontaire et méthodique, dans la mesure où les professionnels du tourisme sont les principaux artisans de leurs reconversions. Toutefois, le choix du secteur de reconversion ne s'est pas opéré de façon hasardeuse, il s'est inscrit dans le savoir-faire et l'expérience de chaque acteur reconverti. Tout en restant dans leur profession ou en tenant compte de leur savoir-faire ces acteurs ont réorienté leur service à l'intention de la clientèle locale. Etape importante dans la carrière de tout professionnel, la reconversion ne suppose pas pour ces acteurs du tourisme une simple réorientation professionnelle ou un changement de métier et d'objectif, mais une reclassification professionnelle et sociale.

Par ailleurs, la reconversion des professionnels vivants du tourisme n'est pas la seule conséquence de la crise du secteur. La crise du tourisme au Mali a également entraîné des reconfigurations politiques importantes, qui ont été initiées par les pouvoirs publics au lendemain de l'occupation du nord du Mali. Ces reconfigurations ont commencé d'abord dans le secteur institutionnel avec la dissolution de l'OMATHO, structure chargée de la promotion du tourisme depuis 1995. Deux structures voient le jour en lieu et place de cette institution, il s'agit de l'APTM et de la DNTH. Le principal axe travaillé par ces nouvelles organisations pour relancer le secteur est le développement du tourisme intérieur et la promotion des nouvelles destinations au sud du Mali. C'est dans cette dynamique que des « voyages

citoyens » ont été initiés par ces nouvelles agences touristiques. Cependant, l'apport des pouvoirs publics au tourisme malien en cette période de crise dévoile des nombreux paradoxes. Derrière les discours politiques qui promettent de redresser le secteur par la promotion du tourisme intérieur se cache une faible allocation dans les programmes budgétaires pour le secteur, et cela au profit des secteurs de la défense et de la sécurité. Ensuite l'absence des régions dites du nord dans ces voyages citoyens malgré les nombreuses promesses contribue à rendre les populations plus sceptiques quant à la réussite de cette nouvelle politique. A Tombouctou la solution préconisée par les pouvoirs publics demeure leur soutien aux différentes manifestations culturelles initiées par des activistes culturels dans le but de favoriser le tourisme national.

Ce travail évoque aussi l'émergence des nouveaux activistes culturels à Tombouctou qui tentent plus ou moins de créer de l'attractivité à l'attention d'éventuels touristes nationaux. La solution préconisée par ces nouveaux acteurs passe par une multiplication des manifestations culturelles (festivals, soirées traditionnelles, semaine sportive et culturelle etc.). A travers une analyse critique ce mémoire a démontré que ces manifestations présentent beaucoup de manquements. Ces manquements se situent à plusieurs niveaux, notamment la politisation de ces manifestations, la faible mobilisation des ressources financières et humaines, le manque d'activités touristiques proprement dite alors qu'elles se sont investies du rôle de redorer le blason du tourisme. En se dotant de la mission de faire la promotion du tourisme intérieur à travers la culture, ces opérateurs culturels demeurent les nouveaux acteurs du tourisme à Tombouctou. Le désengagement des anciens acteurs du tourisme les conforte désormais dans ce statut.

Au cours de ce travail nous avons pu nous rendre compte des difficultés qui existent pour mener des recherches dans cette zone en conflit qui est réputée être un théâtre d'opération pour des mouvements islamistes radicaux hostiles à toute sorte d'investigation. Cette réalité en plus d'être une expérience pour nous, nous offre l'occasion de faire découvrir certaines réalités de cette zone où les chercheurs se font de plus en plus rares. Cette recherche a révélé l'importance du tourisme pour la population. La thématique du tourisme occupe aujourd'hui une place importante dans les débats publics au niveau local.

Certaines analyses dans ce mémoire vont au-delà de notre terrain d'étude pour toucher globalement l'espace sahélo-saharien, espace sur lequel tous les regards se tournent aujourd'hui à travers les profondes mutations en cours engendrées par les multiples crises (sécuritaire, politique, et économique) que cet espace traverse.

Même si l'insécurité est la principale cause de l'arrêt du tourisme, sa reprise ne dépend pas seulement de l'amélioration des conditions sécuritaires bien que celles-ci soient cruciales. En effet, la reprise des activités touristiques nécessite plusieurs autres facteurs, parmi lesquels les facteurs politiques jouent une place importante. Les relations politiques entre les pays émetteurs et récepteurs de touristes sont des éléments qui peuvent faciliter l'arrivée des voyageurs et leur éviter certaines tracasseries administratives. L'amélioration des infrastructures routières et hôtelières sont aussi une dimension importante pour le bon fonctionnement du tourisme. Le patrimoine culturel qui faisait l'objet de voyage aussi est un facteur à ne pas négligé, et ceci est d'autant plus vrai que l'occupation de la ville s'est caractérisée par la destruction d'une part importante de ce patrimoine.

Ainsi, malgré notre souci de prendre en compte tous les aspects liés à la crise du tourisme, cette œuvre comporte des limites. Elle n'a pas par exemple pu interroger les touristes eux même sur leur appréciation de la situation sécuritaire, de ce qu'ils pensent aujourd'hui de la destination Tombouctou, ou encore vers où ils ont orienté leur voyage. Voilà autant des questions qui sont intéressantes à analyser. Pour des raisons d'accessibilité, parce que les touristes sont majoritairement des européens auxquels nous n'avons pas accès, nous ne nous sommes pas intéressés à ces questions, ce qui fait de ce mémoire une ébauche de l'étude de la crise que traverse le tourisme. Des études ultérieures sont nécessaires pour prendre en compte d'autres dimensions de cette crise. Il s'agira de questionner par exemple les moyens à mettre en œuvre pour adapter l'offre touristique malienne au goût des voyageurs nationaux dans le but de créer de la motivation chez les populations pour le tourisme national qui reste pour le moment à son stade embryonnaire. Ou encore de chercher à connaître la vision des nouveaux touristes maliens sur le fait d'être des visiteurs sur leur territoire national. Il s'agira ensuite de réfléchir à comment transformer cette crise en opportunité de voyage, c'est-à-dire pousser les maliens à voyager pour constater les séquelles causées par la crise, ce qui passe par le développement du tourisme de mémoire.

Enfin au moment où nous concluons ce mémoire, le Mali traverse une crise politique avec un coup d'état survenu en août 2020 compliquant d'avantage la situation sécuritaire. Ces différentes crises qui perdurent depuis plusieurs années hypothèquent sérieusement non seulement l'avenir du tourisme quel que soit sa forme (national ou international), mais compromet aussi toute présence étrangère dans le pays.

Références bibliographiques

Ouvrages :

AMICO, Marta, 2019, *La fabrique d'une musique touarègue. Un son du désert au prisme de la Word Music*, Paris, Karthala.

AMIROU, Rachid, 2000, *Imaginaire du tourisme culturel*, Paris, Presse Universitaire de France.

AMSELLE, Jean Loup, M'BOKOLO, Erika, 1985, *Au cœur de l'ethnie (ethnies, tribalisme et État en Afrique)*, Paris, La Découverte.

AMSELLE, Jean, Loup, 2001, *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion.

BISSON, Jean, 2003, *Le Sahara : mythes et réalités d'un désert convoité*, Paris, Harmattan, 479 p.

BOILLEY, Pierre, 1999, *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala.

BOUTILLIER, Jean-Louis, COPANS, Jean, FIELOUX, Michele, LALLEMAND, Suzanne, ORMIERES, Jean-Louis, 1978, *Le tourisme en Afrique de l'ouest panacée ou nouvelle réalité ?* Dossiers africains, 143p.

BOYER, Marc, 1972, *Le tourisme, Du Seuil*, Paris, coll. « Peuple et culture », 261 p.

DANIEL, Serge, 2012, *AQMI industrie d'enlèvement*, fayard.

DE MONCLOS, Marc Antoine Pérouse, 2020, *Une guerre perdue la France au Sahel*, JC-Lattès.

DUBOIS, Felix, 1897, *Tombouctou la mystérieuse*, Paris, Ernest Flammarion.

HAGBERG, Sten, KONE, Yaouaga Félix, KONE, Bintou, DIALLO, Aboubacar, KANSAYE, Issiaka, 2017, *Vers une sécurité par le bas ? Etude sur les perceptions et les expériences des défis de sécurité dans deux communes maliennes*, Sweden, UPPSALA UNIVERSITET.

HOLDER, Gilles, (éd.), 2009, *L'islam, nouvel espace public en Afrique*, Paris, Karthala, 308 p.

KATI, Mohamud, 1593, *Tarikh-al-Fattashe*, texte arabe et tradition française par O. Houdas et M. Delafosse.

LOHMAN, Annette, 2011, *Qui sont les maitres du Sahara ?* FRIEDRICH EBERT STIFTUNG.

MORIN, Edgar, 2001, *La méthode. L'humanité de l'humanité, l'identité humaine*, Paris, Editions le Seuil, tome 5, 288 p.

NOTIN, Jean Christophe, 2014, « La guerre de la France au Mali », Paris, Tallandier.

PATIN, Valery, 1997, *Tourisme et patrimoine en France et en Europe*, Paris, la documentation française.

SAMAKÉ, Sada, 2008, *Mémoire de la jeunesse malienne*, Tome 1, Bamako, Togouna Édition.

SY, Ousmane, 2009, *Reconstruire l'Afrique, Vers une nouvelle gouvernance fondée sur les dynamiques locales*, Editions Jamana, 219 p.

URBAIN, Jean, Didier, 2002, *L'idiot du voyage*, Payot, 227p.

Chapitres d'ouvrages :

AL- KARJOUSLI, Soufian, TOGOLA, Diama, Cissouma, OUALLET, Anne, 2014, « Diversité, conflictualités et sociabilités au cœur de la patrimonialisation de l'islam au Mali », in J. BRUNET-JAILLY, J. CHARMES et D. KONATÉ, *le Mali Contemporain*, Tombouctou Edition, 2014, pp. 295- 316, [En ligne, consulté le 12/09/2012, <https://books.openedition.org/irdeditions/21173?lang=fr>]

BOULAY, Sébastien, 2006, « Le tourisme de désert en Adrar mauritanien : réseaux « Trans locaux ». Économie solidaire et changements sociaux », in A. Doquet, S. Le Menestrel (éd.), *Tourisme culturel, réseaux et recompositions sociales*, IRD Editions, 2006, n° 40, pp. 63-79, [En ligne, le 13/09/2022, www.editions-sedes.com]

BOURGEOIS, André, 2013, « Rébellion et djihadisme dans le septentrion malien », in Doulaye Konaté (ed.), *le Mali entre doutes et espoirs : réflexion sur la nation à l'épreuve de la crise du nord*, Tombouctou Edition, 2013, pp. 23-45, [En ligne, consulté le 12/03/2012, https://www.ica-nantes.fr/fr/actualites/le-mali-entre-doute-et-espoir-reflexion-sur-la-nation-a-l-epreuve-de-la-crise-du-nord-avec-une-contribution-d-ousmane-sidibe-resident-2012-13-de-l-ica-de-nantes_423]

CHABLOZ, Nadege, RAOUL, Julien, 2009, « Corps et âmes. Conversions touristiques à l'africanité », in N. Chabloz, J. Raoul (dir.), *Tourismes la quête de soi par la pratique des autres, cahier d'études africaines*, 2006, n° 193-194, pp. 7-26, [En ligne mis en ligne le 25 juin 2009, consulté le 24 avril 2022. URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriques/14023> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriques.14023>]

BOURGEOIS, André, 2019, « Le Mali dans les enjeux saharo-sahéliens », in Jeudy-Ballini, (dir.), *Le monde en mélange*, CNRS Edition, 2019, pp. 337-370, [En ligne, le 12/09/2022, <https://books.openedition.org/editions-cnrs/29610?lang=fr>]

DOQUET, Anne, 2013, « L'ethnie : fantasme occidental et réalités culturelles », in P. Gonin, N. Kotlok et M. A. P. Demonclos (dir.), *la tragédie malienne*, Edition Vendémiaire, 2013, pp. 159-181, [En ligne, consulté le 04/09/2022, <https://sg.docworkspace.com/d/sIFaik7rsAcr886sG>]

DOQUET, Anne, LE-MENESTREL, Sara, (dir.), 2006, *Tourisme culturel, réseaux et recompositions sociales*, revue Autrepart, n°40, 190p.

DOQUET, Anne SOW, Moussa, NDOUR, Saliou, 2018, « Politiques culturelles et touristiques (Mali, Sénégal) : des liaisons non dangereuses », in E. Gregoire, L. Marie-France, J. F. Kobiané, (ed.), *Etat réhabilité en Afrique : réinventer les politiques publiques à l'ère néolibérale*, 2018, Karthala, pp. 143-164. [En ligne, consulté le 13/09/2022, <https://sg.docworkspace.com/d/sIPSik7rsAcD986sG>]

DULUCQ, Sophie, 2009, « Découvrir l'âme africaine. Les temps obscurs du tourisme culturel en Afrique coloniale française (années 1920-années 1950) », in N. Chabloz et J. Raout (dir.), *Cahiers d'études africaines, Tourismes la quête de soi par la pratique des autres*, 2009, n°193-194, pp. 22-41. [En ligne le 25 juin 2009, consulté le 24 avril 2022. URL : <https://journals.openedition.org/etudesafricaines/14023> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.14023>].

FURT, Jean-Marie, & MICHEL, Frank, (dir.), 2006, *Tourismes et identités*, L'Harmattan, 217p.

GREGEOIRE, Emmanuel, 2006, « Tourisme culturel, engagement politique et actions humanitaires dans la région d'Agadez (Niger) », in A. DOQUET, S. LE-MENESTREL, (dir.), *Tourisme culturel, réseaux et recompositions sociales, revue des sciences sociales au sud*, 2006, n° 40, p. 95-111, [En ligne, consulté le 14/09/2022, www.editions-sedes.com]

LASSIBILLE, Mahalia, 2009, « Les scènes de la danse. Entre espace touristique et politique chez les Peuls woDaaBe du Niger », in Nadège Chabloz et Julien Raout (dir.), *Cahiers d'études africaines*, n°193-194, *Tourismes*, [En ligne le 25 juin 2009, consulté le 24 avril 2022, URL : <https://journals.openedition.org/etudesafricaines/14023> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.14023>]

Articles :

AMICO, Marta, 2014, « labelliser le désert, recomposer le Mali, mixer les diversités du monde », *Cahiers d'ethnomusicologie*, Vol. 27, pp. 161-173, [En ligne, consulté le 13 juillet 2022. URL : <http://ethnomusicologie.revues.org/2177>].

AMICO, Marta, 2018, « Musiciens rebelles ou musiciens pour la paix ? orchestrer le Mali à travers les performances musicales du conflit », *politique africaine*, Vol. 149, pp.113-134, [En ligne, consulté le 12/09/2022, <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2018-1-page-113.htm>]

BANENGAÏ-KOYAMA, Torcia-Chanelle, ONGONO, Patrice, EKOM, Tresor, 2021, « Stabilité politique, qualité des institutions et tourisme en Afrique », *Mondes du Tourisme*, Vol. 19, [En ligne, consulté le 17/12/2022. URL : <http://journals.openedition.org/tourisme/3683> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tourisme.3683>].

BIAYA, Tshikala, 2000, « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine », *Enfants, jeunes et politique, Politique africaine*, Vol. 80, pp. 12-31, [En ligne, consulté, le 02/09/2022, <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2000-4-page-12.htm>]

BOURGEOU, André, 2011, « Sahara de tous les enjeux », *Herodote*, n° 142, pp. 42-77, [En ligne, consulté le 12/09/2022 <https://www.cairn.info/revue-herodote-2011-3-page-42.htm>]

BOYER, Marc, 2002, « Comment étudier le tourisme », *presse universitaire de France*, n° 32, pp. 393-404, [En ligne, consulté le 22/11/2022 <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2002-3-page-393.htm>]

BRACHET, Julien, SCHEELE, Judith, 2015, « L'envers du tourisme au Sahara tchadien », *cahier d'études africaines*, n° 217, pp. 107-131, [En ligne, consulté le 22/11/2022 <https://journals.openedition.org/etudesafricaines/18029>]

BREDELOUP, Sylvie, 2021, « Migrations intra-Africaines : changer de focale », *politique africaine*, n° 161-162, pp.427-448, [En ligne, consulté le 14/12/2022 <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2021-1-page-427.htm>]

BREDELOUP, Sylvie, PLIEZ, Olivier, 2005, « Migration entre les deux rives du Sahara », *presse de science Po, autrepart*, n° 36, pp. 3-20, [En ligne, le 13/12/2022 <https://www.cairn.info/revue-autrepert-2005-4-page-3.htm>]

CHARBONNEAU, Bruno, 2019, « Introduction au dossier “Mali : les défis de la résolution des conflits », *revue canadienne des études africaines*, 2019, Vol. 53, n°3, pp. 403-413, [En ligne, consulté le 12/08/ 2022 <https://doi.org/10.1080/00083968.2019.1666018>]

CHARBONNEAU, Bruno, DEBOS, Marielle, HANON, Jean Paul, OLSSON, Christian, WASINSKI, Christophe, 2022, « De la « guerre contre le terrorisme » aux guerres sans fin : la co-production de la violence en Afghanistan, au Mali et au Tchad », *culture et conflit*, n° 123-

124, pp. 67-82, [En ligne, consulté le 15 décembre 2023. URL: <http://journals.openedition.org/conflits/23194>; DOI: <https://doi.org/10.4000/conflits.23194>]

CISSE, Lassana, 1995, « Les missions culturelles au Mali : genèse et principaux objectifs », In : *WAMP Bulletin*, n° 6 : 110-111.

COLLEYN, Jean Paul, DEVILLEZ, Frédérique, 2009, « Le tourisme et les images exotiques », *cahiers d'études africaines*, n° 193-194, pp. 502-512, [En ligne le 25 juin 2009, consulté le 24 avril 2022. URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriques/14023> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriques.14023>]

CONDES, Sébastien, 2004, « Les incidences du tourisme sur le développement », *revue tiers monde*, n° n°178, p. 269-291, [En ligne, consulté le 24 avril 2022, <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2004-2-page-269.htm>]

COUSIN, Saska, 2006, « Le tourisme culturel, un lieu commun », *Anthropologie et société*, Vol. 30, n° 02, pp. 153-173, [En ligne, consulté le 24 avril 2022, <https://www.erudit.org/fr/revues/as/2006-v30-n2-as1445/014118ar/>]

CRAVATTE, Celine, 2009, « L'anthropologie du tourisme et l'authenticité. Catégorie analytique ou catégorie indigène ? », *Cahier d'études Africaines*, n° 193-194, pp. 603-619, [En ligne le 25 juin 2009, consulté le 14 décembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriques/18852> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriques.18852>]

DEHOORME, Olivier, 2013, « Une histoire du tourisme international de la déambulation exotique à la bull sécurisée », *revue internationale et stratégique*, n° 90, pp. 77-85, [En ligne, consulté le 14 décembre 2022 <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2013-2-page-77.htm>]

DICKO, Bréma, Ely., DIARRA, Loua, 2017, « Impacts de la crise sécuritaire sur les activités de production dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou », *revue semestrielle ULSHB*, n°4, pp. 144-154, [En ligne, consulté le 12/06/2022, <https://sg.docworkspace.com/d/sIP2ik7rsAaT586sG>]

Djebbari, Élina, 2014, « Danse, mobilités et dynamiques territoriales au Mali », *Géographie et cultures*, n°96, pp.62-83. [En ligne, consulté le 02 octobre 2022 URL <http://journals.openedition.org/gc/4197> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/gc.4197>]

DOQUET, Anne, 2008, « Festivals touristique et expressions identitaires au Mali », *Africultures*, n°73, pp. 60-67, [En ligne, consulté le 08 janvier 2022 <https://www.cairn.info/revue-africultures-2008-2-page-60.htm>]

DOQUET, Anne, 2009, « Guide guidons guitares : authenticité et guides touristique au Mali », *cahiers d'études Africaines*, n° 193-194, pp. 73-94, [En ligne, consulté le 08 janvier 2022, <https://doi.org/10.4000/etudesafriques.18638>].

DOQUET, Anne, 2021, « Tourisme et « coronisation » au Mali : des visiteurs à l'abri des rumeurs », *Mondes du Tourisme*, n°20, pp.1-11, [En ligne, consulté le 28 décembre

2021. URL:<http://journals.openedition.org/tourisme/3854>; DOI:
<https://doi.org/10.4000/tourisme.3854>]

FILIU, Jean, Pierre, 2010, « Les quatre fronts d'Al-Qaïda », *S.E.R., Edition*, n° 113, pp. 295-305, [En ligne consulté le 08-02-2022, <https://www.cairn.info/revue-etudes-2010-10-p.295.htm>].

GAVARI-BARBAS, Marie, JAQUOT, Sébastien, 2014, « Patrimoine mondial, tourisme et développement durable en Afrique : discours, approches et défis », *Tourism review*, n°4-5, [En ligne, consulté le 26 octobre 2022, URL : <http://journals.openedition.org/viatourism/853> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/viatourism.853>]

GAY, Jean, Christophe, 2006, « Transport et mise en tourisme du monde », *cahiers de géographie*, n° 4, pp. 11-22, [En ligne, consulté le 12/04/2022, https://www.persee.fr/doc/edyte_1762-4304_2006_num_4_1_960]

GREGOIRE, Emmanuel, SCHOLZE, Marko, 2012, « Identité, imaginaire et tourisme en pays touareg au Niger », *tourisme review*, n° 2, [En ligne consulté le 28 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/viatourism/1102>]

HERTZOG, Anne, 2012, « Tourisme de mémoire et imaginaire touristique des champs de bataille », *tourisme, review*, [En ligne le 16 mars 2012, consulté le 14 décembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/viatourism/1276> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/viatourism.1276>]

HOUNGA, Antoine, 2009, « Participation de l'Afrique au tourisme international : faiblesses et causes », *tourisme & territoires*, n°1, pp. 101-114, [En ligne, consulté le 18/02/2022, https://scholar.google.com/scholar?hl=fr&as_sdt=0%2C5&q=Antoine+hounga+2009&btnG=#d=gs_qabs&t=1702779384581&u=%23p%3DiyP-2XXDOKwJ]

JOURDAIN, Anne, 2014, « Les reconversions professionnelles dans l'artisanat d'art, du désengagement au rengagement », *revue de sociologie pratique*, n° 28, pp. 21-30, [En ligne, consulté le 14/ 06/2023, <https://www.cairn.info/revue-sociologies-pratiques-2014-1-page-21.htm?ref=doi>]

JOURDAIN, Anne, 2012, « Réconcilier l'art et artisanat, une étude de l'artisanat de l'art », *sociologie de l'art*, n° 3, pp. 19-42, [En ligne consulté le 06/12/2022 <https://www.cairn.info/revue-sociologie-de-l-art-2012-3-page-19.htm>]

KADRI, Boualem, 2008, « Identité scientifique du tourisme : un mythe ou une réalité en construction », *Téoros*, n° 27, pp. 51-58, [En ligne, consulté le 15/06/2022, URL: <http://journals.openedition.org/teoros/1614>]

KEITA, Daouda, TESSOUGUE, Moussa, FANE, Yamoussa, 2018, « Patrimoine culturel malien saborde au nom d'un islam puritain », *Université Ouaga I Pr. Joseph KI-ZERBO, Série A*, Vol. 25, p. 1-27, [En ligne, consulté le 14/02/2022, https://www.researchgate.net/publication/329487287_PATRIMOINE_CULTUREL_MALIE_N_SABORDE_AU_NOM_D'UN_ISLAM_PURITAIN_D_KEITA1_MM_TESSOUGUE2_Y_FANE3]

- KEITA, Naffet, 2017, « La gouvernance de la sécurité au Mali : entre libéralisation et/ou privatisation des offres de sécurité et quête de sécurité humaine en question », *Afrique et développement* n°3, pp. 249-268, [En ligne, consulté le 12/09/2022, <https://www.jstor.org/stable/90018144>]
- KLEN, Michel, 2015, « La problématique des prises d'otages », *revue nationale de la défense*, n°779, pp. 32-36, [En ligne, consulté le 13/09/2022, <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2015-4-page-32.htm#:~:text=Les%20r%C3%A9percussions,franche%20sympathie%2C%20envers%20leurs%20ge%C3%B4liers>]
- LAZZAROTTI, Olivier, 2000, « Patrimoine et tourisme : un couple de la mondialisation », *GéoProdig, portail d'information géographique*, 2000, n°57, pp. 12-16, [En ligne, consulté le 12/2021, https://www.persee.fr/doc/mappe_0764-3470_2000_num_57_1_1546]
- LEBLON, Anaïs, 2015, « La patrimonialisation de fêtes de transhumance au Mali, entre jeux identitaire et scène politique », *presse universitaire de Lyon*, pp.115-138. [En ligne, consulté le 14/12/2022, <https://books.openedition.org/pul/23349?lang=fr>]
- LEIPER, Nell, 1979, « The framework of tourism: Towards a definition of tourism, tourist, and the tourist industry », *Annals of Tourism Research*, 1979, vol. 6, n° 4, pp. 390-407.
- MAGNANI, Elisa, 2014, « Culture et tourisme ? Limite et potentialité d'un développement touristique durable à Gorée, Sénégal et à Ilha de Moçambique, Mozambique », *tourism review*, n° 4-5, [En ligne, consulté le 28/05/2023, [En ligne, le 26 octobre 2014, consulté le 15 décembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/viatourism/981> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/viatourism.981>]
- MICHAUD, Jean, PICARD, Michel, 2001, « tourisme et sociétés locales », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 25, n° 2, pp. 5-13. [En ligne, consulté le 02/12/2022, <https://www.erudit.org/fr/revues/as/2001-v25-n2-as374/000230ar/>]
- NICOLAS, Marie, 2016, « Le procès de Tombouctou : un tournant historique », *droits de l'homme*, [En ligne le 16 juin 2016, consulté le 15/03/2023, URL: <http://journals.openedition.org/revdh/2109>; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.2109>]
- OUALLET, Anne, 2002, « Patrimoine mondial et pauvreté local : Tombouctou et Djenné au Mali », *les annales de la recherche urbaine*, 2002, n°92, pp. 87-94. [En ligne, consulté le 14/06/2022, https://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_2002_num_92_1_2461#:~:text=Anne%20Ouallet%20est%20ma%C3%A9tre%20de,'environnement%20urbain%2C%20le%20patrimoine.]
- OUALLET, Anne, 2008, « La question migratoire et les dynamiques transsahariennes à travers l'exemple du Mali », *annales de géographie*, 2008, n°663, pp. 82-103, [En ligne, consulté le 12/06/2022, <https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2008-5-page-82.htm>]
- PAMART, Lina, 2017, « L'Etat islamique, la musique et la guerre », *Inflexions*, 2017, Vol. 2, n°35, pp. 175-187. [En ligne, consulté le 13/06/2022 <https://www.cairn.info/revue-inflexions-2017-2-page->]

- PELLERIN, Mathieu, TROTIGNON, Yves, 2010, « Les enjeux sécuritaires du rivage sahélien », *sécurité et stratégie*, n°4, pp. 43-56, [consulté, le 14/12/2022, <https://www.cairn.info/revue-securite-et-strategie-2010-2-page-43.htm>]
- POURROUQUET, Anaïs, 2015, « La production du patrimoine musical malien In : Patrimonialisations croisées », *presse universitaire de Lyon*, pp. 99-114. [En ligne, consulté le 13/06/2022, 175.htm<https://books.openedition.org/pul/23340?lang=fr>]
- RIDDE, Valéry, BONNET, Emmanuel, 2019, « Sahel : l'incohérence des zones sécuritaires », *AOC media analyse Opinion Critique*, 2019, p. 6. [En ligne, consulté le 13/06/2022, <https://aoc.media/opinion/2019/11/05/sahel-lincoherence-des-zones-securitaires/>]
- RONSTOM, Owe, 2014, « Festivals et festivalisation », *cahier d'ethnomusicologie*, n°27, pp. 20-38, traduit par Youlik, cornman, [En ligne, consulté le 06/03/2022, URL : <http://journals.openedition.org/ethnomusicologie/2151>]
- SARRASIN, Bruno, 2004, « Risque politique et tourisme ; nouveautés et continuités », *Téoros*, 2004, Vol. 1 n° 23 pp. 12-22 [En ligne, 06/03/2022, URL: <http://journals.openedition.org/teoros/2283>]
- TOUNKARA, Daouda, Gary, 2013, « La gestion des migrations de retour, un paramètre négligé de la grille d'analyse de la crise malienne », *Politique africaine*, 2013, Vol. 2 n°130, pp. 47-68, [En ligne, consulté le 12/06/2022, <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2013-2-page-47.htm>]
- TRIAUD, Jean Luc, 1973, « Islam et sociétés soudanaises au Moyen âge : étude historique », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 65, n°241, 4e trimestre 1978. pp. 610-611, [En ligne, consulté, 18/09/2022, www.persee.fr/doc/outre_0300-9513_1978_num_65_241_4743_t1_0610_0000_2]
- VINCENT, Johan, EVANNO, Yves-Marie, 2022, « Tourisme domestique et international, une impossible opposition. », *Téoros*, n°41, [En ligne, consulté le 30, Aout 2022, URL : <http://journals.openedition.org/teoros/11123>].
- WALTER, Oliver, VAN BEEK, Leiden, 2007, « Tourisme et patrimoine au Mali. Destruction des valeurs anciennes ou valorisation concertée ? » *Geographica Helvetica*, n°62, pp. 249-258, [En ligne, consulté le 14/09/2022, <https://sg.docworkspace.com/d/sIGKik7rsAaGM96sG>]

Mémoires et thèses :

- ALARY, Olivier, 2017, *Le GSPC/AQMI au sahel : mutation et internationalisation du terrorisme sous-régional*, mémoire de master, Université d'Aix-Marseille, p. 99.
- AMICO, Marta, 2013, *La fabrique d'une musique touarègue*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 463 p.

COUSIN, Saska, 2002, *L'identité au miroir du tourisme. Usages et enjeux des politiques de tourisme culturel*, thèse de doctorat, EHESS.

MERABET, Fadia, 2021, *Le Sahara algérien à l'épreuve de la mutation touristique : entre attractivité et durabilité. "L'Oasis Rouge" de Timimoun*, thèse de doctorat, Université Paul-Valéry Montpellier III, p. 650.

Littérature grise

Institut d'Etude de Sécurité, 2021, *Sécurité au sahel : une multitude de stratégies mais peu de progrès*, <https://issafrica.org/fr/iss-today/securite-au-sahel-une-multitude-de-strategies-mais-peu-de-progres#:~:text=La%20crise%20s%C3%A9curitaire%20qui%20ravage,au%20Mali%20et%20au%20Niger>.

ONU, 2018a, *La situation au Mali : rapport du Secrétaire général*, Doc. ONU S/2018/541. UN.

ONU, 2018b, *Mali : l'expert indépendant termine sa première mission au Mali*, communiqué de presse, juillet 3. <https://minusma.unmissions.org/mali-l%E2%80%99expert-ind%C3%A9pendanttermine-sa-premi%C3%A8re-mission-au-mali>.

ONU, 2018c, *La MINUSMA conclut son enquête sur les incidents de Boukessy du 19 mai 2018*, Communiqué de presse, juin 26. <https://minusma.unmissions.org/la-minusma-conclut-son-enqu%C3%AAt-sur-les-incidents-de-boukessy-du-19-mai-2018>.

TRAORE, Djeneba, 2017, *Sauvons Tombouctou, Ville Séculaire de Tolérance Religieuse et de Coexistence Pacifique*, Institut de l'Afrique de l'ouest, [En ligne, consulté le 18/09/2022, https://www.researchgate.net/publication/319327974_Sauvons_Tombouctou_Ville_Seculaire_de_Tolerance_Religieuse_et_de_Coexistence_Pacifique]

UNESCO, 2003, *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*, Paris.

Annexes

Annexe 1 : Ci-dessous, la liste des personnes avec lesquelles j'ai eu des entretiens au cours de mes séjours à Tombouctou.

Enquêtés	Fonction	Dates	Langues de l'entretien
Faganda Traoré	Directeur régional du tourisme et de l'hôtellerie	Le 17 et 19 novembre à la direction régionale du tourisme et de l'hôtellerie de Tombouctou	Français
Kalil Baber	Président des jeunes guides touristique de Tombouctou	Le 02 octobre à l'hôtel « <i>Bouctou</i> »	Français
Aly Handane	Ancien guide touristique	Le 04 octobre au quartier Abaradjou	Français
Aly Cissé	Artisan	Le 05 octobre à la maison des artisans de Tombouctou	Songhaï
Arafa Cissé	Cordonnier	Le 05 octobre 2022 à la maison des artisans de Tombouctou	Songhaï
Mahamoud Cissé	Ancien guide touristique	Le 18 octobre 2022 à son domicile	Songhaï
Alfred	Restaurateur	Le 19 octobre 2022 au restaurant « <i>Alfred</i> »	Songhaï
Bamoye Touré	Ancien guide touristique	Le 20 et 23 octobre 2022 à l'hôtel « <i>Bouctou</i> »	Français
Assadeck Cissé	Maire adjoint de la	Le 22 octobre 2022 à	Français

	commune de Tombouctou	la Mairie de Tombouctou	
Sidi Haidara	Artisan	Le 06 octobre 2022 à la maison des artisans de Tombouctou	Français
Soumkoum Sissoko	Ancien guide touristique	Le 23 octobre 2022 à la direction régionale du tourisme et de l'hôtellerie de Tombouctou	Français
Bintou Harber	Restauratrice	Le 02 octobre 2022 à son restaurant	Songhaï
Inna Cissé	Restauratrice	Le 02 octobre à son restaurant	Songhaï
Talha Ajouare	Restauratrice	Le 02 octobre à son restaurant	Songhaï
Adan Djiteye	Restauratrice	Le 04 octobre 2022 au restaurant « <i>tanti j'ai faim</i> »	Songhaï
Mohamed Ag Ibrahim	Artisan	Le 29 octobre 2022 à son lieu de travail	Songhaï
Maouloud Boudjouma	Directeur du festival de Kabara	Le 09 et 10 novembre 2022 à Kabara	Français et Songhaï
Abdoulaye Maiga	Directeur régionale de l'artisanat de Tombouctou	Le 24 novembre à la direction régionale de l'artisanat de Tombouctou	Français
Mohamed Haidara	Assistant à la direction régionale du tourisme et de l'hôtellerie de	Le 18 novembre 2022 à la direction régionale du tourisme et de	Français et Songhaï

	Tombouctou	l'hôtellerie de Tombouctou	
Alhouseini Ag Yattara	Membre de la commission d'organisation de la semaine régionale artistique et culturelle de Tombouctou	Le 17 octobre 2022 au siège du conseil local des jeunes de Tombouctou	Français et songhaï
Ablo Maiga	Gérant du Pâtisserie « <i>Asco</i> »	Le 18 octobre 2022 à la pâtisserie « <i>Asco</i> »	Songhaï
Aissata Nabo	Restauratrice	Le 09 novembre 2022 sur le site du festival de Kabara	Songhaï
Alassane Touré	Ancien guide touristique	Le 19 octobre 2022 à son domicile	Français
Moussa Sow	Ancien guide touristique	Le 23 octobre son domicile	Français
Aboubacrine Dicko	Cordonnier	Le 28 octobre à la maison des artisans	Songhaï
Souley kledu dit big	Ancien guide touristique	Le 17 novembre à son domicile	Songhaï
Mohamed ag Ibrahim	Artisan	Le 29 octobre à son lieu de travail	Songhaï
Ibrahim ag Elher	Artisan	Le 28 octobre à son lieu de travail	Songhaï
Aissata Dicko	Restauratrice	Le 02 octobre à son lieu de travail	Songhaï
Amadou Toure	Société civile	Le 17 octobre à son domicile	Français

Annexes 2 : Ci-dessous quelques questionnaires adresser à mes enquêtés

Questionnaire sur la reconversion des acteurs du tourisme

Ces questionnaires s'adressent aux acteurs reconvertis du tourisme

- 1- Que faites-vous comme travail actuellement ?
- 2- Quelle est votre formation de base ?
- 3- Quelle profession exercez-vous avant d'arriver dans le secteur du tourisme
- 4- Votre travail vous permet -t- il de bien gagner votre vie ?
- 5- Envisagez-vous de revenir dans le secteur du tourisme un jour ?
- 6- Avez-vous été aidé dans votre reconversion ?
- 7- Que ce qui a causé l'effondrement du tourisme international ?
- 8- Quand pensez-vous que le tourisme international va reprendre ?
- 9- Que pensez-vous du tourisme domestique ?
- 10- Quelles sont les difficultés que vous avez eu dans votre reconversion ?

Questionnaire sur la reconversion des acteurs du tourisme

Ces questionnaires s'adressent à l'administration touristique et culturelle

- 1- Que reste-t-il du tourisme à Tombouctou ?
- 2- Existe-t-il un dispositif d'encadrement des acteurs qui vivaient du secteur du tourisme ?
- 3- Connaissez des acteurs du tourisme qui se sont reconvertis ?
- 4- Si oui Pensez-vous que ce sont des reconversions définitive ou temporaire ?
- 5- Quelles sont les initiatives que vous prenez pour faire vivre le secteur du tourisme ?
- 6- Quelles sont les activités touristiques de la ville de Tombouctou depuis la crise ?
- 7- Pensez-vous que le tourisme domestique peut remplacer le tourisme international ?
- 8- Quelles sont les œuvres entrepris dans le cadre du tourisme domestique ?
- 9- Pensez-vous que le tourisme international va reprendre un jour à Tombouctou ?
- 10- Quelle est l'utilité d'une direction régionale du tourisme aujourd'hui à Tombouctou ?

Questionnaire sur la reconversion des acteurs du tourisme

Ces questionnaires s'adressent aux habitants de la ville de Tombouctou

- 1- Que savez-vous du tourisme à Tombouctou ?
- 2- Appréciez-vous le tourisme à Tombouctou ?
- 3- Quelles sont selon-vous les méfaits du tourisme ?
- 4- Quelles sont selon-vous les bienfaits du tourisme ?
- 5- Il y a-t-il des touristes aujourd'hui à Tombouctou ?
- 6- Selon vous quelles sont les conséquences de l'effondrement du secteur ?
- 7- Les acteurs ont -ils raison de quitter le secteur ?
- 8- D'après vous qu'est-ce que l'Etat fait pour le secteur du tourisme aujourd'hui ?
- 9- Selon vous quelles est la solution pour que l'activité touristique puisse reprendre ?
- 10- Croyez-vous à l'émergence d'un tourisme locale ?

Questionnaires sur la reconversion des acteurs du tourisme

Ces questionnaires s'adressent aux acteurs culturel et touristiques de la ville de Tombouctou

- 1- Quelles sont les activités culturelles de la ville de Tombouctou depuis la crise ?
- 2- Qui s'implique dans les activités culturelles ?
- 3- Ces activités culturelles existaient au moment où il avait des touristes ?
- 4- Les touristes y participaient-ils ?
- 5- Quelle est le public qui assiste des activités culturelles aujourd'hui ?
- 6- Qui en sont les acteurs ?
- 7- En quoi ces activités culturelles sont importantes pour la ville ?

I- Identification

- 1- Nom et prénom.....
- 2- Fonction.....
- 3- Qualification.....
 - a- Dans le tourisme.....
 - b- Avant le tourisme.....
- 4- Secteur de reconversion
- 5- Niveau d'instruction.....
- 6- Lieu d'habitation.....
- 7- Sexe
- 8- Niveau de revenu.....

II- Projet de reconversion

- 1- Intitulé.....
- 2- Localisation
- 3- L'idée de projet.....
- 4- Année de création du projet
- 5- Source de financement.....
- 6- Niveau d'appréciation du projet de reconversion.....
- 7- Comment voyez-vous le projet de reconversion dans l'avenir ?
- 8- Les risques du projet.....
- 9- Impact de l'insécurité sur les activités de reconversion.....
- 10- Le rôle de l'Etat dans la reconversion.....
- 11- Réussite.....

Annexe 4 : Extrait des recommandations faites par la conférence mondiale sur les politiques culturelles, (tenue du 26 juillet au 06 août 1982 à Mexico). Sur l'importance du tourisme dans la diffusion des connaissances du patrimoine culturel.

RECOMMANDATION No 50

La Conférence,

Considérant que le tourisme international peut jouer un rôle important dans la diffusion des connaissances relatives au patrimoine culturel de l'humanité, ainsi que dans le renforcement l'esprit de compréhension et de confiance mutuelles,

Consciente que le tourisme occupe une grande place dans l'économie de plusieurs pays, mais qu'il peut porter atteinte à certains processus sociaux et culturels de même qu'à la préservation des valeurs du patrimoine culturel mondial et national,

Reconnaissant l'importance de la contribution de l'Unesco à la mise en valeur et à la protection du patrimoine culturel mondial,

Rappelant la Résolution no 10 de la Conférence intergouvernementale sur les aspects institutionnels, administratifs et financiers des politiques culturelles (Venise, 1970), de même que les recommandations pertinentes des conférences régionales sur les politiques culturelles (Helsinki, 1972 ; Accra, 1975 ; Bogota, 1978),

1. Recommande aux Etats membres :

- (a) de prendre des mesures pour améliorer les conditions du tourisme culturel international ; et pour mettre en valeur et protéger les objets du tourisme culturel ;
- (b) d'apporter un soutien et une contribution à la publication d'un Atlas mondial du tourisme culturel sous les auspices de l'Unesco ;

2. Recommande au Directeur général :

- (a) d'étudier la possibilité d'entreprendre, en coopération avec l'Organisation mondiale du tourisme, une Etude internationale visant à définir avec précision les principes du tourisme culturel en ce qui concerne tout particulièrement la mise en valeur et la protection des valeurs culturelles et environnementales ;
- (b) de convoquer, au titre du Programme et budget de l'Unesco pour 1984-1985 et en coopération avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les maisons d'édition et les agences de voyages compétentes, une réunion d'experts chargée d'examiner les moyens d'établir un Atlas mondial du tourisme culturel, et de rendre compte des résultats de cette réunion à la Conférence générale de l'Unesco lors de sa vingt-troisième session.

